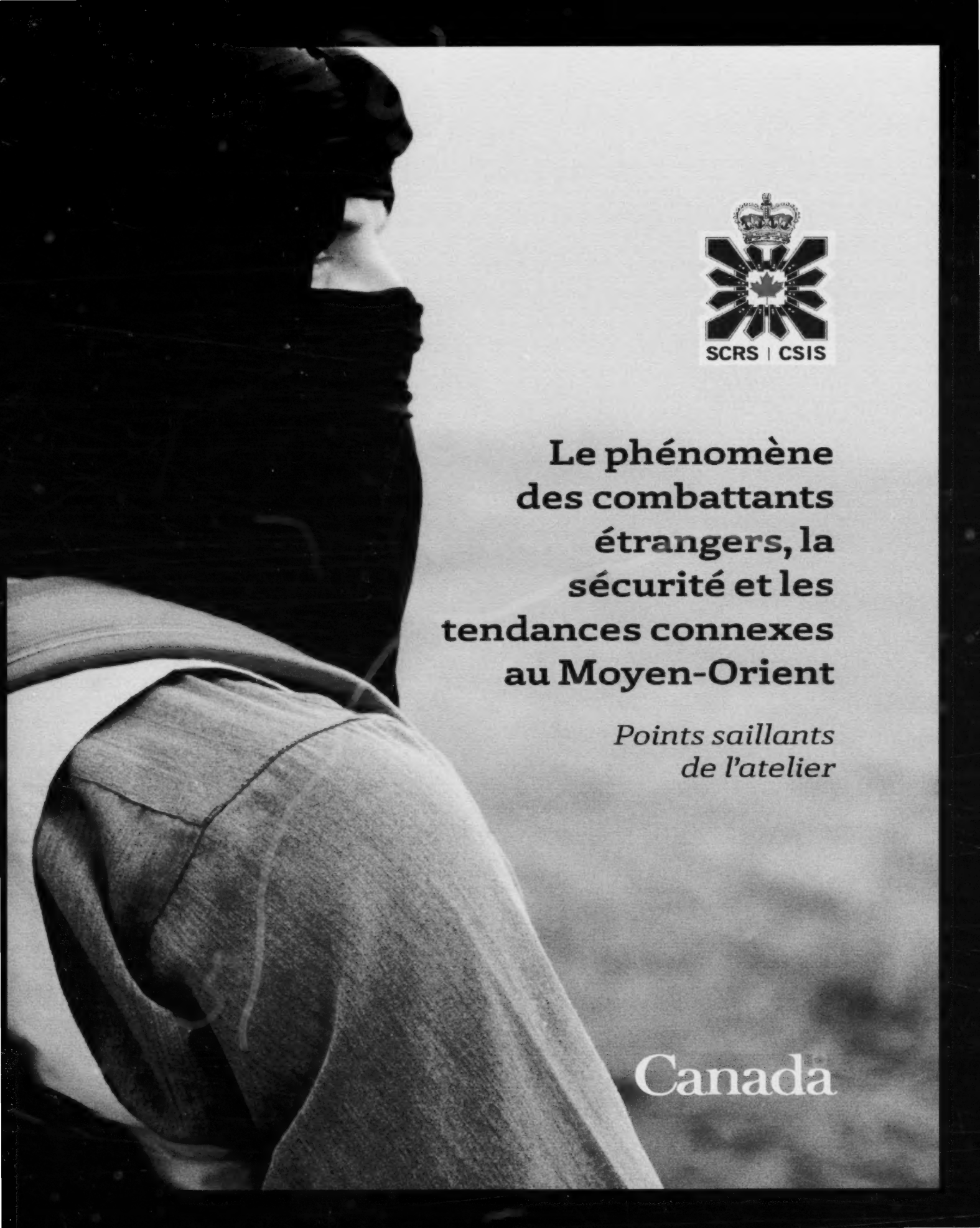

SCRS | CSIS

Le phénomène des combattants étrangers, la sécurité et les tendances connexes au Moyen-Orient

Points saillants de l'atelier

Canada

Pensez à recycler

Ce document est imprimé avec de l'encre sans danger pour l'environnement

Publication nº 2016-01-01 de la série *Regards sur le monde : avis d'experts*

Le présent rapport est fondé sur les opinions exprimées par les participants et les exposants, de même que sur de courts articles offerts par les exposants à l'occasion d'un atelier organisé par le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) dans le cadre du programme de liaison-recherche du SCRS. Le présent rapport est diffusé pour nourrir les discussions. Il ne s'agit pas d'un document analytique et il ne représente la position officielle d'aucun des organismes participants. L'atelier s'est déroulé conformément à la règle de Chatham House; les intervenants ne sont donc pas cités et les noms des conférenciers et des participants ne sont pas révélés.

www.scrs-csis.gc.ca

Publié en janvier 2016
Imprimé au Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada

Credit: photo : istockphoto.com

Le phénomène des combattants étrangers, la sécurité et les tendances connexes au Moyen-Orient

Points saillants de l'atelier
des 28 et 29 octobre 2015

Table des matières

L'atelier et ses objectifs 1

Sommaire 5

Chapitre 1 – Vue d'ensemble : évaluation de la menace que représentent les combattants étrangers pour l'Occident 17

Chapitre 2 – L'avenir du djihadisme au Moyen-Orient 39

Chapitre 3 – La révolution de l'avantage numérique des djihadistes 51

Chapitre 4 – Les combattants étrangers et le monde arabe 63

Chapitre 5 – Les combattants étrangers d'origine européenne 71

Chapitre 6 – Les combattants étrangers du Caucase du Nord en Syrie et en Irak : motivations et rôle 79

Chapitre 7 – Les facteurs à long terme de la sécurité et de la stabilité, ainsi que de l'insécurité et de l'instabilité au Moyen-Orient 87

Chapitre 8 – Daech : la revanche tant attendue des sunnites en Irak et au Moyen-Orient 97

Chapitre 9 – Syrie : où allons-nous? 113

Chapitre 10 – Répercussions des relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran pour la région 121

Chapitre 11 – Tensions entre sunnites et chiites dans toute la région : recours au sectarisme et conséquences 129

Chapitre 12 – Turquie, EIIL et Syrie 137

Chapitre 13 – Mesures locales pour contrer la mobilisation en Syrie et en Irak : défections 145

Chapitre 14 – Cadres et politiques en place aux États-Unis relativement aux combattants étrangers 155

Notes 161

Annexe A – Ordre du jour 171

Annexe B – La Liaison-recherche au SCRS 177

L'atelier et ses objectifs

Dans le cadre de son programme de liaison-recherche, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a tenu, les 28 et 29 octobre 2015, un atelier portant sur la dynamique sous-jacente au conflit en Syrie et en Irak et ses répercussions sur la sécurité. Tenu selon la règle de Chatham House, l'atelier a donné l'occasion aux participants de se pencher sur les facteurs susceptibles d'influer à long terme sur la sécurité dans le Moyen-Orient et d'examiner la réalité que représente le phénomène des combattants étrangers ainsi que ses perspectives d'avenir.

L'atelier s'articulait autour des travaux de nombreux chercheurs de l'Amérique du Nord, de l'Europe et du Moyen-Orient. Les exposés présentés à l'atelier composent l'essentiel du présent rapport, qui comprend en outre un sommaire rédigé par le modérateur. Les opinions qui y sont exprimées appartiennent à ces experts indépendants et ne sont pas celles du SCRS.

Lancé en 2008, le programme de liaison-recherche du SCRS a pour objectif de favoriser les échanges entre des professionnels du renseignement et d'éminents experts aux origines culturelles variées qui œuvrent dans différentes disciplines au sein d'universités, de groupes de réflexion, d'entreprises privées et d'autres établissements de recherche, au Canada et à l'étranger. Il se peut que certains experts défendent des idées ou tirent des conclusions qui ne concordent pas avec les points de vue et l'expérience du Service, mais c'est précisément dans ces échanges que réside l'intérêt d'un tel atelier.

Sommaire

Sommaire

Le conflit en Syrie et en Irak a grandement déstabilisé le Moyen-Orient et ses effets débordent le cadre de cette région. La catastrophe humanitaire a atteint une ampleur jusqu'alors inconnue dans une région malheureusement coutumière de flambées de violence qui doit désormais composer avec des millions de réfugiés malgré ses maigres ressources et ses infrastructures insuffisantes. En Syrie, l'insurrection nationale s'est transformée en guerre civile, une guerre dans laquelle les puissances régionales et étrangères jouent un rôle sans cesse croissant. Dans l'Irak voisin, le régime politique de l'après-Saddam demeure fragile, déchiré par la corruption, les guerres intestines et les tensions sectaires.

C'est dans ce contexte d'instabilité que l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) a fait irruption en 2014. Il a rapidement élargi le territoire sous son emprise, qui correspond actuellement à environ le tiers de l'Irak et de la Syrie, et y a établi bon nombre des structures caractéristiques d'un État. La monté en puissance de l'EIIL a ainsi engendré une nouvelle dynamique politique et établi un précédent qui pourrait redéfinir la mouvance djihadiste. L'EIIL a fait preuve d'une capacité singulière à s'adapter, à prendre de l'expansion, à motiver les aspirants djihadistes, ainsi qu'à utiliser les réactions de ses adversaires à son avantage. Si al-Qaïda évoque le modèle du franchisage, l'EIIL a plutôt choisi celui d'UBER, une entreprise qui réussit grâce à sa maîtrise des technologies numériques et à ses faibles coûts d'exploitation. Le groupe a manifesté une capacité exceptionnelle à absorber des réseaux préexistants, tels que d'anciennes bureaucraties d'État, des vestiges du parti Baas et des tribus rebelles.

Faisant preuve d'une brutalité inqualifiable et largement médiatisée, l'EIIL a depuis aggravé l'instabilité dans les deux pays et dans la région, éloignant du coup toute perspective de paix et de sécurité. L'EIIL se distingue par sa capacité unique de rallier à sa cause des milliers de combattants étrangers. La majorité vient d'États arabes, mais une minorité non négligeable provient de l'Amérique du Nord, de l'Europe et d'ailleurs. La possibilité que certains de ces combattants retournent dans leur pays et y commettent des attentats terroristes expose les pays touchés à une menace d'une ampleur inégalée.

L'atelier du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) visait à faire la lumière sur le phénomène des combattants étrangers, en quatre grands thèmes : 1) les principaux facteurs d'instabilité au Moyen-Orient; 2) le rôle de ces facteurs dans la montée de l'EIIL et, plus précisément, l'émergence du phénomène des combattants étrangers; 3) la nature et l'ampleur de la menace que représentent les combattants étrangers; 4) les outils et les programmes permettant de contrer cette menace.

Principaux facteurs d'instabilité au Moyen-Orient

Les participants à l'atelier en ont convenus, les rivalités et les liens de collaboration dans la région sont multidimensionnels et complexes. À l'échelle internationale, la retenue dont ont fait preuve les États-Unis sous l'administration de Barack Obama en limitant l'intervention contre l'EIIL a ouvert la voie à d'autres acteurs. Bon nombre ont alors intensifié leur intervention, que ce soit pour (la Russie et l'Iran) ou contre (en particulier l'Arabie saoudite et la Turquie) le régime Assad. Il est peu probable que Washington accroisse considérablement son activité en Syrie et en Irak d'ici la fin du second mandat du président Obama. Il est certes impossible de prédire les choix stratégiques du prochain président des États-Unis, mais il reste que sa marge de manœuvre sera passablement réduite par l'état réel de la situation — intensité et fréquence des combats — sur le terrain en Syrie.

En intensifiant son intervention en Syrie depuis septembre 2015, la Russie suscite maintes questions sur ses intentions. D'après l'un des conférenciers, Moscou tenterait, dans le meilleur des cas, de préserver la Syrie comme État unitaire et de renforcer le camp Assad. Cet objectif est probablement inatteignable et, partant, la Russie s'emploierait à consolider les assises du régime et à en limiter les pertes. En cas d'échec, il lui faudrait tenter de prolonger le conflit, puis en fin de compte d'appuyer les négociations.

Quels que soient les objectifs précis que la Russie cherche à atteindre en Syrie, son intervention soulève bien des questions. Dans quelle mesure les intérêts russes et iraniens sont-ils alignés? Malgré l'étroite collaboration entre ces pays à l'appui du régime Assad, il sera difficile d'éviter les éventuelles frictions entre eux, étant donné leurs intérêts divergents. Téhéran craint de ne pas pouvoir tirer de bénéfices de ses investissements massifs en appui

au régime Assad si la Russie continue de gagner en influence. Par ailleurs, quelles répercussions l'intensification de l'intervention en Syrie auront-elles sur les relations entre la Russie et le monde sunnite – y compris les États sunnites les plus influents comme l'Arabie saoudite – d'une part, ainsi qu'entre la Russie et al-Qaïda, l'EIIL et les autres groupes extrémistes, d'autre part.

L'insécurité au Moyen-Orient résulte également de facteurs régionaux. La « rivalité nocive » entre l'Arabie saoudite et l'Iran, comme l'a qualifié l'un des conférenciers, influe particulièrement et fortement sur la dynamique politique de la région. Du côté saoudien, la crainte qui domine la réflexion sur l'Iran empêche Riyad d'adopter des politiques plus modérées. Du côté iranien, les perceptions du rival saoudien sont empreintes de dédain et de mépris. Une telle distorsion dans les perceptions n'est pas sans importance, puisqu'elle laisse supposer que la grande assurance affichée par l'Iran façonne davantage les échanges bilatéraux.

Les tensions entre l'Arabie saoudite et l'Iran sont souvent décrites en termes sectaires, et nombreuses sont les analyses dans les médias et au Moyen-Orient à les présenter comme une lutte entre l'Arabie saoudite sunnite et l'Iran chiite. Or, l'un des conférenciers est plutôt d'avis que la religion sert surtout d'outil de mobilisation et qu'elle ne contribuerait pas nécessairement au conflit. Lorsqu'ils sont soumis à des pressions, les États peuvent invoquer la religion pour consolider le sentiment identitaire et contrer les menaces à la cohésion. De ce point de vue, l'Arabie saoudite et l'Iran se sont employés activement à favoriser la montée du sectarisme. Toutefois, à la base, les tensions entre l'Arabie saoudite et l'Iran sont attribuables à la lutte que se livrent ces pays pour accroître leur pouvoir et leur influence.

Le rôle de la Turquie en Syrie illustre la complexité des calculs des principaux acteurs. D'une part, la Turquie s'oppose à ce que les factions kurdes puissent accroître leurs moyens d'action; pourtant, les Kurdes en Syrie comptent parmi les principaux alliés de Washington dans la lutte contre l'EIIL. Bien qu'elle s'oppose à l'EIIL et ne l'ait jamais appuyé directement, la Turquie est réticente à s'engager directement dans la lutte contre ce groupe armé, en partie par crainte de représailles. D'autre part, l'EIIL hésite tout autant à provoquer un affrontement direct avec la Turquie. Ayant fait du départ d'Assad une priorité, Ankara rechigne à soutenir

toute initiative, américaine ou autre, qui prêterait assistance à Assad, *même indirectement*.

Les facteurs d'instabilité se retrouvent également à l'échelle nationale. Au XX[e] siècle, le Moyen-Orient comptait de nombreux États forts dont les sociétés étaient faibles. De nos jours, un nombre élevé d'États s'affaiblissent alors que leurs sociétés se renforcent. Dans ce contexte, le maintien du système des États régionaux pourrait figurer au nombre des principaux facteurs d'instabilité. Pourtant, l'émergence de ces nouveaux facteurs d'instabilité ne diminue aucunement l'importance des facteurs traditionnels. Comme il est avancé dans le premier chapitre du présent rapport, les pénuries d'eau, les tendances démographiques, les pressions économiques et le nationalisme ethnique demeurent des défis de taille.

> *(...) le maintien du système des États régionaux pourrait figurer au nombre des principaux facteurs d'instabilité.*

L'instabilité régionale, un catalyseur du phénomène des combattants étrangers

Il ne s'agit là que de quelques facteurs parmi d'autres qui ont servi de terreau à l'EIIL et lui ont permis de consolider sa position, favorisant de ce fait la montée en puissance du phénomène des combattants étrangers. D'après l'un des conférenciers, le vide politique un peu partout dans la région explique en partie la situation. L'érosion, parfois rapide, des structures sociales habituelles — étatiques, voire familiales — et, bien souvent, leur effondrement ont créé des conditions idéales que les djihadistes exploitent dans divers pays, notamment en Syrie, en Irak, en Libye et au Yémen. En tirant parti de ces dynamiques, les combattants étrangers ont bien réussi à se tailler un rôle et une place, surtout en Syrie.

Les luttes régionales pour acquérir du pouvoir et de l'influence alimentent de façon cruciale la tourmente qui a permis à l'EIIL de faire son apparition et de s'implanter. La lutte contre l'EIIL ne constitue pas la priorité de la plupart des acteurs étatiques régionaux qui, même s'ils s'entendent pour contrer les agissements de ce groupe armé, s'intéressent au premier chef à leurs enjeux

principaux. Par exemple, la Turquie s'emploie d'abord et avant tout à étouffer les aspirations des Kurdes, alors que l'Arabie saoudite s'attache tout particulièrement à contrecarrer les projets de l'Iran. Ainsi, même si la plupart des États régionaux tiennent à lutter contre l'EIIL, il reste des obstacles considérables à l'établissement d'un front commun fort.

La situation en Irak et en Syrie a grandement favorisé la création dans cette région d'un refuge sûr et d'un pôle d'attraction pour les combattants étrangers. La montée de l'EIIL est principalement attribuable à l'effondrement du processus politique dans les deux pays ainsi qu'à l'aliénation et à la marginalisation des sunnites. L'EIIL a d'ailleurs su mettre à profit la colère largement répandue chez les sunnites, laquelle est devenue le pivot de son message et l'une des clés de son succès. Il a ainsi pu s'implanter sur le territoire et marquer bien des esprits. D'après l'un des conférenciers, le fossé qui sépare les Arabes sunnites des gouvernements à majorité chiite est si profond à l'heure actuelle qu'il pourrait être impossible de le combler.

> *L'EIIL a d'ailleurs su mettre à profit la colère largement répandue chez les sunnites, laquelle est devenue le pivot de son message et l'une des clés de son succès.*

L'instabilité à long terme en Syrie ne fera que renforcer les conditions favorables au phénomène des combattants étrangers. Aux dires de l'un des conférenciers, la Syrie est maintenant de facto fragmentée en cinq régions. Le régime perdait déjà du terrain à l'été 2015, une tendance qui pourrait avoir été stoppée, voire renversée, grâce à l'intensification de l'intervention de la Russie en septembre de la même année. Pourtant, il n'y a aucun signe d'apaisement du conflit à court ou à moyen terme. Il faut donc s'attendre à ce que le contrecoup du conflit en Syrie continue de se faire sentir dans la région dans un avenir prévisible. Ce conflit continuera d'ailleurs d'alimenter l'insécurité et d'exacerber d'autres problèmes dans la région, qui demeurera notamment un lieu sûr pour les djihadistes et le point d'origine du mouvement de réfugiés pendant encore des années.

La violence, les difficultés économiques et le ressentiment à l'égard de régimes politiques immobilistes et répressifs sont également le

fait d'autres pays de la région, qu'il s'agisse du Yémen, de l'Égypte ou de la Libye. Ces enjeux renforcent les conditions favorables à l'émergence de repaires additionnels pour les combattants étrangers. Même en Turquie, jusque tout récemment une source de stabilité, des facteurs internes commencent à concourir au chaos régional. Comme l'un des conférenciers l'a expliqué, l'exercice du pouvoir sans freins ni contrepoids par le président Recep Tayyip Erdogan, conjugué à son comportement imprévisible, a contribué à donner à la politique étrangère turque un caractère plus belliqueux.

La menace que représentent les combattants étrangers

Il ne se dégage aucun consensus sur la nature ni le niveau de la menace que représentent les combattants étrangers pour l'Occident. De l'avis d'un participant, des facteurs importants atténuent la menace que représentent les combattants qui reviennent dans leur pays. D'abord, ils sont nombreux à mourir au combat. Comme un participant l'indique, c'est d'ailleurs le cas de Canadiens en Syrie et en Irak qui, proportionnellement, périssent en plus grand nombre que les combattants provenant de plusieurs autres pays. D'autres combattants décident de rester sur place pour y mener ce qu'ils croient être une vie vertueuse. D'autres encore reviennent désabusés ou désireux de reprendre une vie normale.

Selon un autre interlocuteur, la vague actuelle de combattants étrangers représente pour l'Occident une menace sérieuse et exceptionnelle, unique dans l'histoire du terrorisme. Il est généralement admis que le pourcentage de combattants étrangers qui regagnent leur pays d'origine est certes faible; or, compte tenu de leur nombre considérable en Syrie et en Irak, cette petite minorité de combattants aguerris qui maintiennent leur allégeance à l'EIIL fait peser une menace sérieuse. D'après cette analyse, les conditions qui ont mené aux attentats du 11 septembre 2001 — soit la présence en Afghanistan de nombreux combattants étrangers motivés à lancer des attaques terroristes — sont actuellement largement dépassées, sans compter que l'EIIL a les moyens de perpétrer un attentat semblable à ceux de Mumbai. Enfin, d'après un participant partageant ce point de vue, la possibilité d'une réconciliation entre l'EIIL et al-Qaïda pourrait non seulement transformer radicalement le conflit actuel, mais aussi

augmenter la menace liée à la perpétration d'actes terroristes par des combattants de retour en Occident.

L'un des conférenciers s'est arrêté à une conséquence directe du retour de combattants dans des pays ravagés par la guerre. Entraînés, aguerris, motivés et ambitieux, ces combattants peuvent influencer la dynamique du conflit dans leur pays d'origine. De plus, comme certains savent s'y prendre pour organiser une insurrection lorsqu'ils rentrent chez eux, il devient alors probable que des cellules locales de terroristes ou de rebelles auront davantage recours à ces tactiques. D'autres manifesteront un excès de zèle motivé par l'ambition, ou plutôt exprimeront une plus grande agressivité et s'impliqueront dans une lutte interne avec des alliés plus prudents.

Une meilleure compréhension des différences subtiles entre les vagues de combattants étrangers permet également de mieux définir la menace qu'ils représentent. D'après l'un des conférenciers, il est essentiel d'établir une distinction entre la première et la deuxième vague de combattants issus de l'espace soviétique, en particulier du Caucase du Nord. Bon nombre de combattants de la première vague se sont toujours montrés beaucoup plus disposés à rentrer dans leur pays d'origine. Aux dires du conférencier, l'intensification de l'intervention russe à l'automne 2015 pourrait toutefois accentuer cette tendance, voire favoriser le retour en Russie d'un plus grand nombre de combattants faisant partie de la deuxième vague.

De même, il est essentiel de mieux comprendre les différentes méthodes employées par l'EIIL et d'autres groupes pour recruter d'éventuels combattants étrangers. Soulignons tout particulièrement les efforts faits pour comprendre l'utilisation que l'EIIL fait des médias sociaux. D'ailleurs, la montée en flèche du nombre de combattants étrangers au cours des dernières années est largement attribuable au recours accru aux médias sociaux, ces tribunes qui permettent aux groupes de mener leurs activités en toute impunité ou presque, les États occidentaux s'étant montrés très peu enclins à réguler le monde virtuel. Il y a quelques années, il fallait chercher activement des informations sur le terrorisme pour y avoir accès, alors qu'aujourd'hui, il n'est pas nécessaire de poser un tel geste délibéré pour tomber sur de la propagande djihadiste. De plus, les problèmes de confiance et de sécurité, qui avaient nui à l'activité djihadiste en ligne jusqu'à il y a cinq ans, ont

considérablement été atténués. Cette évolution s'explique entre autres par l'émergence de nouvelles plateformes de médias sociaux dont la conception permet un meilleur échange d'informations, par les difficultés associées à la surveillance de certaines de ces plateformes qui appartiennent à de grandes entreprises occidentales ainsi que par le manque de ressources dans les milieux du renseignement en Occident.

Politiques et programmes pour contrer la menace que représentent les combattants étrangers

Il est indispensable de comprendre la nature et la portée de la menace que représentent les combattants étrangers ainsi que d'en saisir toutes les nuances pour élaborer et mettre en application des programmes efficaces de lutte contre le terrorisme. À cet égard, de nombreux facteurs entrent en jeu à différents moments du parcours du combattant étranger. Par exemple, les gouvernements peuvent tenter d'empêcher l'aspirant combattant de quitter son pays d'origine, collaborer avec leurs alliés et leurs partenaires pour intervenir au cours de son voyage ou agir à son retour.

Pour contrer cette menace, les États-Unis ont adopté un cadre stratégique fondé sur les trois phases du parcours du combattant étranger. La première phase, c'est la motivation à recourir à la violence; il est donc essentiel de se doter de moyens de déceler ces desseins pour une intervention précoce. La deuxième phase se traduit par la mobilisation, à savoir le déplacement du combattant vers une zone de conflit pour joindre les rangs d'un groupe terroriste, suivie d'une tentative possible de retour. À cette étape, il est particulièrement crucial d'obtenir des informations exactes sur l'individu, notamment par l'intermédiaire de partenaires internationaux. La troisième phase sous-tend la possibilité de réintégrer certains individus de retour dans leur pays; il faut là aussi disposer d'informations exactes permettant de discerner les tempéraments les plus violents des autres.

Les participants à l'atelier ont échangé sur la lutte contre l'extrémisme violent et sur son rôle dans la prévention de la radicalisation. Certains participants ont remis en doute la pertinence des initiatives de lutte contre l'extrémisme violent, soulignant la pénurie de données empiriques permettant d'en mesurer l'efficacité. Or, d'autres en ont plutôt défendu l'utilité, pourvu qu'elles ne soient pas mises en œuvre par les

gouvernements, qui ne sont pas, selon ce point de vue, des messagers crédibles. Ainsi, tout effort de leur part pour appliquer des politiques de lutte contre l'extrémisme violent est probablement voué à l'échec, ou pis encore, peut produire l'effet contraire. Il faudrait plutôt que les organismes communautaires et les militants prennent les rênes de tout effort fait en ce sens.

De l'avis d'un autre conférencier, le large éventail d'outils et de programmes visant à contrer la menace que représentent les combattants étrangers devrait comprendre l'encouragement à la défection comme intervention sans offensive essentielle qui demeure mal comprise et sous-utilisée. Il consiste en fait à entretenir et à exploiter la désillusion chez les combattants étrangers, ce qui peut s'avérer très ardu sans soutien externe. Pour réussir à affaiblir l'EIIL de l'intérieur, il faut semer le *doute* chez les combattants étrangers, encourager la *démobilisation* et inciter à la *défection*. Cette tâche ambitieuse ne peut être réalisée que par une collaboration étroite avec des partenaires du Moyen-Orient.

Vue d'ensemble : évaluation de la menace que représentent les combattants étrangers pour l'Occident

Chapitre 1 – Vue d'ensemble : évaluation de la menace que représentent les combattants étrangers pour l'Occident

« C'est devenu en quelque sorte la nouvelle réalité », de dire James Comey, directeur du FBI, après la fête nationale commémorant l'Indépendance américaine, le 4 juillet 2015, journée au cours de laquelle dix personnes ont été arrêtées et inculpées relativement à un ensemble de complots inspirés par l'État islamique en Irak au Levant (EIIL)[1]. À l'heure actuelle, la menace d'un extrémisme violent d'origine intérieure sous l'impulsion de l'EIIL ou d'al-Qaïda est une réalité bien admise. Or, fait surprenant, il n'y a pas unité de vues sur le risque, beaucoup plus grand, que pourraient représenter les combattants étrangers occidentaux radicalisés qui regagnent leur pays d'origine ou terre d'adoption pour y mener des attaques terroristes.

Inévitablement, l'exemple des Arabes afghans des années 1980 est évoqué pour justifier cette sinistre perspective. Au lieu de rendre les armes et de rentrer chez eux pour y mener à nouveau une vie sans histoire, ces vétérans étrangers de la guerre sainte menée contre l'Armée rouge et son occupation de l'Afghanistan ont simplement continué leur lutte ailleurs. Que ce soit dans les Balkans ou au Caucase, à Mindanao ou au Cachemire — ou encore en Algérie, en Arabie saoudite, en Égypte ou au Yémen — ces « moudjahidines errants », dont le nom vient d'une analyse assez prémonitoire des services de renseignement américains en 1993, ont intégré les groupes terroristes locaux comme l'al-Jamaa al-Islamiya et le Djihad islamique en Égypte, le Front islamique du salut en Algérie et, bien sûr, le groupe d'Oussama Ben Laden, al-Qaïda, qui a pu compter sur leurs capacités militaires nouvellement acquises et sur un enthousiasme pour le djihad[2]. En fait, en mai 2014, lors d'une entrevue, M. Comey a exprimé précisément cette préoccupation en ces termes :

> *Tous ceux parmi nous qui se rappellent les années 1980 et 1990 ont pu suivre le fil qui part de l'Afghanistan des années 1980 et 1990 et qui conduit jusqu'au 11 septembre. Nous voyons le même phénomène en Syrie qui atteint toutefois des proportions beaucoup plus préoccupantes à quelques égards. Le nombre d'étrangers qui s'y rendent est plus élevé et il est*

> *plus facile d'y aller et d'en revenir. Il s'ensuit qu'il y aura à un moment donné une diaspora issue de la Syrie. Nous sommes déterminés à ne pas laisser se dessiner un fil qui partirait aujourd'hui de la Syrie et conduirait demain à un autre 11 septembre*[3].

Quelques semaines à peine après cette entrevue, l'attentat au Musée juif de Bruxelles qui a fait quatre morts a semblé valider ces craintes. L'auteur présumé de l'attaque, un citoyen français âgé de 20 ans d'origine algérienne nommé Mehdi Nemmouche, aurait passé plus d'un an en Syrie. Lorsqu'elle l'a arrêté à Marseille, la police française a trouvé en sa possession un drapeau de l'EIIL et un enregistrement revendiquant la responsabilité de l'attaque. Par la suite, un Français, ancien otage de l'EIIL en Syrie, a révélé dans une entrevue que Nemmouche avait non seulement combattu avec le groupe, mais qu'il avait aussi « torturé des prisonniers » et se vantait d'avoir commis d'horribles atrocités[4].

Or, la vague d'actes de violence à effet boomerang qui devaient être perpétrés par des combattants de retour dans leur pays n'a pas frappée comme prévu. Le seul autre incident terroriste en Europe impliquant un individu qui avait combattu en Syrie a été l'échauffourée largement médiatisée d'août 2015 dans un train à grande vitesse parti de la Belgique à destination de la France. Un passager a surpris Ayoub el-Khazzani dans les toilettes du train alors que ce dernier, un résident espagnol d'origine marocaine âgé de 26 ans, essayait de charger son fusil d'assaut Kalachnikov. Dans la bagarre qui a éclaté, des passagers se sont précipités sur el-Khazzani et l'ont désarmé. Le principal intéressé avait aussi sur lui un pistolet, près de 300 munitions, un cocktail Molotov et un couteau à lame rétractable. Figurant déjà sur la liste de surveillance d'au moins quatre services de sécurité européens en raison de ses « liens avec des groupes islamistes radicaux » et de ses « liens avec des mosquées radicales en Espagne », el-Khazzani aurait, croit-on, voyagé en Syrie en 2014 où il aurait suivi un entraînement et se serait battu dans les rangs de l'EIIL[5]. C'est pourquoi en cette période où les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN sont usés par les guerres interminables contre le terrorisme, où leurs cimetières sont pleins de jeunes soldats tués à la guerre, et leurs hôpitaux, surchargés de soldats blessés au combat, où leurs trésors publics sont épuisés par quatorze années d'escarmouches à l'étranger et de guerres déclarées et où les budgets de défense et de renseignement sont réduits et surtout gelés[6], il est tentant de

qualifier d'exagérée, voire d'alarmiste, l'annonce d'une telle vague d'actes de violence à effet boomerang qui seraient le fait de combattants étrangers.

Il existe néanmoins de bonnes raisons de prendre au sérieux les avertissements de M. Comey, directeur du FBI, et de résister à l'envie de succomber au sentiment de sécurité que pourrait inspirer, à tort, le très faible nombre d'incidents impliquant des combattants de retour dans leur pays. En ce sens, l'idéologie, l'ambition, la stratégie et l'effet de nombre forment une alliance particulièrement périlleuse qui sert d'assises à la menace terroriste actuelle que fait planer l'EIIL et qui constitue un argument péremptoire à l'encontre de toute attitude de négation.

Le présent rapport examine l'effet boomerang résultant du retour des combattants étrangers dans leur pays ainsi que la menace que représente ce phénomène. Il fait état de la panoplie impressionnante de caractéristiques qui définissent l'EIIL et aborde ainsi la question de la progression éventuelle de la violence actuelle au Levant et en Irak jusqu'en Europe, en Amérique du Nord et en Australie.

L'EIIL, une force à ne pas sous-estimer

Par le passé, on a souvent écarté la possibilité que l'EIIL puisse constituer une menace, mais les conséquences de cette attitude ont été tragiques. Mentionnons l'exemple des propos tenus par le président Obama : moins de six mois après qu'il a affirmé que l'EIIL ne constituait qu'une préoccupation de second ordre[7] au plan de la sécurité, les combattants du groupe ont pris d'assaut l'Irak, ont conquis la moitié du pays, ont ressuscité le califat, ont proclamé la constitution d'un « État » et ont entrepris de massacrer et de réduire en esclavage des milliers de chrétiens, de chiites et de membres d'autres sectes minoritaires islamiques. Organisées en forces d'assaut de la taille de bataillons, les unités de l'EIIL ont aisément mis en déroute environ 30 000 soldats irakiens entraînés par les Américains. Dans leur fuite, les défenseurs ont laissé derrière eux de l'équipement correspondant à peu de choses près au matériel nécessaire à trois divisions militaires[8], notamment des Humvees de fabrication américaine et des chars de combat Abrams M1, d'une valeur totale de dizaines de millions de dollars. L'EIIL a donc allègrement absorbé cet équipement dans son arsenal croissant[9]. Par ailleurs, le groupe avait déjà saisi des stocks d'armes

au volume similaire, de l'équipement et de l'argent de l'armée du gouvernement Assad durant les combats en Syrie.

Outre sa force militaire conventionnelle, l'EIIL dispose de moyens en devenir pour exercer la fonction d'entité administrative légitime[10]. Pour éviter les erreurs et les excès de son incarnation précédente, soit al-Qaïda en Irak (AQI), l'EIIL a pris bonne note des conseils prodigués par Ayman al-Zawahiri en 2005 au sujet de l'importance d'établir une gouvernance islamique légitime pour gagner le soutien des populations locales[11]. Dans plusieurs villes de Syrie et de l'ouest de l'Irak, l'EIIL est désormais *le* gouvernement local et à ce titre s'occupe de la médiation en cas de différend, de la réglementation et du contrôle des produits vendus dans les marchés locaux, de la surveillance des prix établis et de l'organisation de diverses activités communautaires[12]. Par exemple, lorsqu'il a tenté de prendre Minjib, l'EIIL a dû affronter la faction kurde. Vainqueur, l'EIIL a mis en place un gouvernement encore plus solide offrant tous les services, des soins médicaux aux tribunaux, en passant par les boulangeries[13]. En appliquant ses lois rigoureuses et une justice rapide et impartiale sur le territoire qu'il contrôle, l'EIIL a pu faire régner la paix et l'ordre. C'est ainsi qu'il a gagné de nombreux adeptes en leur offrant une solution de rechange à l'anarchie et à la corruption qui règnent dans les zones détenues par l'Armée syrienne libre ou dans d'autres zones de la Syrie et de l'Irak sous l'emprise respective de Bashar el-Assad et de Nouri al-Maliki[14]. Dans ces régions, les populations reconnaissent surtout à l'EIIL, sans lui donner raison ou tort, sa plus grande honnêteté et sa meilleure efficacité que les administrations syriennes ou baathistes irakiennes, ou encore, que le gouvernement irakien démocratiquement élu. En outre, l'EIIL ne manque jamais de punir ses propres membres s'ils commettent des crimes non autorisés contre la population et s'emploie aussi à favoriser l'autonomie des chefs locaux déjà en poste avant leur arrivée et à éviter la microgestion, dans la mesure du possible[15].

Par ailleurs, l'EIIL se distingue de la plupart des groupes terroristes de par sa capacité à générer ses propres revenus et à se financer, grâce à sa mainmise sur les champs pétrolifères dans les régions sous son emprise lesquels lui généreraient des revenus pouvant atteindre deux millions de dollars américains par jour[16]. En fait, le groupe vend son pétrole sur les marchés noir et gris au moyen d'un réseau complexe qui achemine clandestinement la ressource jusqu'aux États avoisinants, dont la Turquie et même le régime

Assad en Syrie[17]. Or, depuis août 2014, les frappes aériennes des Américains et de la coalition auraient permis de réduire considérablement cette source de revenu, sans toutefois la tarir[18]. Selon un rapport récent sur la région, l'exploitation pétrolière de l'EIIL a l'envergure d'une « entreprise tentaculaire presque similaire à une pétrolière nationale qui a su gagner en taille et en expertise malgré les efforts internationaux pour la détruire ». D'ailleurs, le groupe ne recule devant rien pour protéger cette source vitale de revenus. Les puits sont étroitement surveillés et patrouillés et sont protégés par des digues de sable et d'autres mesures physiques de sécurité. La police secrète de l'EIIL, l'*Amniyat*, surveille quant à elle tous les aspects de la production et de la distribution. En fait, il a été rapporté que cette police veille à ce que l'argent soit acheminé là où il se doit et que des châtiments brutaux soient infligés en cas de problème d'acheminement[19].

Toutefois, l'une de ses plus lucratives sources de revenu demeure sans conteste les butins de guerre, y compris les millions de dollars en équipement militaire américain abandonné par l'armée irakienne. L'EIIL a aussi extorqué des rançons équivalant à au moins vingt millions de dollars américains pour libérer des otages européens qu'il détenait. Le groupe peut également compter sur de vastes opérations d'extorsion des citoyens qui habitent ou qui visitent la région, une activité qui rapporterait quelques millions de dollars de plus par mois. Enfin, l'EIIL tire profit de nombreuses autres activités criminelles, dont la contrebande, la traite de personnes et le vol. Selon un rapport largement diffusé, l'EIIL aurait même volé plus de 430 millions de dollars américains à la banque centrale irakienne à Mossoul[20]. Toutefois, la véracité de ces allégations a par la suite été remise en question[21].

Qui plus est, l'EIIL oblige les citoyens des territoires conquis à travailler comme manœuvres et établit des règlements économiques et agricoles visant à optimiser les profits[22]. Le groupe engrange aussi des millions de dollars grâce à la *zakat*, ou aumône islamique (soit un pourcentage des économies, des actifs, des marchandises et des profits), qui lui est versée par les populations sous son emprise[23]. En outre, la mainmise de l'EIIL sur les centrales électriques et autres services essentiels représente aussi une occasion de percevoir des taxes additionnelles auprès des entreprises et des particuliers qui désirent jouir d'un service ininterrompu[24]. Des groupes de militants locaux ont même affirmé que l'EIIL avait conclu une entente secrète pour alimenter la Syrie

en électricité et en gaz naturel[25]. Comme autres sources de revenus, citons aussi les confiscations pures et simples et le vol. Quant aux dons des bailleurs de fonds étrangers et de membres fortunés, ils ne représentent qu'une petite part de ses revenus.

L'EIIL oriente toute sanction dans le dessein de recréer le califat islamique où l'islam sunnite fondamentaliste est la seule religion acceptée et où la charia, le système légal fondé sur les préceptes religieux islamiques issus du Coran et du Hadith, est la seule loi. En ressuscitant le califat, l'EIIL cherche à redessiner la carte du Moyen-Orient, à effacer les États et frontières artificielles instaurés par les puissances occidentales à la suite de la Première Guerre mondiale et à faire renaître l'empire islamique qui, à une époque, partait de l'Espagne, traversait l'Afrique du Nord, passait par le Moyen-Orient et le Caucase et se rendait jusqu'en Asie du Sud et du Sud-Est. Contrairement à d'autres mouvements islamiques qui acceptent ou tolèrent une coexistence avec diverses sectes minoritaires de l'Islam, voire parfois de religions non islamiques, l'EIIL n'admet aucun compromis. Figurent ainsi sur sa liste d'ennemis l'Occident, les chrétiens, les juifs, les régimes arabes fantoches, les soufis, les druzes, les kurdes, les alaouites, les yazidis et autres minorités islamiques, ainsi que l'Iran et tous les musulmans chiites. L'EIIL maintient cependant qu'il lutte actuellement pour protéger les musulmans sunnites opprimés en Irak et en Syrie.

Malgré son idéologie rigide et son interprétation rigoriste de la charia, l'EIIL comporte une structure organisationnelle remarquablement fluide et souple. Les groupes terroristes modernes ont généralement reconnu les avantages d'adopter une structure plate, plus linéaire et moins rigide, qui diffère de la structure classique à hiérarchie descendante caractéristiques des entités organisationnelles à commandement pyramidal typique. Le noyau dur autour duquel s'articule cette structure souple dans le cas qui nous occupe est Abou Bakr al-Baghdadi, calife autoproclamé de l'EIIL, ainsi que son conseil de direction composé de ses plus proches conseillers. Al-Baghdadi compte également sur un cabinet personnel qui comprend des spécialistes des domaines de la finance, du recrutement et des relations avec les médias. Sous la direction d'al-Baghdadi se trouvent deux adjoints : l'un s'occupe de la Syrie, et l'autre, de l'Irak. Environ une dizaine de chefs locaux relèvent de chacun des adjoints. D'après des documents de l'EIIL obtenus par les services de renseignements américains, bon

nombre de ces chefs locaux étaient d'anciens officiers de l'armée de Saddam Hussein[26].

L'EIIL a également fait siennes l'idéologie et la stratégie d'al-Qaïda, se présentant comme l'incarnation fidèle et effective de la vision et des objectifs fondamentaux de Ben Laden. Il n'est donc pas surprenant de recenser de grandes similitudes idéologiques entre l'EIIL et al-Qaïda; en effet, la stratégie de l'EIIL s'inspire de la vision d'al-Qaïda, ce qui explique également l'empressement du groupe à proclamer la résurrection du califat et l'établissement du soi-disant État islamique en juin 2014. À l'instar d'al-Qaïda, l'EIIL se considère, avec ses combattants, comme le défenseur de tous les sunnites contre un ensemble de prédateurs agressifs, dont les Irakiens apostats, les Libanais chiites, l'Iran, les États-Unis et l'Occident. L'EIIL se montre tout aussi hostile qu'al-Qaïda aux régimes étatiques libéraux de l'Occident, en particulier les démocraties, qu'il tourne en dérision en les qualifiant de « méthodologie abjecte »[27]. Manifestement, l'EIIL réfléchit et agit de façon stratégique. En effet, il a pour ainsi dire volé la stratégie pour accéder à la victoire en sept étapes d'abord envisagée en 2005 par le chef opérationnel d'al-Qaïda, Saif al-Adel. À l'heure actuelle, l'EIIL en est à la cinquième étape de sa trajectoire, ce qui explique sa déclaration précoce de l'été dernier annonçant le califat. Les étapes se déclinent ainsi :

- Le *réveil* (de 2000 à 2003), étape au cours de laquelle les attentats du 11 septembre 2001 ont été perpétrés et qui se définit comme le moment où la nation est réveillée par le dur coup asséné à la tête du serpent, à savoir les États-Unis.

- La *révélation* (de 2003 à 2006), étape qui a suivi l'invasion de l'Irak par les États-Unis et qui aurait visé à maintenir les États-Unis et l'Occident dans une série de campagnes prolongées à l'étranger et à les dépouiller ainsi de leur autorité morale.

- L'*affirmation* (de 2007 à 2010), étape au cours de laquelle al-Qaïda a pris des mesures concrètes pour étendre son théâtre d'opérations jusqu'en Afrique de l'Ouest et au Levant.

- Le *rétablissement* (de 2010 à 2013), étape qui devait à l'origine permettre à al-Qaïda de consolider ses gains et de

reprendre son souffle, mais qui a dû au final être ajustée du fait de l'assassinat de Ben Laden et de l'exploitation, dans la foulée du printemps arabe, des occasions de renverser les régimes apostats, notamment en Syrie.

- L'*instauration du califat* (de 2013 à 2016), étape au cours de laquelle al-Qaïda atteindra son objectif ultime, soit l'établissement d'un régime islamique transnational ou supranational sur de vastes étendues de territoire dans le monde musulman. Il est manifeste que l'EIIL a damé le pion à al-Qaïda à cet égard.

- L'*affrontement ultime* (de 2016 à 2020), étape au cours de laquelle le califat aura été créé et que l'Armée islamique mènera le dernier combat opposant les croyants et les non-croyants.

- La *victoire définitive* (de 2020 à 2022), étape au cours de laquelle le califat triomphera sur le reste du monde[28].

Il est effectivement troublant de cartographier l'exactitude de cette trajectoire stratégique qui va de 2005 à nos jours et de comprendre que, du point de vue de l'EIIL, le mouvement a respecté son échéancier en proclamant le califat en juin 2014. Qui plus est, malgré les visées grandioses plutôt insensées, voire absurdes, de l'EIIL, un fait demeure : la propagande n'a pas besoin d'être vraie, il suffit qu'elle soit crue. Pour les fidèles, les sympathisants et les partisans de l'EIIL, la réalisation des sept étapes constitue effectivement un exemple saisissant d'aboutissement et de réussite. C'est d'ailleurs ce qui explique pourquoi l'EIIL continue d'exercer son attrait et de propager avec efficacité un message convaincant.

> *(...) la propagande n'a pas besoin d'être vraie, il suffit qu'elle soit crue.*

Il peut être tentant de considérer ces bouleversements comme un simple phénomène « local », propre à la zone perpétuellement violente et instable qu'est le Levant, mais ce serait ne pas tenir compte du nombre croissant de filiales de l'EIIL, ou de « provinces », du nombre de recrues de l'étranger, qui s'élèveraient à 25 000[29], de ses efforts continus et planétaires de radicalisation pour se constituer un contingent d'amateurs qui

demeurent en retrait, mais qui sont fortement encouragés à mener des attaques meurtrières de moindre envergure dans leur pays. Jusqu'à présent, l'EIIL a établi des bases dans une demi-douzaine de pays, allant de l'Afrique de l'Ouest et du Nord, à la péninsule Arabique, en passant par le Sinaï jusqu'en Asie du Sud et au Caucase. Rien qu'au cours de la dernière année, des attaques terroristes d'origine intérieure inspirées par l'EIIL ont été perpétrées aux États-Unis, en Australie, au Canada, en France et en Belgique.

L'appel à la violence lancé par le porte-parole principal de l'EIIL, Abou Mohammed al-Adnani, s'est traduit par des actes de violence aléatoires un peu partout dans le monde et s'est avéré de ce fait beaucoup plus efficace qu'une décennie de suppliques similaires de la part d'al-Qaïda[30]. D'une importance primordiale à cet égard est l'appel aux armes qu'al-Adnani a lancé le 22 septembre 2014 aux adeptes actuels et éventuels de l'EIIL; il les enjoignait alors de commettre de façon autonome des agressions contre les ennemis de l'EIIL dans leurs propres pays et terres d'accueil. « Ne laissez pas cette bataille se dérouler sans vous, où que vous soyez », haranguait al-Adnani dans une déclaration intitulée *Car ton Seigneur demeure aux aguets* :[31]

> *Vous devez vous en prendre aux soldats, à ceux qu'ils servent et aux troupes des [infidèles]. Attaquez les membres des services de police, de sécurité et de renseignement, de même que leurs traîtres d'agents. Détruisez leurs lits. Envenimez leur existence et tenez-les occupés. Si vous pouvez tuer un infidèle américain ou européen – surtout un méchant et dégoûtant Français – ou un Australien ou un Canadien, ou n'importe quel autre infidèle parmi les infidèles qui nous font la guerre, incluant les citoyens des pays qui font partie de la coalition contre l'État islamique, remettez-vous en à Allah, et tuez-le de quelque manière que ce soit. Ne demandez conseil à personne et ne tentez pas d'obtenir l'approbation de quiconque. Tuez l'infidèle, qu'il soit un civil ou un militaire, car ils ont tous les mêmes dirigeants. L'un comme l'autre sont des infidèles [...]*
>
> *Si vous ne trouvez pas de bombe artisanale ou de munitions, alors isolez l'Américain ou le Français infidèle ou n'importe lequel de leurs alliés, et défoncez-lui la tête avec une pierre ou tuez-le d'un coup de couteau, écrasez-le sous votre voiture,*

> *faites-le tomber d'un point élevé, ou étranglez-le, ou empoisonnez-le (...) Si vous ne pouvez pas, alors incendiez sa maison, sa voiture ou son commerce. Si vous ne pouvez pas, faites périr ses cultures*[32].

Certains individus ont répondu à l'appel lancé par al-Adnani dans leur pays en agissant de leur propre initiative alors que d'autres ont été dirigés par des exécutants de l'EIIL, soit en personne, soit au moyen de l'internet et des médias sociaux[33]. Il est donc clair que le groupe cherche à réveiller, à motiver et à inspirer des individus pour qu'ils commettent des actes terroristes directement au nom de l'EIIL, de concert avec des membres du groupe ou en soutien à son idéologie et à l'ensemble de ses objectifs politiques.

> *L'appel à la violence lancé par le porte-parole principal de l'EIIL (...) s'est traduit par des actes de violence aléatoires un peu partout dans le monde et s'est avéré de ce fait beaucoup plus efficace qu'une décennie de suppliques similaires de la part d'al-Qaïda.*

Citons à titre d'exemples les attaques perpétrées par deux personnes agissant seules au Canada en octobre 2014 qui ont été revendiquées par l'EIIL ou inspirées par ce groupe. Les attaquants dans les deux cas étaient en contact direct avec l'EIIL et avaient cherché à quitter le Canada pour gagner les rangs des combattants étrangers en Syrie et en Libye avant de décider plutôt de lancer une attaque terroriste en sol canadien[34]. L'EIIL a également revendiqué la responsabilité de l'attaque de septembre 2014 qui a eu lieu à Melbourne, en Australie. Un homme avait alors poignardé deux agents de police après avoir été convoqué au poste pour s'être affiché en public avec le drapeau de l'EIIL[35]. Enfin, l'EIIL s'est attribué le crédit d'une suite d'attaques à la hachette dans le Queens, à New York, en octobre 2014; il a été établi par la suite que l'auteur avait à son domicile un volume élevé de matériel djihadiste[36].

En somme, du fait de sa taille, de son armement et de ses tactiques, ainsi que de ses conquêtes territoriales et de sa gouvernance (aussi rudimentaire soit-elle), l'EIIL est unique dans les annales du terrorisme. Par conséquent, l'EIIL (et peut-être aussi le groupe affilié à al-Qaïda au Yémen) dispose désormais d'une

capacité similaire, voire supérieure, à certaines des armées conventionnelles des États-nations dans la région. À l'instar des gouvernements, l'EIIL, cette force hybride, détient un territoire, dirige des populations, brasse des affaires et fait respecter les lois. L'EIIL a déjà fait un pied de nez aux prédictions et dépassé les attentes. Il a su se montrer sans doute plus brutal, plus meurtrier et plus excessif que tout autre acteur sub-étatique depuis le régime des Kmers rouges au Cambodge. Ainsi, vu ses pratiques barbares, ses exécutions sadiques et sa violence sans frein, est-il même concevable que l'EIIL se montre réticent à renvoyer des combattants étrangers dans leurs pays d'origine pour y mener des attaques terroristes à l'avenir? La liste des exactions et actes meurtriers commis par l'EIIL ne laissent planer aucun doute. Or, certains analystes, bien qu'ils admettent l'existence de cette menace, en minimisent le risque et la fréquence.

Les combattants étrangers d'aujourd'hui : une menace exagérée?

Le nombre peu élevé d'incidents impliquant des combattants étrangers commis à ce jour étaye les arguments avancés par Daniel Byman et Jeremy Shapiro dans leur étude publiée en novembre 2014 pour la Brookings Institution. Même s'ils admettent que des combattants étrangers pourraient certes rentrer chez eux en Occident et se livrer à des activités terroristes, Byman et Shapiro n'en croient pas moins que cette menace est exagérée. À la suite d'entrevues en profondeur menées auprès d'agents du gouvernement et d'experts du Royaume-Uni, du Danemark, de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Turquie, les deux analystes ont recensé une demi-douzaine de raisons qui expliquent pourquoi ces anciens combattants ne représentent pas une menace aussi élevée que ce qui est souvent présumé.

- Premièrement, ils sont nombreux à mourir au combat ou à servir de chair à canon, et n'ont par conséquent pas l'option de rentrer chez eux.

- Deuxièmement, bon nombre d'entre eux choisissent de ne jamais retourner dans leur pays. Ils décident simplement de demeurer dans l'utopie islamiste que l'EIIL affirme avoir créée dans le territoire sous son emprise. Ou encore, ils vont ailleurs pour prendre part à un autre combat.

- Troisièmement, ils sont davantage motivés par un désir de tuer des chiites et de défendre leurs frères musulmans que par une hostilité envers l'Occident. Ou encore, ils répondent à la sommation eschatologique de l'EIIL de participer à l'ultime bataille apocalyptique entre les forces du bien et du mal qui, selon la prophétie, devrait avoir lieu à Dabiq, en Syrie.

- Quatrièmement, beaucoup d'entre eux ont perdu leurs illusions quant à la vie en Syrie ou en Irak sous l'emprise de l'EIIL. Ils déplorent la façon dont on les traite et leurs conditions de vie, et ils rentrent donc chez eux abattus et moins enclins à la violence qu'à leur départ.

- Cinquièmement, la formation donnée par l'EIIL prépare ces combattants à participer à une guerre conventionnelle et non pas à commettre des actes terroristes, de sorte que les connaissances nouvellement acquises ne seraient pas aisément applicables concrètement dans la planification et l'exécution d'une attaque terroriste dans leur pays d'origine.

- Sixièmement, leur obsession pour les médias sociaux signifie qu'ils sont parfois faciles à retracer et à identifier. Ils sont alors soit arrêtés dès leur retour ou surveillés étroitement par les autorités[37].

Thomas Hegghammer en est arrivé à une conclusion similaire dans son étude des combattants islamistes étrangers qui sont partis d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Australie entre 1990 et 2010. Ses travaux de recherche, qui ont pris fin quelques années avant la montée de l'EIIL, ont révélé que « un combattant étranger tout au plus sur neuf est retourné en Occident pour y lancer des attaques ». De l'avis de Hegghammer, une majorité de recrues dans son échantillon ont quitté leur pays d'origine ou d'adoption sans aucune intention d'y retourner pour se livrer au terrorisme. Le constat suivant de Hegghammer mérite d'être souligné : les quelques combattants qui commettent des attentats à leur retour dans leurs pays d'origine ou d'adoption rentrent chez eux plus compétents et plus dangereux du fait de la formation qu'ils ont reçue à l'étranger[38].

Il importe également de souligner que l'argument voulant que la menace que représentent les combattants étrangers qui rentrent

dans leur pays ne soit pas aussi sérieuse qu'on le présume souvent concorde avec le constat de Byman et Shapiro, selon lequel une majorité d'entre eux périssent au combat à l'étranger. Dans son témoignage de l'année dernière devant le Comité des affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis, le secrétaire adjoint pour l'Iran et l'Irak du Département d'État, Brent McGurk, a cité des données du gouvernement américain qui indiquent que la plupart des auteurs d'attentats suicides à la bombe sont des étrangers[39], ce qui rétrécit leur nombre et, du coup, élimine le risque qu'ils ne rentrent chez eux pour se livrer au terrorisme.

La nouvelle génération de combattants étrangers : un péril tangible et immédiat

Les arguments susmentionnés sont certes convaincants, mais ils sont éclipsés par l'envergure des ambitions de l'EIIL, par le nombre élevé de combattants étrangers ayant répondu à l'appel aux armes, par l'idéologie et la stratégie du groupe qui adhère au discours du combat continu et sanctionné par Dieu et par une intensification des affrontements avec divers ennemis, dont les chiites, l'Iran, le régime Assad, la Russie, Israël, les États-Unis et l'Occident. C'est ce mélange toxique qui explique sans doute jusqu'ici l'absence de retenue du groupe, voire son recours répété et documenté aux armes chimiques[40].

Le nombre de recrues étrangères qui se battent sous la bannière de l'EIIL est déjà dix fois plus élevé que le nombre de combattants provenant de l'extérieur de l'Irak au plus fort de la guerre il y a dix ans. D'après le Comité de la sécurité intérieure de la Chambre des représentants des États-Unis, à l'automne 2015, le nombre de volontaires arrivés en Syrie et en Irak était trois fois supérieur au nombre total enregistré en 2014. Bien que la majorité des combattants provienne du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (y compris de la Tunisie qui serait, ironiquement, le seul pays en voie de maintenir les promesses de réforme démocratique du printemps arabe), quelque 4 500 viennent d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Australie. Dans leurs rangs, on compte des ressortissants d'environ 80 pays différents[41], dont Omar Abdul Azis de l'Indonésie, qui est en fait le fils de l'Imam Samudra, l'un des terroristes condamnés pour les attentats à la bombe de Bali en 2002[42].

C'est donc dire qu'en seulement quatre ans, le nombre de membres de l'EIIL dans le monde avoisine déjà les estimations les plus extravagantes du milieu du renseignement américain sur le nombre de combattants étrangers qui auraient gagné l'Afghanistan dans les années 1980[43]. Autrement dit, plus de ressortissants étrangers ont été entraînés par l'EIIL et d'autres groupes islamistes en Syrie que par al-Qaïda en Afghanistan durant les cinq années précédant les attaques du 11 septembre[44]. La situation actuelle en Syrie crée les même conditions, mais à beaucoup plus grande échelle, qui ont mené à la montée d'al-Qaïda et aux attaques à New York et à Washington.

Ces chiffres à eux seuls ont de quoi troubler. Même en souscrivant aux arguments de Byman, de Shapiro et d'Hegghamer selon lesquels le risque que des combattants de retour dans leur pays commettent des attentats terroristes en Occident – l'effet boomerang – serait plus faible par rapport aux idées reçues, il reste que le vaste nombre de recrues ayant cheminé jusqu'en Syrie donne à l'EIIL et à tout autre groupe islamiste militant en activité l'embarras du choix de terroristes éventuels qui peuvent être déployés dans leur pays d'origine pour y lancer des attaques. Le directeur du FBI, M. Comey, nous rappelle que l'Afghanistan des années 1980 et 1990 présente un schéma clair de cette éventualité. D'ailleurs, les conclusions du rapport de la commission sur les événements du 11 septembre sont révélatrices : « des milliers d'individus ont afflué vers les camps de Ben Laden avant les attentats du 11 septembre, mais pas plus de quelques centaines semblent être devenus des membres d'al-Qaïda ». En effet, cette poignée d'individus triés sur le volet a par la suite fait l'objet d'un contrôle et d'une vérification. Les individus « méritants » se voyaient autorisés en toute confiance à suivre une formation terroriste spécialisée qui leur permettait de s'acquitter de leurs missions respectives[45]. À cet égard, Jessica Stern et J.M. Berger avancent que « la montée en flèche du nombre de combattants étrangers en Syrie en général, et pour l'EIIL en particulier, donne à penser [...] qu'il y aura un risque accru d'attaque terroriste qui pourrait être présent pendant des années encore »[46].

L'EIIL a délibérément appliqué des pratiques de recrutement qui ratissent très large, ce qui lui donne accès à un nombre plus grand et plus diversifié de combattants étrangers et il pourrait un jour choisir de confier des tâches spécialisées à certains d'entre eux, comme al-Qaïda l'a fait en Afghanistan durant les années

précédant les attaques de 2001. À l'instar du vieil al-Qaïda, l'EIIL attire et accepte les musulmans pieux. Or, fait important, l'EIIL recrute aussi activement de récents convertis, des opportunistes, des profiteurs, des sadiques, des aventuriers et des personnes à la recherche de sensations fortes, bref, quiconque peut contribuer à la cause est le bienvenu. Leurs recrues et leurs partisans sont sans doute « plus avancés sur la voie de la radicalisation idéologique ou ont une inclination plus marquée ou une plus grande propension à la violence » que les membres des autres groupes terroristes djihadistes[47].

À cet égard, à la base de l'attrait exercé par l'EIIL se trouve un sentiment profond de catharsis, d'émancipation et de satisfaction à asséner un coup à l'oppresseur-prédateur détesté. Les messages de propagande de l'EIIL invoquent d'ailleurs les mêmes justifications fondées sur l'autosatisfaction dans la violence énoncées par Franz Fanon dans les 1950, époque où l'Algérie luttait pour se libérer de la France. Rappelons l'explication bien connue de Fanon : « Au niveau des individus, la violence désintoxique. Elle débarrasse le colonisé de son complexe d'infériorité, de ses attitudes contemplatives ou désespérées. Elle le rend intrépide, le réhabilite à ses propres yeux »[48].

L'EIIL dissémine efficacement ce message sur l'internet et dans les médias sociaux en s'adressant directement à son public international, privant ainsi la presse étrangère de toute possibilité de mauvaise interprétation ou de détournement du message clé[49]. À titre d'exemple, mentionnons les vidéos macabres de propagande mettant en scène des exécutions brutales qui attirent un plus large public que les enregistrements comparativement sclérosés de Ben Laden et d'al-Zawahiri en train d'abjurer des traités théologiques complexes ou de donner des cours magistraux didactiques sur la philosophie et l'histoire[50]. Ces moyens permettent au groupe d'ajuster ses messages en fonction de chaque public cible. L'un des moyens très efficaces pour attirer des combattants étrangers consiste à filmer des actes violents particulièrement haineux qui non seulement captent l'attention du public, mais éveillent aussi la motivation et l'inspiration nécessaires à embrasser la cause[51]. D'après Stern et Berger, « l'ultraviolence réussit bien auprès du segment démographique cible des combattants étrangers, soit de jeunes hommes mal adaptés et en colère dont le sang s'échauffe à la vue des décapitations macabres et des crucifixions de soi-disant apostats »[52]. Voilà qui illustre bien

pourquoi les prisons ont constitué pour l'EIIL l'une des principales sources de recrutement, en plus de servir d'école de formation et de lieu sûr d'endoctrinement et de planification[53].

> *(...) à la base de l'attrait exercé par l'EIIL se trouve un sentiment profond de catharsis, d'émancipation et de satisfaction à asséner un coup à l'oppresseur-prédateur détesté.*

L'EIIL attire aussi certaines de ses recrues de la même façon que des sectes comme les davidiens, le révérend Moon ou Charles Manson[54]. Voilà qui aide à comprendre comment l'EIIL peut piquer l'intérêt d'adeptes aussi dissemblables que les deux adolescentes autrichiennes, Samra Kesinovic, âgée de 17 ans, et Sabina Selimovic, âgée de 15 ans, qui se sont enfuies de chez elles pour mener le djihad dans les rangs de l'EIIL en Syrie[55]. L'EIIL kidnappe aussi des enfants et les endoctrine en leur inculquant l'idéologie du djihad violent. Lorsqu'on offre à ces enfants de retrouver leur liberté, la plupart choisissent de rester[56].

Les activistes de l'EIIL utilisent aussi des méthodes de recrutement plus traditionnelles. Ils attirent les fondamentalistes musulmans en citant des références historiques, ils affirment avoir une filiation avec des familles pieuses de premier plan issues de lignées anciennes et respectées ou encore ils se disent les messagers ou les instruments de prophéties apocalyptiques. Tous ces thèmes ont une résonance profonde dans les collectivités musulmanes qui connaissent ces récits et ces traditions[57]. Plus particulièrement, leur message eschatologique, écrit Will McCants, a grandement « ravivé » le groupe et explique « la ruée de combattants étrangers en Syrie, qui sont nombreux à vouloir jouer un rôle dans la fin des temps »[58].

Conclusion

Nul besoin de spéculer longuement pour voir que l'EIIL représente une menace éventuelle pour l'Occident vu son fort contingent de combattants étrangers natifs ou anciennement résidents de pays occidentaux. Ce bassin sans précédent de recrues étrangères indique que l'EIIL aurait sûrement la capacité de mener des attentats comme ceux de Mumbai, reproduisant les assauts simultanés et les fusillades qui ont eu lieu dans cette ville indienne

en novembre 2008. L'EIIL a déjà établi des bases clandestines de soutien logistique en Turquie. Il n'est donc pas inconcevable que quelques-uns de ses combattants s'entassent dans une voiture, le coffre rempli de fusils d'assaut Kalachnikov, de grenades à main et de grenades propulsées par fusée, et parviennent en Union européenne sans se faire repérer. Il n'est pas non plus difficile d'imaginer l'exécution d'une opération moins complexe (comme celle organisée par le groupe terroriste djihadiste somalien al-Chabaab, en septembre 2013, visant le centre commercial Westgate de Nairobi) dans certaines villes ou banlieues européennes. L'un ou l'autre de ces types d'attentats est entièrement à la portée et dans les cordes des combattants de l'EIIL. Les complots liés à l'EIIL déjoués par le FBI aux États-Unis le 4 juillet 2015 montrent que la menace d'attentat dans des centres commerciaux guette aussi l'Amérique du Nord.

> *Ce bassin sans précédent de recrues étrangères indique que l'EIIL aurait sûrement la capacité de mener des attentats comme ceux de Mumbai (...)*

Le journaliste Theo Padnos (Peter Theo Curtis), qui a été détenu en otage par le Front al-Nusra, un groupe rival de l'EIIL, pendant deux ans en Syrie, a balayé toute idée voulant que les organisations terroristes islamistes en Syrie n'aient pas déjà envisagé cette possibilité. Dans son récit publié l'an dernier dans le *New York Times*, M. Padnos s'exprime en ces termes :

> *Les têtes dirigeantes du Front al-Nusra invitaient des Occidentaux à se joindre au djihad en Syrie non pas par besoin de plus de soldats – ce n'était pas le cas –, mais bien pour leur apprendre à poursuivre la lutte dans chaque métro et quartier à leur retour au pays*[59].

Comme l'idéologie et la stratégie de l'EIIL s'apparentent à celle d'al-Qaïda, l'organisation d'un attentat comme celui de Mumbai en Europe ou ailleurs en Occident présenterait aussi l'attrait d'exaucer le souhait de Ben Laden en 2010 de monter ce type d'assaut partout en Europe. On ne peut pas non plus écarter la possibilité que des attentats-suicides, comme celui survenu à Londres le 7 juillet 2005, soient commis dans les transports en commun — y compris les métros, les trains, les autobus ainsi que les stations et les gares de banlieue. Des complots du même genre ont déjà été

déjoués à au moins deux reprises au cours des dernières années – à Barcelone en janvier 2008 et à New York en septembre 2009. Les transports en commun pourraient aussi faire l'objet d'attaques à la bombe conventionnelles, sans attentat suicide — un peu comme celles de Madrid, en mars 2004, et de Mumbai, deux ans plus tard. Outre la menace que représentent des terroristes entraînés et aguerris, il y a aussi la possibilité d'attentats répétés commis par des loups solitaires ou des cellules de personnes faisant front commun pour fomenter de leur propre chef, dans leur pays d'origine, des incidents entièrement de leur cru.

Il faut aussi envisager la menace d'attaques par agent chimique ciblant des civils ailleurs au Moyen-Orient ou en Europe puisque l'EIIL a récemment utilisé à répétition de tels agents en Syrie, souvent contre des populations civiles. D'ailleurs, il y a déjà des signes montrant que l'EIIL a la ferme intention d'obtenir différents agents neurotoxiques, gaz toxiques et autres toxines dangereuses et de s'en servir comme armes. Par exemple, en mai 2013, les autorités irakiennes ont arrêté les membres d'une cellule de l'EIIL à Bagdad supervisant la production de sarin et d'agents vésicants (gaz moutarde) dans deux manufactures[60].

> *(...) la mort d'al-Baghdadi paverait sans doute la voie à un rapprochement, avec pour résultat une organisation terroriste combinée de dimension éventuelle inouïe.*

Enfin, la possibilité d'une grande entente et réconciliation entre l'EIIL et al-Qaïda subsiste. Pareil événement modifierait profondément le conflit actuel et ferait augmenter considérablement le risque que des combattants étrangers mènent des opérations terroristes en Occident. Au début de 2014, à Washington, la sagesse populaire voulait encore que le schisme sanglant entre le noyau dur d'al-Qaïda et l'EIIL finisse par affaiblir, neutraliser et détruire ces deux groupes. Or, comme la sagesse populaire fait souvent fausse route en ce qui concerne al-Qaïda, il n'est pas surprenant que cela aussi se soit révélé illusoire. En effet, comme le mentionnait al-Zawahiri dans une déclaration publique récente, il y a des deux côtés des efforts constants pour parvenir à une réunification. Il est significatif que la propagande de l'EIIL ait toujours été profondément respectueuse à l'égard d'al-Qaïda, parlant de ses soldats, de ses émirs et de ses cheiks de manière

positive et continuant de glorifier les réalisations de Ben Laden. Le principal obstacle à la réconciliation est la profonde inimitié personnelle et la rivalité féroce qui existent entre al-Baghdadi et al-Zawahiri. Par conséquent, la mort d'al-Baghdadi paverait sans doute la voie à un rapprochement, avec pour résultat une organisation terroriste combinée de dimension éventuelle inouïe.

Il y a cinquante-quatre ans, Jean-Paul Sartre a parlé de l'effet boomerang dans sa préface au livre de Fanon *Les damnés de la terre*. « C'est le moment du boomerang », observe-t-il, une nouvelle phase « de violence : elle revient sur nous, elle nous frappe, et pas plus que les autres fois, nous ne comprenons que c'est le nôtre ». Plus d'un demi-siècle plus tard, nous vivons de nouveau le retour du boomerang – cette fois, en provenance de terroristes aguerris issus des milliers de combattants étrangers formés et commandés par l'EIIL qui attendent peut-être, en ce moment même, des ordres pour se déployer dans leurs pays d'origine.

L'avenir du djihadisme au Moyen-Orient

Chapitre 2 – L'avenir du djihadisme au Moyen-Orient

Le djihadisme a un avenir prometteur. En fait, il semble qu'un seuil ait été franchi et que la réaction à la menace terroriste croissante ne fasse qu'aggraver les causes mêmes du phénomène, qui s'inscrit dans un véritable cercle vicieux.

> *Plus la situation se détériore, plus les principales parties intéressées semblent se contenter du statu quo qui se dégrade.*

Les frappes aériennes toujours plus nombreuses détruisent de plus en plus le paysage urbain de la région et rongent son tissu social. Des villes entières sont rayées de la carte, des millions de personnes étant jetées à la rue et sombrant dans le désespoir le plus profond. L'aide humanitaire, pourtant si nécessaire, est de moins en moins disponible, alors que le chauvinisme et la discrimination se répandent. La prolifération des milices, aux dépens des armées conventionnelles, découle d'une course effrénée aux armements qui risque de saper les fondements d'États existants et d'un système de radicalisation de plus en plus présent dans la région. Des opérations militaires ne cessent d'être menées sans même que l'on réfléchisse à une éventuelle normalisation politique ou reprise économique. Paradoxalement, les menaces djihadistes servent souvent de prétexte pour ne pas s'attaquer aux facteurs politiques et socioéconomiques qui les engendrent. Plus la situation se détériore, plus les principales parties intéressées semblent se contenter du statu quo qui se dégrade.

Un phénomène en mutation

Pendant ce temps, le mouvement djihadiste se réinvente afin de tirer pleinement parti du contexte en évolution. Pour bien comprendre cette transformation dialectique et les perspectives d'avenir du mouvement, il faut d'abord remonter au djihad afghan des années 1980, dont les caractéristiques sont diamétralement opposées au phénomène que nous observons aujourd'hui. La lutte structurée contre l'occupation soviétique n'attirerait alors qu'un

nombre restreint de volontaires étrangers, dont le déploiement, soutenu par l'État, dans un milieu extrêmement hostile marquait l'aboutissement d'un cheminement idéologique intense.

Deuxième étape de cette chronologie sommaire, le mouvement djihadiste s'est affranchi du soutien de l'État et s'est recentré sur le monde arabe. Dans les années 1990, de petites cellules djihadistes ont vu le jour un peu partout dans la région. Elles s'articulaient autour des « arabes afghans », dont le charisme reposait sur leur formation théologique et leur expérience militaire. De retour dans leurs patries respectives, l'ennemi, pour les membres de ces cellules, devenait les régimes autoritaires sous lesquels ils vivaient. Ils n'arrivaient toutefois pas à gagner du terrain, sauf en Algérie et en Égypte, où leur défaite écrasante a compromis toute possibilité d'expansion ailleurs. Parallèlement, la situation en Afghanistan à l'époque postsoviétique a contribué à l'incubation d'al-Qaïda, mouvement djihadiste mondial très hiérarchisé qui s'est propulsé à l'avant-scène grâce aux médias et dont Oussama Ben Laden en incarnait l'essence. Le mouvement a atteint son apogée lors des attentats suicide du 11 septembre 2001.

L'invasion de l'Irak en 2003 a ouvert le troisième chapitre du mouvement djihadiste. Le renversement d'un régime déliquescent dans un pays déjà profondément traumatisé et aux prises avec de perpétuelles sanctions internationales a provoqué, dans le monde arabe, le premier véritable vide politique qui a permis au mouvement djihadiste de s'infiltrer – présage des états de déliquescence qui allaient se produire dix ans plus tard. Au début, les figures de proue du mouvement émanaient de la génération des « arabes afghans » qui s'étaient taillé une place grâce à une série de facteurs : le prestige qu'al-Qaïda venait d'acquérir (et qu'elle n'allait pas tarder à perdre); la grande capacité d'exploitation des médias de la nébuleuse; le recours massif aux missions suicide, lequel permettait aux djihadistes d'avoir un avantage sur les groupes armés d'opposition dominants; le recours à des méthodes asymétriques perfectionnées en Afghanistan (bombes artisanales, utilisation ingénieuse de lance-roquettes, etc.).

Toutefois, le mouvement djihadiste a fini par s'autodétruire à cause d'une série d'actions délétères. Premièrement, bien qu'il ait incité au combat de nombreux volontaires étrangers de la région et du monde musulman, le mouvement n'a fait qu'exploiter ces

individus comme de la chair à canon, notamment pour perpétrer des attentats suicide. Combattants incompétents pour la plupart, leur accueil, leur entraînement, leur équipement et leur gestion étaient jugés trop coûteux. Ceux qui effectuaient le difficile périple vers l'Irak dans l'espoir de vivre une aventure romantique étaient déçus, ce qui a contribué à réduire l'attrait du mouvement. Deuxièmement, les horribles actes de violence que les djihadistes montraient au public n'attiraient pas encore un vaste auditoire, comme ils le font aujourd'hui pour des raisons qui seront expliquées ci-après. Troisièmement, l'abandon du combat contre les États-Unis, l'« ennemi lointain » qui constituait la priorité de Ben Laden, au détriment des « apostats » chiites voisins a peut-être donné une impulsion aux coreligionnaires sunnites, mais les a dressés aussi contre un adversaire bien enraciné dans la société locale, contrairement aux forces d'occupation soviétiques et américaines.

Quatrièmement, et c'est là l'élément le plus important, le roulement rapide au sein du mouvement djihadiste – conséquence du ciblage systématique de ses dirigeants par les États-Unis – a mené au remplacement de cadres d'expérience par des personnalités toujours plus jeunes, moins légitimes et plus agressives, dont la plupart étaient d'origine irakienne et dont la brutalité devenait involutive. Possédant peu de véritables connaissances religieuses ou militaires, ils réussissaient à s'imposer par une violence extrême, qui se tournait progressivement contre leur propre milieu. L'intimidation et les assassinats aveugles de personnalités sunnites ont préparé le terrain à la rébellion, connue sous le nom de « Réveil », dans laquelle les États-Unis investissent depuis 2007. Tout compte fait, c'est ce moment qui a marqué l'autodestruction du mouvement djihadiste.

Le contexte syrien change la donne

Le retour en force du djihadisme depuis 2013, tant en Irak qu'en Syrie, est attribuable à une vaste gamme de facteurs qu'il serait trop long à expliquer en détail. Il suffit de dire que le conflit syrien a complètement transformé le modèle irakien original. Le vaste mouvement populaire contre le régime Assad qui a vu le jour, et que ce dernier s'est évertué à radicaliser, a offert un énorme bassin de recrues éventuelles. Non seulement Damas s'est retiré de vastes pans de son propre territoire, il a eu recours à des méthodes extrêmes (missiles balistiques et armes chimiques) habituellement

réservées aux combats contre un territoire étranger, créant ainsi au pays un vide encore beaucoup plus grand que celui qui existait en Irak pendant l'occupation américaine. Les actes d'une violence impensable commis par le régime syrien et ses alliés ont également banalisé la brutalité des djihadistes aux yeux de bien des victimes et des observateurs. Ayant tiré des leçons de leur débâcle en Irak, les djihadistes comprennent la nécessité de venir à bout de tout éventuel rival sunnite tout en apaisant la population dans les secteurs où ils cherchent à consolider leur emprise. Par ailleurs, la présence importante de milices et la perte de confiance connexe en l'« État » comme cadre auquel s'identifier ont amené la population à accepter les djihadistes faute de solution de rechange claire.

> *Les actes d'une violence impensable commis par le régime syrien et ses alliés ont également banalisé la brutalité des djihadistes aux yeux de bien des victimes et des observateurs.*

Les volontaires étrangers ont aussi contribué à changer la donne dans une large mesure. Se rendre en Syrie coûte très peu et entraîne des risques minimes. Pour ceux qui ont de l'argent, les conditions de vie sur le terrain ne sont pas tellement strictes si l'on considère qu'il s'agit d'une zone de guerre. Le monde numérique crée un djihad connecté et sans fil qui permet aux combattants (à l'instar d'autres migrants) de se servir des médias sociaux pour construire une image de soi valorisante et communiquer facilement avec leurs proches qui sont restés au pays et qu'ils peuvent même espérer pouvoir inciter à venir les rejoindre. En fait, bon nombre d'entre eux semblent lancer plus de gazouillis que de balles.

Pour compenser leur savoir-faire militaire et leur formation religieuse limités, de nombreux djihadistes ont recours à d'autres moyens, définissant leur valeur ajoutée grâce à leurs talents de communicateurs exceptionnels et à un sadisme sans bornes qui leur est propre. Une telle érotisation de la violence témoigne d'une sous-culture juvénile très répandue dans le monde, qui attire des individus déracinés éprouvant un profond ressentiment, une sous-culture dont les caractéristiques sont davantage assimilables aux tueries dans les écoles aux États-Unis qu'au mouvement djihadiste tel que nous l'avons connu jusqu'à maintenant.

Dans ce contexte, il importe de signaler que certains des pires aspects du groupe, maintenant connu sous le nom d'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), ne relèvent pas nécessairement d'une philosophie moyen-orientale ou musulmane. D'ailleurs, la pornographie de la violence constitue en soi un phénomène qui tend à réunir de présumés ennemis. Prenons, par exemple, le culte de la sécurité aux États-Unis, phénomène contagieux qui ne cesse de prendre de l'ampleur et auquel souscrivent maintenant tant démocrates que républicains, le retour en force en Europe de partis d'extrême droite, les attitudes dopées à la testostérone des dirigeants officiels qui se complaisent à « frapper » sans avoir de plan concret, la glorification de misérables armées par les régimes arabes et la culture milicienne qui balaie la région et que des pays comme l'Iran encouragent vivement. Tous ces phénomènes découlent plus ou moins d'une même vision du monde, une vision rigide et binaire qui ne tient pas compte des complexités et des préoccupations de la société moderne et qui part du postulat que la violence « du juste » constitue une source instantanée de libération et d'épanouissement.

Commettrait une énorme erreur quiconque tenterait de comprendre le mouvement djihadiste actuel en l'analysant sans tenir compte du contexte plus vaste dans lequel il évolue et en s'inspirant de paramètres du passé pour en expliquer la raison d'être. Le vaste intérêt qu'ont suscité les discussions selon lesquelles l'EIIL serait l'invention d'un quelconque génie du parti Baas nous en dit plus sur notre désir pressant de trouver une explication claire qui nous convient que sur le sujet à l'étude.

Un phénomène vraiment nouveau

L'EIIL insuffle plutôt une nouvelle dynamique et crée effectivement un précédent qui, sans doute, influencera, voire refaçonnera le mouvement djihadiste dans son ensemble. Une première « victoire » djihadiste dans un monde arabe qui s'effrite marque en soi un tournant dans l'histoire. Même s'il peut sembler relativement facile de contenir l'EIIL dans des endroits comme l'est de la Syrie et le nord-ouest de l'Irak, il serait naïf de sous-estimer la véritable menace que représente le groupe, étant donné sa capacité à s'adapter, à se reproduire, à mener des activités sur une plus grande échelle, à inspirer les autres et à exploiter à son avantage les réactions de ses adversaires.

Parmi les aspects les plus puissants du modèle que privilégie l'EIIL, il convient de s'attarder aux derniers énumérés ci-dessus. Le groupe semble avoir une structure axée davantage sur le réseautage et donc moins hiérarchique que celle de tous les groupes djihadistes qui l'ont précédé, notamment al-Qaïda. Bien qu'il serve de figure de proue, Abou Bakr al-Baghdadi ne semble pas vouloir imposer une vision doctrinale claire, contrairement à ses prédécesseurs. Il se présente plutôt comme un personnage d'une remarquable neutralité, projetant par le fait même une image de chef quasi artificielle, fait peu de déclarations, parle sans accent, s'habille comme s'il tenait à personnifier un calife tiré de la culture populaire arabe et, de façon générale, suit le cours des événements plutôt que de chercher à affirmer ouvertement son autorité.

Relève de Baghdadi un réseau relativement peu hiérarchisé de commandants qui bénéficient d'une autonomie considérable et font preuve d'un degré de cohésion étonnant grâce, sans doute, à leurs très nombreux échanges au moyen d'outils de communication modernes. Si al-Qaïda a développé son réseau sur le modèle du « franchisage », l'EIIL a plutôt opté pour celui d'UBER, une entreprise qui réussit grâce à sa maîtrise des technologies numériques et à ses faibles coûts d'exploitation. Ainsi, l'EIIL a manifesté une capacité exceptionnelle à absorber des réseaux préexistants, tels que d'anciennes bureaucraties d'État, des vestiges du parti Baas et des tribus rebelles.

> *Si al-Qaïda a développé son réseau sur le modèle du « franchisage », l'EIIL a plutôt opté pour celui d'UBER, une entreprise qui réussit grâce à sa maîtrise des technologies numériques et à ses faibles coûts d'exploitation.*

Par conséquent, malgré ses grands discours, ses prétentions islamistes et sa brutalité inouïe, l'EIIL s'est révélé être une organisation à caractère non idéologique. Sa théorie d'un « État islamique » se limite à de vagues références, contradictoires et irréalistes, aux débuts d'une époque islamique largement mythifiée. Il n'est donc pas étonnant que les membres du groupe utilisent indifféremment dans une même phrase les mots Irak (appellation moderne) et Cham (appellation historique) et cherchent de toute évidence à consolider leur emprise sur des

régions vulnérables plutôt que d'avoir des visions d'expansion territoriale qui les obligeraient à affronter des ennemis coriaces. Le groupe a, au mieux, déployé des efforts timides pour codifier et justifier son recours à la violence, se concentrant plutôt sur des mises en scène susceptibles de devenir « virales » sans s'attarder à des considérations éthiques. Son discours se résume à des raisonnements simples qui ne tiennent pas compte des préceptes théologiques complexes auxquels le mouvement djihadiste avait, jusque tout récemment, accordé une attention considérable.

La diversité des membres de l'EIIL reflète le pragmatisme relatif du groupe, une créature protéiforme qui a la rare capacité à incarner différentes choses pour différentes personnes. Il se distingue aussi par ses relations avec les populations locales. Malgré ses actions brutales à l'égard d'éventuels rivaux, des menaces croissantes et des minorités vulnérables, il cherche l'appui passif de la majorité. Le groupe a un souci de la gouvernance jamais vu chez les djihadistes qui l'ont précédé et a tendance à être plus accessible et moins obstructionniste que ses prédécesseurs et les autres structures de pouvoir. Contrairement aux comportements opaques, arbitraires et prédateurs attribuables non seulement aux anciens djihadistes, mais aussi aux régimes toujours en place et aux autres milices, l'EIIL exprime clairement ses volontés, puis adopte étonnamment la philosophie du laissez-faire.

Érosion d'une superstructure

Le plus grand potentiel du soi-disant État islamique réside beaucoup plus dans l'évolution de son milieu que dans ses caractéristiques intrinsèques. Le Moyen-Orient subit une profonde transformation, attribuable en partie à l'érosion rapide de la « superstructure » qui le constitue. Le paysage stratégique, dans une région qui, pour le meilleur ou pour le pire, a été façonnée par une série d'interventions étrangères, est en pleine mutation. En fait, les politiques américaines n'offrent pas de solutions, les voisins européens sont en déroute, la Russie descend dans l'arène avec l'intention d'adopter une approche musclée, le dossier palestinien est relégué au second plan, l'Iran ne cesse de monter en puissance et les principales capitales arabes soit ont été éliminées, soit ne savent pas exactement quel rôle jouer.

Les États-nations qui reposent sur des services de sécurité autoritaires, une infrastructure hautement centralisée et le culte

de la personnalité, élément crucial qui caractérise le tissu social de la région, se sont complètement effondrés ou, sinon, font face à des problèmes pratiquement insurmontables. À l'échelle de la région, les gouvernements aux ambitions nationalistes sont de plus en plus remplacés par des régimes qui cherchent à diviser pour mieux régner, c'est-à-dire qui abandonnent tout désir de créer une véritable unité et souhaitent plutôt fonder leur légitimité sur l'exploitation des dissensions internes et la crainte d'un effondrement généralisé. En même temps, les élites politiques et économiques cleptomanes, qui ont amassé d'énormes fortunes en cannibalisant l'État, sont indifférentes à la dégradation des services de base, laquelle a toutes sortes d'effets secondaires sur de nombreux secteurs, dont l'éducation, la santé et la justice.

> *Le plus grand potentiel du soi-disant État islamique réside beaucoup plus dans l'évolution de son milieu que dans ses caractéristiques intrinsèques.*

Les structures infranationales ne semblent pas constituer une solution pratique, étant donné la dilapidation de la plupart des cadres de référence communautaires, tribaux, professionnels et provinciaux. Même la notion de famille est altérée : les parents n'arrivent pas à servir de modèles; les enfants peinent à se marier; les mécanismes de solidarité sont mis à rude épreuve à cause de besoins qui montent en flèche. Il en résulte un sentiment généralisé de non-appartenance. Le nihilisme qui définit les jeunes d'aujourd'hui dans un pays comme l'Irak, qui semble avoir une longueur d'avance à ce chapitre à cause d'une succession de guerres, des sanctions internationales strictes des années 1990, de la faillite rapide de son régime et de son effondrement précoce, devrait servir d'avertissement.

À mesure que la dynamique décrite ci-dessus corrode la superstructure, il s'avère essentiel d'examiner les solutions qui se profilent à l'horizon. De nouvelles formes de leadership, d'organisation et de gouvernance et de nouveaux discours, aussi incohérents ou changeants qu'ils soient, commencent à avoir sur la région une incidence au moins aussi importante que les années d'histoire qui l'ont façonnée. L'EIIL n'en est qu'un exemple.

Il s'agit en soi d'un changement radical par rapport au passé. Pour la première fois dans l'histoire, le mouvement djihadiste ne découle pas d'une tentative émanant d'en haut en vue de transformer la société en fonction d'une vision programmatique, dont les résultats sont généralement marginaux. Il est plutôt le fruit d'un ensemble de transformations profondes, partant de la base, du tissu socioéconomique et politique de la région, ce qui appelle à une analyse du problème sous un tout autre angle et à une étude beaucoup plus vaste et plus dynamique des conditions de son incubation.

Exploitation des adversaires

Une partie du problème découle du désir instinctif de l'EIIL de provoquer une réaction émotionnelle plutôt que rationnelle chez ses adversaires. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le groupe a recours à une violence d'une morbidité théâtrale. Parce qu'il est effectivement issu du malaise qui règne dans les sociétés tant arabes qu'occidentales, il sait intuitivement comment exploiter les insécurités, les hypocrisies et les dissensions. Dans un monde numérique globalisé, il est en train de remporter la guerre médiatique simplement en attirant sur lui une attention disproportionnée.

En faisant la promotion de politiques absurdes qui désorganisent complètement les collectivités locales, tout en préservant et en récompensant un ordre politique déliquescent, l'EIIL exploite la puissance de ses adversaires pour poursuivre la destruction de la superstructure de la région et nourrir chez ses présumés partisans un sentiment d'injustice et de victimisation toujours plus vif.

Le plus grand succès du groupe réside dans ce qu'on pourrait qualifier de « conflits ritualisés » avec ses ennemis, lesquels arrivent à tout détruire sauf le groupe lui-même. Alors que les gouvernements occidentaux tentent, à coup de bombes, de se tirer de l'embarras que leur cause le soi-disant État islamique, le régime syrien, la Russie, l'Iran et la plupart des autres gouvernements de la région se servent simplement du mouvement djihadiste pour promouvoir des intérêts complètement indépendants. Il est étonnant qu'une coalition de forces aussi imposante, quoique hétéroclite, soit la plus importante de l'histoire, n'arrive pas à ébranler une milice, il va sans dire, de puissance moindre.

Toutefois, à chaque étape de la spirale descendante dans laquelle elles se sont engagées, ces forces trouvent en l'EIIL une raison de maintenir leur plan d'action. L'EIIL s'empresse alors de leur venir en aide en commettant de nouveaux actes de perversité qui vont toujours plus loin dans l'horreur, ce qui les détourne de leurs échecs individuels et collectifs et leur évite d'avoir à réfléchir à la stratégie qu'il faudrait adopter pour commencer à régler l'éventail de problèmes qui promettent longue vie au mouvement djihadiste.

La révolution de l'avantage numérique des djihadistes

Chapitre 3 – La révolution de l'avantage numérique des djihadistes

Au cours des quatre dernières années, les pays occidentaux ont assisté à une véritable explosion du mouvement djihadiste. Même en s'en tenant aux estimations les plus conservatrices, plus de musulmans occidentaux se sont rendus en Syrie que dans tout autre endroit où sont déjà allés des combattants étrangers. Des sondages, l'activité sur l'internet et d'autres données empiriques indiquent que l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) rallie plus de soutiens actuellement qu'al-Qaïda n'en a reçus dans les années 2000. Le nombre de projets d'attentat n'a que légèrement progressé, mais il demeure à son plus haut niveau depuis 2001.

L'une des causes profondes de ce changement réside dans la liberté d'opération sans précédent dont jouissent les activistes djihadistes sur l'internet depuis les environs de 2010. Après avoir peiné un certain temps, à la fin des années 2000, à communiquer en ligne de façon sécuritaire, les djihadistes utilisent aujourd'hui différentes plateformes stables à peu près impunément. Ils ont ainsi la possibilité de diffuser à plus large échelle de la propagande, de faire circuler des informations utiles sur la logistique entourant l'enrôlement et de faciliter l'effet « tête de pont » où des partisans de la première heure inspirent des amis encore au pays, ce qui favorise grandement le recrutement de combattants étrangers.

Explication de la renaissance du djihadisme

L'augmentation soudaine du nombre de combattants étrangers et du soutien à l'EIIL en Occident au début des années 2010 – en bref, la renaissance djihadiste – est un formidable casse-tête pour les sciences sociales. Elle s'est produite si rapidement qu'elle ne peut s'expliquer par des changements socio-économiques chez les musulmans occidentaux, qu'il s'agisse de pauvreté, de marginalisation ou de problèmes d'identité. Elle ne peut pas non plus être attribuée à des changements dans l'idéologie djihadiste, qui est largement demeurée la même depuis de nombreuses années. Il faut donc en chercher la source autre part.

Nombreux sont ceux qui ont mentionné avec justesse la soudaine éruption de la guerre en Syrie, dont les caractéristiques –

nombreux décès de civils, proximité avec l'Europe ou lieu d'apocalypse dans la tradition islamique – en ont fait une destination particulièrement attirante. D'autres ont fait valoir le soudain relâchement des contraintes à l'égard des combattants étrangers, soulignant que le soutien international à l'opposition syrienne et la faiblesse des contrôles à la frontière entre la Syrie et la Turquie au cours des premières années ont fait de ce pays un théâtre de conflit beaucoup plus facilement accessible que d'autres. Il y en a aussi qui attribue l'augmentation à la propagande accrue de l'EIIL. Il semble d'ailleurs que l'EIIL dispose d'un procédé de distribution particulièrement sophistiqué et produise un contenu singulièrement séduisant et percutant.

Tous ces facteurs sont probablement importants. L'un des éléments absents de la discussion, toutefois, a trait à la transformation majeure dans la capacité des activistes d'utiliser l'internet à des fins de recrutement. L'utilisation de l'internet par les djihadistes n'a rien de nouveau – ils s'en sont toujours servis –, mais ils le font maintenant avec une aisance et une impunité inégalée dans l'histoire. Cette révolution de l'avantage numérique a coïncidé avec la renaissance du mouvement djihadiste et en a été un moteur.

Pourquoi la situation a-t-elle changé ?

Pour comprendre le caractère inédit de la situation, il faut se rappeler que l'utilisation en toute liberté de l'internet par des terroristes ne va pas de soi. Les activistes à haut risque doivent normalement composer avec deux problèmes fondamentaux lorsqu'ils sont en ligne : la sécurité et la confiance. Pour ne pas se faire prendre, les hommes pourchassés doivent s'assurer qu'ils ne sont pas suivis ou surveillés et que les gens avec lesquels ils interagissent en ligne ne sont pas des espions. La sécurité demeure précaire, car les activistes ne savent pas tout de la technologie qu'ils utilisent. La confiance est difficile à établir en raison du problème de largeur de bande (l'absence d'indices non verbaux, ce qui permet beaucoup plus facilement de prétendre être quelqu'un d'autre). Plus l'échange d'informations est délicat, plus les problèmes sont sérieux. Le recrutement unilatéral (« venez tous en Syrie! ») et le clavardage idéologique (« je hais l'Amérique »; « moi aussi ») ne sont pas épineux, parce qu'ils ne sont pas illégaux. Les échanges pour le recrutement (« rencontrons-nous pour que je puisse te présenter à mes frères ») et la coordination d'opérations

(« vous tuez le garde et je lance la grenade ») sont des activités qu'il est beaucoup plus risquées de mener en ligne.

L'ampleur des problèmes de sécurité et de confiance auxquels se heurtent les terroristes dépend de la technologie et des mesures de répression. De nouvelles technologies permettent de rester dans l'ombre ou facilitent le contrôle. La faiblesse de la surveillance en ligne diminue le risque de se faire prendre. Étant donné que la technologie arrive par vague, les gouvernements et les rebelles jouent généralement au chat et à la souris. Lorsqu'une nouvelle technologie fait son apparition, les rebelles profitent d'un avantage numérique pendant un certain temps, jusqu'à ce que les gouvernements les rattrapent et fassent perdre leurs gains aux rebelles.

La liberté opérationnelle dont jouissent les djihadistes en ligne a donc fluctué au fil du temps. Une étude récente décrit un virage important dans le sentiment de confiance et de sécurité en ligne chez les djihadistes au milieu des années 2000[61]. Au début des années 2000, les djihadistes utilisaient les technologies numériques plutôt facilement. Il y avait des sites Web djihadistes stables, souvent enregistrés sous de vrais noms et affichant parfois des coordonnées exactes. Dans les forums de discussions djihadistes, les gens se sentaient suffisamment en sécurité pour fournir des renseignements personnels pouvant révéler leur emplacement et leur identité, et il était peu question de la contre-surveillance. À la fin des années 2000, pratiquement tous les sites Web statiques avaient disparu. Il régnait dans les forums une atmosphère de paranoïa; personne ne révélait d'informations de nature délicate, de nombreux messages expliquaient la façon d'éviter la surveillance et des rumeurs d'agents infiltrés et de sites servant de leurres ont proliféré. Il était rare de voir des informations précises sur la façon de joindre un groupe militant, et très peu d'indices de recrutement en ligne (au sens où le recruteur et la recrue communiquent en ligne avant de le faire en personne). Il se trouve que le gouvernement avait réalisé, aux environs de 2003-2004, que le Web était devenu un havre; il a donc intensifié la répression en démantelant des sites, en surveillant le contenu, en recueillant du renseignement électromagnétique (SIGINT), en créant des sites servant de leurre et en menant des opérations d'infiltration en ligne.

Une situation sans précédent

Revenons en 2015. Les sites Web statiques sont de retour, plus nombreux que jamais. Wordpress et Tumblr hébergent des centaines de blogues djihadistes, dont bon nombre expliquent avec précision comment se rendre en Syrie. Les forums ont largement disparu, remplacés par Twitter et Facebook, où des gens mettent régulièrement des informations (leur emplacement ou des photos de leurs environs) qui pourraient en théorie mener à leur capture. Sur Facebook, tout particulièrement, nombreux sont ceux qui écrivent sous leurs vrais noms ou des pseudonymes transparents. En plus, la liste d'amis révèle le réseau social de chacun. Une pléthore d'applications, comme Whatsapp et Kik, permet des communications bidirectionnelles ou au sein de petits groupes, et tout indique qu'elles servent à transmettre des informations de nature délicate. Il y a une multitude de preuves d'entretien de recrutement sur l'internet. Comparativement à la fin des années 2000, les questions de sécurité et de confiance semblent bien peu préoccuper les djihadistes en ligne. Seuls les membres actifs de l'EIIL – le sous-groupe de djihadistes le plus à risque – manifestent un grand intérêt pour les conseils en matière de sécurité.

Il n'y a pas que la capacité de transmettre des informations de nature délicate qui s'est accrue. La capacité de diffuser de la propagande a aussi fait un bond de géant. Par le passé, visionner une vidéo djihadiste, par exemple, était un exercice fastidieux. Il fallait se rendre sur un forum djihadiste, trouver le message ainsi qu'un lien de téléchargement fonctionnel (parmi la liste des 20 à 50 affichés pour assurer la redondance), puis télécharger le tout d'un site de partage de fichiers comme Megaupload (qui servait aussi à distribuer de la pornographie et de la musique piratée). Aujourd'hui, il suffit de cliquer sur un lien YouTube ou de regarder directement la vidéo sur l'un des sites statiques, comme Archive.org, Ansar Khilafa, ou (jusque tout récemment) Isdarat. La durée de vie des vidéos en ligne est maintenant beaucoup plus longue, et elles peuvent toutes être retracées, ce qui était plutôt rare auparavant.

En outre, la disponibilité de la propagande djihadiste sur des sites grand public comme YouTube et Twitter a pratiquement éliminé le geste délibéré comme frein à l'exposition. Par le passé, seuls ceux qui recherchaient activement des forums djihadistes – c'est-à-dire

ceux qui avaient déjà entamé un processus de radicalisation – voyaient de la propagande djihadiste. Aujourd'hui, YouTube peut vous proposer une vidéo djihadiste dans la colonne de droite si vous cherchez autre chose, comme « nashid » ou « Badr ». Twitter et Facebook vous proposeront des amis, qui pourraient vous mettre en contact avec des radicaux de deuxième degré. À partir du moment où vous êtes branché sur le compte d'un sympathisant djihadiste sur Twitter, vous n'êtes plus qu'à quelques clics d'un océan de propagande djihadiste.

De façon générale, le contexte actuel fait en sorte qu'il n'a jamais été aussi facile pour les djihadistes de communiquer entre eux et de rejoindre des recrues éventuelles. Les activistes se livrent à des activités en ligne aujourd'hui qui auraient certainement mené à leur arrestation à la fin des années 2000. Les gouvernements ont tout simplement perdu le contrôle sur l'internet djihadiste. Que s'est-il donc passé?

Les causes

Premièrement, mentionnons la technologie. À la fin des années 2000, de nouvelles plateformes de communication ont commencé à émerger. Elles étaient mieux conçues pour les interactions sociales en ligne et pour la diffusion de contenu audiovisuel que les anciennes plateformes, d'où leur nom : médias sociaux. Certaines plateformes ont atteint une ampleur permettant une diffusion exceptionnellement large. D'autres ont été conçues pour de petits groupes, mais offrent des communications plus sûres. La structure de certaines plateformes, comme Facebook, atténue le problème de la confiance, car le profil affiche des informations complexes sur l'utilisateur et en permet l'accumulation (la construction de réputations) au fil du temps. Nous avons droit non seulement à des plateformes différentes sur le plan qualitatif, mais aussi à un *plus* grand nombre d'entre elles, ce qui a probablement mis à rude épreuve les ressources de surveillance.

Deuxièmement, les nouvelles plateformes appartenaient à des sociétés occidentales. Paradoxalement, les djihadistes bénéficient d'une meilleure protection et d'une plus grande stabilité sur les médias sociaux que sur l'internet, même si les plateformes appartiennent à des intérêts américains. Les forums des années 2000 pouvaient être démantelés, piratés, contrôlés ou

imités. La National Security Agency des États-Unis ne peut pas faire la même chose à Twitter ou Facebook pour des motifs juridiques évidents. La surveillance de ces plateformes – qui sont de petits réseaux Internet à l'intérieur de l'internet – a donc été laissée à des intérêts *privés*, soit aux sociétés elles-mêmes. Toutefois, les sociétés n'ont pas les mêmes motivations et les mêmes compétences qu'un service du renseignement ordinaire. De même, malgré leurs bonnes intentions, elles n'ont manifestement pas réussi à enrayer l'exploitation de leurs services par les terroristes.

Troisièmement, des terres d'asile, surtout en Syrie et en Irak, mais aussi au Yémen, en Libye et ailleurs, ont été créées au début des années 2010, en raison du printemps arabe, par plusieurs groupes djihadistes. Ainsi, dans toute communication numérique entre un groupe djihadiste et un partisan occidental, l'un des deux côtés resterait hors d'atteinte. Contrairement aux militants de la fin des années 2000, au Waziristan, qui devaient restreindre leur accès à l'internet pendant leurs opérations de crainte de se faire repérer, les djihadistes en Syrie peuvent communiquer avec le monde extérieur en s'exposant à un risque bien moins grand.

Quatrièmement, des ressources limitées sont mises à la disposition des services de renseignement. Les trois facteurs précédents n'auraient pas nécessairement produit une zone franche numérique si une surveillance adéquate s'était opposée aux nouveaux obstacles. Les services de renseignement occidentaux ont dû faire face à un problème beaucoup plus vaste avec sensiblement les mêmes ressources. Les services de sécurité, en raison de la révolution de l'avantage numérique et de l'évolution du contexte politique, se sont donc retrouvés débordés. La guerre en Syrie a créé de nouveaux aspirants combattants étrangers, qui ont exploité les nouvelles technologies et qui ont proliféré à un rythme tel que les gouvernements ne pouvaient plus surveiller le djihadisme en ligne comme avant. Un nouvel équilibre s'est établi, où les services de sécurité ont dû se concentrer sur les menaces à la sécurité les plus graves, sans s'occuper des infractions mineures (comme l'exploitation d'un blogue de combattant étranger). Dans ce nouvel état des choses, le seuil à atteindre pour qu'un djihadiste en ligne ait des problèmes est beaucoup plus élevé qu'il ne l'était dans les années 2000.

Les effets

Les effets de l'avantage numérique révolutionnaire pour le recrutement djihadiste sont plutôt intuitifs. Examinons les principaux afin de souligner les mécanismes utilisés.

Tout d'abord il y a l'effet de l'exposition, car les djihadistes d'aujourd'hui peuvent exposer un pan bien plus grand de la population à leur propagande qu'auparavant. La structure et l'échelle de ces nouvelles plateformes, l'élimination des freins liés au geste délibéré et la couverture médiatique en général de groupes comme l'EIIL font en sorte qu'il est bien difficile pour un jeune musulman de *ne pas* voir de la propagande djihadiste à un moment ou l'autre de son adolescence. Naturellement, l'exposition à de la propagande est rarement un facteur suffisant pour entraîner la radicalisation, mais elle y contribue.

En second lieu, il y a l'effet de l'information, c'est-à-dire que les recrues éventuelles sont maintenant beaucoup mieux informées sur la façon de se joindre au mouvement que par le passé. Dans les années 2000, aucun blogue n'expliquait comment se rendre au Waziristan, ce qu'il fallait apporter et surveiller ou ce à quoi il fallait s'attendre. Aujourd'hui, il est facile de trouver des conseils de voyage extrêmement précis pour se rendre en Syrie. Ces informations ne font pas que donner des moyens, elles servent de motivation, car elles lèvent l'incertitude sur les dangers à prévoir.

En troisième lieu, il y a l'effet tête de pont, où des partisans de la première heure incitent leurs amis à la maison à se joindre à eux en leur racontant comment les choses se passent sur le terrain. Il peut s'agir de messages privés (textos, photos, courtes vidéos), de messages semi-privés (messages dans Facebook, Instagram et Whatsapp, etc.) et de messages ouverts (messages, photos et vidéos dans un blogue). Ce genre de communications destinées à ceux restés au pays existait aussi dans les années 2000, mais à une bien plus petite échelle qu'aujourd'hui. Si vous hésitez à joindre un mouvement, voir un ami – ou simplement quelqu'un qui vous ressemble et qui parle comme vous – partir avant vous et bien s'en tirer peut suffire à vous décider. Il s'agit du plus important mécanisme d'embrigadement de combattants étrangers en Occident.

En quatrième lieu, il y a la possibilité que des militants commencent à utiliser le Web plus systématiquement pour coordonner leurs opérations. Il s'agit d'une capacité très recherchée par tout groupe terroriste – le Saint Graal des avancées tactiques – parce qu'elle réduit le besoin de se rencontrer en personne et améliore la capacité de frapper à longue distance. Il faut toutefois avoir une grande confiance en la technologie et en ses interlocuteurs, c'est donc plutôt rare. Si la tendance à l'anarchie en ligne se poursuit, les plateformes numériques serviront de plus en plus à la coordination opérationnelle.

Conclusion

L'un des principaux catalyseurs de la montée rapide du djihadisme au cours des cinq dernières années a été l'ouverture d'une sphère numérique où les militants peuvent opérer à peu près impunément. Contrairement à la croyance populaire, la situation est nouvelle et évitable.

Si les gouvernements veulent enrayer la radicalisation, ils peuvent et doivent surveiller davantage le mouvement djihadiste sur l'internet. Il est urgent de mener une action à grande échelle, immédiate et multinationale, pour reprendre l'internet des mains des djihadistes. Une telle action exigera nécessairement une multitude de mesures, mais il serait possible de commencer par le plus facile, comme le démantèlement des blogues et des sites Web statiques. Il faut ensuite travailler avec les entreprises de médias sociaux pour assurer une meilleure surveillance de leurs plateformes. Les services de sécurité pourraient utiliser des méthodes qui ont fait leurs preuves, comme des opérations d'infiltration et d'information pour miner la confiance interpersonnelle entre les djihadistes en ligne. Certaines difficultés, comme le chiffrement, sont de nature technique et ne peuvent être résolues par ordonnance, mais de nombreuses autres sont une question de volonté politique et de financement.

Bien entendu, il s'agit d'un terrain politique épineux, car tout le monde tient à la protection de sa vie privée en ligne et personne ne veut d'une surveillance assidue. Il doit y avoir un débat ouvert et éclairé sur les prémisses de toute contre-attaque numérique de cette nature.

Au moins trois arguments raisonnables militent en faveur d'une surveillance accrue. Le premier tient au fait que la plupart des activités en ligne sont déjà illégales. Dans ce cas, il s'agit donc simplement d'appliquer des lois existantes. Le deuxième est qu'il y a une différence entre la liberté d'expression et la radiodiffusion. Peu de gens défendraient l'idée qu'avoir du temps d'antenne à la télévision pour exprimer ses opinions est un droit de la personne. Pourquoi en serait-il autrement sur Twitter? Le troisième, c'est qu'il n'est pas question d'un coup militaire dans le monde numérique, mais d'un retour à la situation de 2010. Ce qui est inédit, ce n'est pas la surveillance, mais plutôt son absence.

> *Il est urgent de mener une action à grande échelle, immédiate et multinationale, pour reprendre l'internet des mains des djihadistes.*

Un pareil débat bénéficierait grandement d'une plus grande ouverture de la part des services de sécurité. De nombreux citoyens s'opposent à la surveillance en ligne parce qu'ils ne connaissent pas l'ampleur ni la nature du problème. Les services de sécurité devraient fournir à la population des exemples concrets et précis des difficultés auxquelles ils se heurtent.

Les médias sociaux sont le plus récent d'une série de bonds technologiques qui, au cours des vingt dernières années, ont aidé temporairement des acteurs non étatiques subversifs à communiquer. Par le passé, les gouvernements réussissaient à rattraper les rebelles en ligne et à rétablir une certaine autorité. Il faut une fois de plus faire la même chose. Sinon, le djihadisme continuera de s'étendre.

Les combattants étrangers et le monde arabe

Chapitre 4 – Les combattants étrangers et le monde arabe

Même si ce sont principalement les combattants étrangers occidentaux allant se battre en Syrie qui ont retenu l'attention, le conflit a surtout inspiré les musulmans sunnites du monde arabe. Les chiffres exacts sont incertains, mais un groupe de travail du Congrès américain estime, prudemment, qu'en septembre 2015, il y avait 25 000 combattants étrangers en Syrie et en Irak. Jusqu'à 4 000 proviennent des États-Unis, de l'Australie, de l'Europe occidentale et du Canada; le reste vient de pays à majorité musulmane, surtout ceux du monde arabe. Peu de pays y échappent : l'Arabie saoudite, un foyer de djihadistes de longue date est de nouveau un bon fournisseur de combattants, tout comme son pays voisin, la Jordanie, mais c'est aussi le cas de pays plus éloignés de la Syrie et de l'Irak, comme la Tunisie, la Libye et le Maroc. Plusieurs pays du monde arabe, notamment la Libye et le Liban, courent un risque considérable de propagation du terrorisme par les combattants qui rentrent au pays et plusieurs autres courent un risque un peu plus faible, surtout l'Algérie, l'Égypte, la Tunisie et le Yémen.

Dans tous les djihads, les volontaires recueillent des idées et apprennent des tactiques et des techniques qu'ils peuvent ensuite utiliser dans le conflit suivant. La Syrie et l'Irak ne font pas exception. En Afghanistan et en Irak, après 2003, des volontaires étrangers ont été aguerris par des combats et, en Irak, ils ont appris à construire des bombes artisanales, ils ont mis au point des tactiques d'assassinat et ils ont pris de l'expérience dans l'utilisation massive des attentats-suicides à la bombe. En outre, l'organisation en cellules s'est répandue. Les combattants font aussi du réseautage, grâce auquel ils se créent des contacts à l'extérieur de leur région et de leur pays et préparent le terrain à une éventuelle coopération. Les transferts de tactiques et de technologies se produisent plus rapidement grâce aux combattants étrangers.

Ceux qui retournent dans leur pays jouent souvent un rôle important de recruteurs. Une étude a conclu que les combattants étrangers sont souvent des figures de pont – des « vedettes rock » du djihad – qui radicalisent les nouvelles recrues afin qu'elles se

joignent au combat. D'un point de vue plus pratique, les combattants étrangers de retour au pays sont souvent des intermédiaires importants pour les aspirants combattants en quête de personnes pouvant les aider à planifier leur voyage.

Le changement le plus important, mais le plus difficile à quantifier touche probablement à l'état d'esprit. De nombreuses raisons poussent les volontaires à se rendre dans une zone de conflit, allant du goût de l'aventure à la volonté de protéger leurs frères musulmans. Pendant qu'ils y sont, toutefois, ils glanent de nouvelles idées, établissant souvent des liens de cause à effet ou élargissant leur brochette d'ennemis. Sans surprise, les combattants voient les problèmes de leur pays sous un nouvel angle à leur retour. Il arrive que des organisations de djihadistes étrangers implantent des groupes locaux. Des groupes comme le Groupe islamique armé, le Groupe islamique combattant marocain ainsi que d'autres groupes ont été créés après le retour au pays de combattants djihadistes. Souvent, ces groupes adoptent une idéologie takfiriste, un courant hautement intolérant du djihadisme où quiconque ne se conforme pas aux croyances et aux pratiques islamiques jugées « correctes » – y compris les djihadistes salafistes – est un apostat. Dans les conflits auxquels participent des vétérans étrangers, les ennemis passent souvent d'une échelle locale à une échelle régionale.

> *(...) les combattants voient les problèmes de leur pays sous un nouvel angle à leur retour.*

De nombreux combattants étrangers ne semblent toutefois présenter aucun danger à leur pays d'origine en raison des circonstances atténuantes suivantes, entre autres.

- De nombreux combattants étrangers meurent en zone de conflit. Les chiffres sont rarement exacts, mais les données disponibles semblent indiquer que, pour un large groupe, le bilan est généralement meurtrier. En Afghanistan, avant les attentats de septembre 2001, le taux était faible, donnant une fausse idée de la mortalité si l'on se fie à cette expérience.

- Bon nombre de ceux qui se sont portés volontaires et qui sont morts par la suite faisaient partie des aspirants djihadistes les plus zélés et les plus aventureux de leur

pays. En partant à l'étranger, ils ont drainé de l'énergie et des recrues d'organisations de leur pays à court terme.

- De nombreux combattants deviennent des djihadistes professionnels et ne retournent pas chez eux, surtout si leur pays est un foyer de violence. Parfois, cette évolution se fait plus par obligation que par conviction. Certains combattants de Tunisie, par exemple, ne peuvent rentrer chez eux, car ils savent qu'ils se feront arrêter. Les groupes peuvent aussi saisir les passeports des volontaires, ce qui rend difficile le retour au pays, ou le volontaire peut choisir de le brûler lui-même.

- Au nombre des autres circonstances atténuantes peut figurer l'orientation locale ou régionale de nombreux groupes djihadistes. L'une des raisons qui ont fait de l'Afghanistan et du Pakistan de véritables cauchemars en matière de terrorisme international, c'est que le groupe fondé là-bas, qui y avait ses opérations et qui y organisait des camps – al-Qaïda – a adopté un programme de terrorisme international. Pourtant, l'intérêt d'al-Qaïda pour les États-Unis et l'Occident en général est inhabituel. De nombreux groupes de djihadistes en Syrie ne font pas du programme international d'al-Qaïda une priorité, bien que les récents événements semblent indiquer que l'EIIL a ajouté l'Occident à la liste de ses cibles. L'avion russe abattu dans le Sinaï (octobre 2015) et les multiples attaques à Paris (novembre 2015) confirment cette nouvelle tendance.

L'adresse déployée par les services de sécurité locaux peut avoir une incidence décisive. Des services de sécurité compétents peuvent arrêter les combattants étrangers à leur retour, les surveiller ou encore nuire à leur capacité de mener des attentats, d'implanter de nouveaux groupes, de servir de figure de pont pour recruter de nouveaux combattants localement, de transférer des idées ou des tactiques ou d'établir des liens avec des réseaux internationaux. L'augmentation du nombre de combattants étrangers en Syrie en 2013 et l'ampleur du danger que représente l'EIIL ont incité les gouvernements arabes à reconnaître le risque et à outiller leurs services de sécurité.

Certains combattants qui rentrent dans leur pays sont plus à risque de prendre les armes dans des régions où il y a des militants actifs

et où l'État et ses services de sécurité sont chancelants. Un tel choix est encore plus probable si ces combattants ne sont pas intégrés dans la société, s'il y a un schisme important et si des groupes importants comme l'EIIL considèrent le pays ou son territoire comme une priorité relative.

Les problèmes humanitaires risquent de devenir plus aigus. Les combattants qui rentrent dans leur pays auront appris des tactiques brutales et certains d'entre eux percevront les civils comme des cibles légitimes, surtout les minorités religieuses, mais aussi les personnes qui travaillent ou collaborent avec le régime auquel les combattants s'opposent. Ils peuvent aussi enseigner des méthodes comme la décapitation, qui suscite une publicité considérable et qui est en vogue en raison de la popularité de l'EIIL. Ils risquent aussi de s'en prendre aux ONG humanitaires.

L'orientation de rebelles locaux peut changer de bien des façons. Le sectarisme demeure le mobile qui attire le plus les combattants étrangers dans le conflit en Syrie et en Irak; il y a une montée de l'imminence de l'apocalypse. Lorsque les combattants retournent dans leur pays, ils apportent cette vision du monde avec eux; c'est déjà le cas en Arabie saoudite et au Yémen. Il se peut que nous ayons affaire à un nouveau phénomène. Par le passé, les luttes sectaires et autres conflits entre musulmans étaient moins attirants que le djihad défensif, comme celui en Afghanistan contre les Soviétiques, et en Irak, contre les États-Unis, qui consistaient à expulser un envahisseur et qui jouissaient d'un vaste soutien parmi les dirigeants religieux. Le sectarisme est maintenant dominant. À vrai dire, il se mêle maintenant d'un sentiment xénophobe : les chiites sont perçus comme des apostats et sont par conséquent jugés illégitimes, tout comme les régimes ayant un soutien étranger. Les liens de l'Iran et du Hezbollah avec les communautés chiites leur donnent aussi une dimension étrangère.

Le retour de combattants bien entraînés et hautement motivés transforme souvent les dynamiques militaires d'un conflit local, le plus souvent avec des résultats mitigés à long terme. À leur retour, les djihadistes sont souvent des combattants plus habiles, ou, à tout le moins, plus braves et prêts à prendre davantage de risques que lorsqu'ils sont partis. Les combattants étrangers, même s'ils ont commis peu d'atrocités, sont précédés d'une réputation, amplifiée par les médias sociaux, qui les rendent intéressants pour les rebelles qui tentent de fortifier leurs positions ou d'élargir leur

territoire. Les combattants étrangers qui rentrent dans leur pays ne cultivent pas nécessairement l'esprit d'équipe. Ils peuvent bousculer la hiérarchie de groupes locaux. Au fil du temps, ces combattants peuvent détourner l'attention des groupes existants sur le régime local et leur créer de nouveaux ennemis. Ils ont une forte propension à trop se disperser. Comme ils ont tendance à avoir une vision plutôt régionale, ils éparpillent souvent leurs attaques en frappant plusieurs pays, ce qui leur vaut de nouveaux ennemis et ne rallie pas les populations locales. À bien des égards, les combattants étrangers aident le gouvernement qui s'oppose à eux à vaincre des rebelles. Les liens des combattants de retour dans leur pays avec l'étranger, le terrorisme international et les actes de brutalité renforcent le soutien envers les gouvernements – même ceux qui sont tyranniques – et favorisent la propagande du régime.

> *À leur retour, les djihadistes sont souvent des combattants plus habiles, ou, à tout le moins, plus braves et prêts à prendre davantage de risques que lorsqu'ils sont partis.*

Les combattants étrangers de retour dans leur pays risquent de changer de plusieurs façons la nature et la fréquence des actes terroristes. Généralement, ils préfèrent les insurrections au terrorisme. Une majorité de combattants étrangers sont des insurgés et, au sein des populations arabes, la guérilla jouit d'une plus grande légitimité que le terrorisme. D'ailleurs, des combattants étrangers rivalisent souvent avec des groupes terroristes, habituellement avec succès, les privant de ressources. Pourtant, certains combattants étrangers ont reçu une formation se rapportant au terrorisme pendant qu'ils étaient à l'étranger, et ils apporteront ce savoir dans leur pays. Ainsi, leur participation à une guerre révolutionnaire aura sans doute pour conséquence d'entraîner une montée du terrorisme. Règle générale, il ne s'agira pas de terrorisme international, mais plutôt d'attentats contre des cibles du régime et de frappes dans des zones civiles pour discréditer le gouvernement. Le terrorisme visant des cibles occidentales *dans la région* risque aussi de s'intensifier. Ceux qui combattent avec l'EIIL s'imprègnent de son hostilité envers l'Occident, à la fois en tant qu'ennemi militaire, mais aussi en tant que présence qui, idéologiquement, s'oppose au « véritable » islamisme. Il est probable que l'enlèvement d'Occidentaux contre

rançon s'explique largement par des motifs financiers, mais aussi par la publicité qui entoure ce genre de geste.

Le problème de la propagation du terrorisme a des répercussions stratégiques importantes et représente une menace éventuelle grave pour la stabilité régionale. Les gouvernements légitimes peuvent réduire le risque de propagation du terrorisme tant en entravant les déplacements des volontaires et en limitant leur capacité de s'organiser qu'en contrant plus efficacement le discours utilisé en soulignant la nature destructrice de la violence au sein de la communauté musulmane sunnite et en mettant sur pied des programmes efficaces de déradicalisation. Il est aussi utile de pouvoir miser sur la coopération à l'échelle régionale et internationale pour surveiller et entraver les déplacements. Ces gouvernements sont aussi susceptibles de tirer profit de la présence de djihadistes pour obtenir un soutien accru de la part des États-Unis, retarder les réformes démocratiques et réprimer l'opposition non djihadiste.

> *Le terrorisme visant des cibles occidentales dans la région risque aussi de s'intensifier.*

Les ramifications dans le secteur du renseignement sont considérables. Il est essentiel d'améliorer le partage du renseignement afin d'être en mesure d'intervenir rapidement, et les pays occidentaux peuvent jouer un rôle important à cet égard. Les analystes devraient aussi déterminer d'autres endroits où les combattants étrangers pourraient migrer si on les empêche de retourner dans leur pays d'origine ou simplement parce que certains d'entre eux passeront d'un djihad à un autre. Dans le contexte du contre-terrorisme, des groupes présents en Syrie sont très vulnérables, et il est possible de les persuader d'exclure ou de soupçonner des volontaires étrangers.

Les combattants étrangers d'origine européenne

Chapitre 5 – Les combattants étrangers d'origine européenne

Jamais autant de combattants étrangers d'origine européenne se sont rendus en Syrie et en Irak pour se rallier à Daech[62] ou au Front al-Nusra. Quelque 5 000 ressortissants d'Europe de l'Ouest se seraient rendus dans la région depuis le début de la guerre civile en Syrie en 2011. Un nombre important de combattants étrangers sont originaires de la France (de 1 262 à 1 700), de l'Allemagne (de 600 à 760) et du Royaume-Uni (de 600 à 800), mais de petits États de l'Union européenne ont aussi vu bon nombre de leurs citoyens partir pour la Syrie. Il se trouverait dans la région de 440 à 470 Belges, de 220 à 250 Néerlandais, de 125 à 150 Danois et de 180 à 300 Suédois. Il se trouverait aussi en Syrie et en Irak de 150 à 300 ressortissants étrangers d'origine autrichienne, probablement parce que ce pays est contigu aux Balkans, un intermédiaire important[63].

De nombreux combattants étrangers qui retournent dans leur pays d'origine sont désabusés plutôt que résolus à perpétrer des attentats terroristes en sol européen. Par ailleurs, plusieurs attentats ont été commis à Bruxelles et à Paris par des individus qui avaient des liens opérationnels avec la Syrie et, depuis octobre 2013, une majorité de projets terroristes ont été exécutés par des sympathisants de Daech.

L'absence d'un profil socio-psychologique type du combattant étranger rend encore plus nébuleux ce tableau opérationnel hétérogène. Une panoplie de facteurs de motivation, d'attraction et de répulsion a pour effet de créer des profils particuliers qui expliquent pourquoi des personnes seules décident de quitter leur pays d'origine. Les médias sociaux servent de moyens de communication directs entre pairs à des fins de propagande et de recrutement. De nombreux combattants étrangers ont des antécédents criminels et des revenus modestes (sauf au Royaume-Uni). Certains sont issus de familles dysfonctionnelles et souffrent de problèmes psychologiques complexes, tandis que bien d'autres ont des perspectives d'avenir limitées. Certains encore proviennent de gangs criminels. Toutefois, un certain nombre de combattants étrangers possèdent des connaissances du milieu criminel ou des compétences professionnelles avancées qui

peuvent être utilisées et mises à profit dans des zones de conflit. Par exemple, des recrues tchétchènes originaires de la Suède entretiennent de nombreux liens avec des milieux de trafiquants et de criminels partout en Europe qui sont enracinés profondément dans l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL). Au Danemark, plusieurs chefs de gangs territoriaux se sont joints au groupe, et certains membres de l'EIIL sont plus dangereux lorsqu'ils retournent dans leur pays d'origine.

Toutes ces caractéristiques individuelles sont prises en compte au moment de déterminer le rôle que peuvent jouer les combattants étrangers d'origine européenne au sein de Daech en Syrie et en Irak. La position dans le réseau et les compétences particulières de ces combattants déterminent grandement le rôle opérationnel qui leur est confié sur le terrain. Il existe toutes sortes de fonctions opérationnelles directes et indirectes, comme celles de prédicateur, de recruteur, de facilitateur, de financier et de recrue ordinaire, sans relations particulières. Les points de contact individuels et la capacité de contribuer à l'actif de l'organisation terroriste sont extrêmement importants pour celle-ci.

Les stratagèmes de financement font avancer la cause générale de l'EIIL et confèrent du prestige aux membres qui en sont responsables au sein du groupe. Ces stratagèmes comprennent des activités frauduleuses à grande échelle, comme le recours à des sociétés fictives pour échapper au fisc. Souvent, les recrues apportent de l'argent comptant ou virent de petites sommes à des responsables de transfert de fonds établis dans des villes situées le long de la frontière turco-syrienne.

Les compétences qui peuvent être mises à profit contribuent énormément à l'atteinte d'un statut élevé au sein de Daech. C'est le cas des recrues qui possèdent des compétences extrêmement spécialisées et en forte demande, comme les ingénieurs, les informaticiens et les spécialistes des médias, qui se chargent de la production de vidéos. La mise en scène et l'expertise technique observées dans les vidéos d'exécution indiquent que des ressortissants de l'UE participent probablement au travail de préproduction et de postproduction. D'autres professionnels sont aussi fortement recherchés, comme des médecins et des membres du personnel infirmier qui peuvent occuper des postes administratifs d'une importance cruciale. Les recruteurs de l'EIIL recherchent avant tout ces professionnels après, bien sûr, les

individus qui sont prêts à mener des opérations suicide et d'autres missions militaires. Souvent, des ressortissants de l'UE qui parlent la même langue forment au sein de Daech des contingents spécifiques, qui sont appelés à mener des opérations en groupe.

Même si ce ne sont pas les avantages financiers qui poussent la plupart des combattants étrangers d'origine européenne à se joindre à Daech, ceux-ci touchent une rémunération presque deux fois supérieure à celle des combattants réguliers de ce groupe. Certains peuvent y voir un traitement de faveur et, par conséquent, éprouver du ressentiment. Les combattants qui ne possèdent pas de relations ni de compétences particulières servent habituellement de chair à canon ou font de la propagande ou du recrutement en Europe. De nombreux Européens sont envoyés dans des missions suicide ou des opérations militaires à haut risque. Ils participent également à des missions spécialisées, comme la garde d'otages occidentaux. À cet égard, il existe une distinction importante entre les membres des deux sexes.

Les jeunes femmes occidentales épousent des combattants étrangers parce que les facteurs liés aux clans et à l'honneur les empêchent de se marier avec des hommes du pays. Ces femmes sont souvent vulnérables et victimes de mauvais traitements et elles doivent se contenter d'élever la prochaine génération de citoyens de l'EIIL. Les femmes plus âgées agissent comme mentors et mettent l'accent sur le recrutement de femmes en Europe. Selon leurs aptitudes et leurs compétences linguistiques, les femmes d'origine européenne font souvent du travail de bureau, y compris la gestion des médias sociaux. Les médias sociaux utilisés prennent de plus en plus la forme d'applications poste-à-poste chiffrées, dont SureSpot, Telegram, Kik et d'autres plateformes. Daech exploite surtout la capacité d'innovation et de créativité des combattants étrangers d'origine européenne pour faire en sorte que la propagande du groupe soit des plus efficaces en Occident. Ils ont également recours à des innovations technologiques sur le champ de bataille, comme les drones quadricoptères, qui servent de plus en plus souvent de systèmes de commandement et de contrôle.

Relativement peu d'Européens réussissent à assumer des postes militaires de haut niveau au sein de Daech, sauf quelques exceptions dans des « régions » précises du califat. Ce sont plutôt des membres d'origine jordanienne, tunisienne et tchétchène qui

obtiennent les grades élevés, surtout en raison de leur expérience dans le domaine militaire.

Des Européens d'âge mineur et des enfants sont exploités dans des vidéos d'exécution à des fins de propagande. D'autres Européens se voient attribuer des fonctions spécialisées, comme la direction de la police de la moralité qui patrouille dans les territoires sous l'emprise de Daech afin de faire appliquer les comportements religieux. On sait également que certains combattants étrangers d'origine européenne sont impliqués dans des activités de pillage ou des stratagèmes financiers d'envergure, qui exigent des connaissances approfondies des sources de revenu en Occident.

Certains combattants étrangers d'origine européenne participent à la logistique des déplacements et des rapports entre l'EIIL et ses voisins. Ils s'occupent notamment de trouver des repaires le long de la frontière et d'assurer le passage en Syrie de personnes en provenance de la Turquie. De nombreuses personnes dévient de l'itinéraire prévu afin d'éviter les trajets directs. Ils se rendent en Turquie, puis en Syrie en passant par les Balkans et la Grèce. Des données solides révèlent également que certains combattants étrangers d'origine européenne font du travail humanitaire, assumant du coup le double rôle de soignant et de combattant. De nombreux organismes humanitaires distribuent de l'aide dans des secteurs contrôlés par l'EIIL et doivent négocier avec ce groupe pour pouvoir y avoir accès. On ne connaît pas exactement la portée de leur implication ni l'importance de l'aide qui se rend bel et bien à Daech.

Il est peu probable que des recrues européennes gravissent les échelons supérieurs du processus décisionnel au sein de Daech. Toutefois, elles assument de nombreuses fonctions individuelles importantes pour l'organisation, surtout en créant des mécanismes de bouclage pour les sympathisants et l'infrastructure en Occident. Par conséquent, les déplacements sont constants entre l'Europe et l'EIIL. On dit que peu de membres de Daech ont quitté le groupe ou se sont rebellés contre celui-ci. Presque aucun d'entre eux n'est autorisé à quitter l'organisation de son propre chef, ce qui signifie que les conditions sont difficiles à l'intérieur de Daech en Syrie et en Irak. Les étrangers membres de Daech ont beaucoup de prestige au sein de l'organisation terroriste et jouent un rôle de premier plan dans la mobilisation de personnes de l'extérieur grâce à la propagande. Les recrues européennes les plus endurcies et les plus

résolues sur le plan idéologique sont toujours prêtes à combattre et à mourir pour Daech dans la région. Bon nombre d'entre elles ne retourneront jamais dans leur pays d'origine. Le véritable défi se posera lorsque de nombreux combattants étrangers d'origine européenne commenceront à rentrer dans leur pays d'origine, déterminés à assouvir leur vengeance, et le défi à relever sera énorme du fait du large éventail d'expériences et de compétences que possèdent ces individus.

Les combattants étrangers du Caucase du Nord en Syrie et en Irak : motivations et rôle

Chapitre 6 – Les combattants étrangers du Caucase du Nord en Syrie et en Irak : motivations et rôle

Le présent chapitre porte sur l'évolution du rôle et des motivations des combattants nord-caucasiens qui participent à la guerre civile en Syrie et qui sont présents en Irak. Afin d'étudier clairement ces éléments, nous devons d'abord évaluer la taille du contingent nord-caucasien dans ces deux pays. Le nombre approximatif de combattants d'origine russe, et plus précisément du Caucase du Nord, varie selon les diverses sources. Le gouvernement russe et le Service fédéral de sécurité (FSB) de la Russie estiment qu'il y a plus de 1 000 Russes au sein des diverses factions d'insurgés (1 700 en février 2015; 2 700 en octobre 2015). D'autres analystes pensent qu'il pourrait facilement y avoir plus de 3 000 combattants dans la région. Néanmoins, le nombre de combattants russophones est relativement faible comparativement au nombre de combattants originaires de l'Arabie saoudite, de la Tunisie, du Maroc et d'autres pays arabes. Très peu de Nord-Caucasiens occupent des postes de direction au sein du Front al-Nusra ou de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL). Par ailleurs, ils jouent un rôle beaucoup plus actif dans la guerre civile en Syrie que les combattants étrangers d'origine européenne ou d'autres pays occidentaux. Les combattants russophones ont créé de puissants groupes d'insurgés en Syrie. Dotés d'une vaste expérience militaire, ils demeurent des acteurs indépendants depuis le début de la guerre civile. Au fil du temps, on peut identifier deux vagues de combattants russophones, chacune étant motivée par des facteurs et des objectifs différents, en fonction de l'activisme transnational de ses membres.

La première vague (2011–2013)

La première vague de combattants se composait principalement de Tchétchènes ordinaires qui résidaient en Europe occidentale, ainsi que de commandants insurgés de niveau moyen originaires du Caucase du Nord et associés à l'Émirat du Caucase[64], lequel était basé dans les gorges du Pankissi, en Géorgie. La majorité des membres de ce groupe ont grandi en exil à la suite des première et seconde guerres de Tchétchénie (1994–1996; 1999–2009). À l'origine, bon nombre d'entre eux espéraient se joindre à la lutte

contre l'État russe dans le Caucase du Nord; cependant, il leur était souvent plus facile et moins risqué de se rendre en Syrie que dans le Caucase du Nord. Qui plus est, l'Émirat du Caucase et ses diverses factions dans le Caucase du Nord étaient incapables d'intégrer des combattants étrangers, principalement en raison de leurs capacités logistiques limitées et de leur incapacité de filtrer les nouvelles recrues. Au début de l'organisation, bon nombre des membres souhaitaient se rendre en Syrie avant tout pour venir en aide à une communauté musulmane attaquée et pour acquérir de l'expérience qui leur serait ultérieurement utile dans le Caucase du Nord. La majorité de ces combattants n'étaient pas réputés comme étant des djihadistes mus par une idéologie particulière, et ce, même si, en général, ils appuyaient l'Émirat du Caucase et sa lutte contre l'État russe. Parallèlement, peu de citoyens ordinaires de Tchétchénie et des autres républiques du Caucase du Nord se sont rendus en Syrie parce que le gouvernement russe avait imposé un système visant à contrôler les parents des combattants étrangers.

Pour les insurgés associés à l'Émirat du Caucase qui se sont rendus en Syrie en 2012, le djihad syrien représentait une stratégie de survie plutôt qu'un choix délibéré. À la suite d'incidents violents survenus à la frontière entre la Russie et la Géorgie au cours de l'été de 2012, les insurgés de l'Émirat du Caucase basés dans les gorges du Pankissi ont peut-être dû fuir à l'étranger pour éviter d'être persécutés et capturés par les forces russes et géorgiennes. La Syrie était perçue comme un refuge facilement accessible, où les militants pourraient se regrouper et se remettre des opérations antiterroristes russes. En outre, ils pensaient que, en Syrie, ils auraient accès à une formation militaire et qu'ils pourraient tisser des liens avec des organisations djihadistes dans l'ensemble du Moyen-Orient. Dans ce contexte, d'importants dirigeants de l'Émirat du Caucase basés en Turquie, comme Isa Oumarov, ont joué un rôle clé dans la création de la structure organisationnelle appuyant les combattants russophones en Syrie. Agissant à titre d'intermédiaires, ils ont fourni une aide financière et logistique qui a permis aux combattants de se rendre en Syrie. Dès 2012, les combattants nord-caucasiens ont commencé à participer à des opérations militaires dans les environs d'Alep, puis ils ont créé deux groupes de combat importants, soit Jound al-Cham et Jaish al-Mouhajirine wal Ansar (JMA). Ces deux unités nord-caucasiennes ont acquis une réputation de férocité à la suite de leurs succès militaires considérables lors de la bataille d'Alep, de la bataille pour le contrôle de la base aérienne de Menagh, en

août 2013, et de l'offensive contre Lattaquié en 2014. Jusqu'à la fin de l'année 2013, JMA, sous la direction de Salahuddin al-Chichani et d'Abou Omar al-Chichani, a constitué l'une des principales cellules de volontaires caucasiens. Il était considéré comme l'unité satellite de l'Émirat du Caucase en Syrie et était étroitement lié au Front al-Nusra. Parallèlement, la fragmentation des factions et la rivalité entre individus en Syrie ont eu pour effet d'exacerber les tensions.

Lors de la bataille idéologique et théologique à laquelle se sont livrés le Front al-Nusra et l'EIIL, les groupes nord-caucasiens ont subi un schisme important. À la fin de l'année 2013, Omar al-Chichani et une poignée d'autres combattants nord-caucasiens ont prêté allégeance à l'EIIL et quitté les rangs de JMA. La plupart des combattants nord-caucasiens sont restés associés à JMA et ont donc refusé de se joindre à l'EIIL, car ils estimaient que les membres de ce groupe étaient trop brutaux et étrangers à leurs propres objectifs. JMA est resté l'unité officielle de l'Émirat du Caucase en Syrie, sous la direction de Salahuddin al-Chichani, et a promis d'être neutre dans le conflit idéologique opposant le Front al-Nusra à l'EIIL. C'est ainsi que sont apparus deux nouveaux contingents parmi les combattants nord-caucasiens dans la région. Le premier se composait de fidèles sympathisants de l'Émirat du Caucase, motivés par une perception ethno-religieuse du djihad et qui restaient associés à Salahuddin, à JMA et à d'autres factions, comme Jound al-Cham. Ces combattants poursuivent la lutte contre le régime syrien et développent des alliances discrètes avec des groupes locaux afin d'assurer leur survie. Par ailleurs, les takfiristes et les factions les plus extrémistes des combattants caucasiens se sont joints à l'EIIL et ont étendu leurs opérations de combat au nord de la Syrie et de l'Irak. Ils ont participé aux victoires militaires spectaculaires et en croissance rapide survenues au cours de l'été de 2014. Dans ce contexte, Omar al-Chichani et sa garde rapprochée, dont Abou Jihad, ont rapidement gravi les échelons au sein de l'EIIL. Al-Chichani est devenu un commandant militaire supérieur au sein de l'EIIL et membre du Conseil de la choura — ce qu'il est toujours — et il a joué un rôle clé dans l'intégration de la deuxième vague de combattants étrangers originaires du Caucase du Nord[65].

La deuxième vague de combattants étrangers (2013–)

Amorcée en 2014, la deuxième vague de combattants nord-caucasiens et russophones à s'être rendus en Syrie s'est accélérée à la suite des succès militaires de l'EIIL en Irak. À l'aide d'un réseau complexe établi en Europe occidentale, en Géorgie, à Moscou et dans le Caucase du Nord, les opérations de recrutement ont ciblé un segment important de la population musulmane, auprès duquel on a fait valoir le rôle et l'importance du nouveau califat. La deuxième vague se composait essentiellement de jeunes salafistes idéalistes originaires du Daguestan, de Tchétchénie et de la diaspora d'Asie centrale établie à Moscou. Ces gens estiment que l'EIIL et le califat peuvent leur permettre de joindre l'oumma et de vivre selon la loi islamique, à l'abri de toute ingérence gouvernementale. Contrairement à la première vague de militants, les jeunes de la deuxième vague sont animés par l'idéologie, et ce, bien que certains ne fassent pas partie de groupes salafistes depuis longtemps ou qu'ils soient des convertis de fraîche date. Selon une enquête journalistique menée en Russie, le FSB a facilité le départ de nombreux jeunes salafistes en leur fournissant des passeports et des documents de voyage. À l'instar de nombreux pays arabes dans les années 1980, Moscou a fait face au problème des extrémistes religieux en les envoyant à l'étranger. Heureusement pour Moscou, la majorité de ces combattants étrangers n'ont pas l'intention de retourner dans le Caucase du Nord et perçoivent leur adhésion à l'EIIL comme le début d'une vie nouvelle. En outre, ces volontaires non formés ont subi des pertes importantes à Kobané, en 2014, et à Baïji, en 2015. Une majorité d'entre eux étaient considérés comme de la chair à canon et n'ont jamais été promis à d'éminentes carrières en tant qu'insurgés.

> *À l'instar de nombreux pays arabes dans les années 1980, Moscou a fait face au problème des extrémistes religieux en les envoyant à l'étranger.*

Comme les membres de la deuxième vague se sont joints surtout à l'EIIL, d'autres groupes nord-caucasiens ont dû recruter des combattants locaux et d'autres combattants étrangers originaires de pays arabes. En 2015, lorsque la composition de JMA a basculé, passant d'une majorité originaire du Caucase du Nord à une autre réunissant des combattants arabes, ces derniers ont décidé de prendre le contrôle du groupe afin de rediriger ses ressources vers

la lutte contre l'EIIL. Éjecté de son poste de chef de JMA, Salahuddin a été remplacé par une série de dirigeants. En septembre 2015, JMA a finalement prêté allégeance au Front al-Nusra, abandonnant du coup la neutralité adoptée par Salahuddin après le départ d'Omar al-Chichani. Ce changement à la tête du groupe et à sa stratégie générale a entraîné des vagues de désertions parmi les combattants nord-caucasiens. Salahuddin et ses fidèles ont établi une organisation plus modeste et plus cohérente que JMA, cherchant à demeurer un *jamaat* russophone combattant au nom de l'Émirat du Caucase. Même s'ils mènent le djihad, de nombreux combattants nord-caucasiens en Syrie sont toujours motivés principalement par des affinités ethniques plutôt par leur dévouement envers la religion en tant que telle. Dans un avenir rapproché, l'Émirat du Caucase en Syrie pourrait être en mesure d'attirer des militants russophones qui préfèrent combattre dans les rangs de groupes militants non arabes et qui refusent de prêter allégeance à l'EIIL.

L'intervention militaire russe en Syrie

Les combattants étrangers russophones ont aussi joué un rôle en forçant la Russie à intervenir militairement en Syrie. Comparativement aux pays occidentaux, la Russie pourrait faire face à une menace plus immédiate, puisque des combattants russophones de la première vague ont établi depuis longtemps des rapports avec des groupes d'insurgés actifs en Russie. Selon des reportages locaux, certains Nord-Caucasiens actifs en Syrie sont retournés dans leur région d'origine et ont été tués par les Forces spéciales russes dans le Caucase du Nord. Les autorités russes ont déjoué récemment un complot visant le réseau de transport en commun de Moscou qui avait été ourdi par des individus originaires d'Asie centrale et du Caucase du Nord ayant des liens avec l'EIIL. Il peut être avancé que la Russie a appuyé indirectement la consolidation de ces groupes djihadistes en Syrie en permettant à des islamistes de se rendre dans la région. Les combattants de la deuxième vague n'ont pas exprimé clairement le désir de retourner un jour en Russie, mais ceux de la première vague n'ont jamais caché leur volonté de rentrer dans leur pays d'origine et de poursuivre le combat dans le Caucase du Nord.

Par conséquent, la décision du gouvernement russe d'intervenir en Syrie vise en partie à contrer la menace croissante que représentent les militants russophones originaires du Caucase du

Nord et présents en Syrie. Ces derniers représentent une menace à la fois pour l'État russe et le régime syrien. Les bombardements russes sont concentrés principalement dans les régions de Lattaquié, d'Idleb et d'Alep, où des combattants nord-caucasiens et russophones sont régulièrement actifs, plutôt que dans la région contrôlée par l'EIIL. L'intervention peut être perçue — du moins, en partie — comme une mesure de prévention par le gouvernement russe contre ses propres citoyens qui combattent en Syrie. Parallèlement, l'intervention russe pourrait devenir une arme à double tranchant pour la Russie et Bachar el-Assad. Cette intervention a incité l'EIIL et le Front al-Nusra à en appeler au djihad contre l'État russe. Cette situation pourrait renforcer le rôle joué par les militants nord-caucasiens en Syrie et resserrer les liens organisationnels qui existent entre des groupes syriens et des formations locales composées d'insurgés dans le Caucase du Nord. La deuxième vague de combattants pourrait fort bien décider que la Russie constitue la prochaine cible importante en Syrie et ailleurs dans le monde.

Les facteurs à long terme de la sécurité et de la stabilité, ainsi que de l'insécurité et de l'instabilité au Moyen-Orient

Chapitre 7 – Les facteurs à long terme de la sécurité et de la stabilité, ainsi que de l'insécurité et de l'instabilité au Moyen-Orient

Les décideurs des États occidentaux se sont souvent demandés avec raison *pourquoi* le Moyen-Orient a été une région caractérisée par une insécurité et une instabilité apparemment endémiques tout au long du XX^{e} siècle. Depuis les effets des activités de renforcement des États menées par l'Occident dans la région et les réponses nationalistes qui ont mené à l'apparition de plusieurs régimes militaires à l'éruption de tensions entre nationalisme et islamisme, en passant par l'abcès que constitue la question palestinienne, le Moyen-Orient est perçu, on le conçoit aisément, comme une région en perpétuel bouleversement. Pourtant, au cours de ce siècle, alors que les facteurs d'insécurité et d'instabilité se sont multipliés et ont souvent paru insolubles, l'Occident a aussi observé des facteurs de sécurité et de stabilité qui ont fait contrepoids aux premiers ou qui, à tout le moins, ont permis d'en atténuer les effets. Ces forces stabilisatrices ont été incarnées par des amis de l'Occident — des dirigeants politiques de pays ou de regroupements sur lesquels on pouvait compter pour promouvoir et maintenir une situation de stabilité, telle que perçue de l'extérieur et dans le contexte de leurs propres intérêts. Les droits, le bien-être, les espoirs et les aspirations des populations des pays du Moyen-Orient ont été sans contredit reconnus, mais seulement à condition que les régimes partenaires du moment ne soient pas menacés par les progrès éventuels de leurs sujets. C'est cette relation de convenance qui commence maintenant à s'étioler.

Le méta-facteur de la sécurité et de l'insécurité : le système d'État

De nos jours, les facteurs à long terme de sécurité et de stabilité, ainsi que d'insécurité et d'instabilité, ont changé sur le plan de l'ampleur, voire de la polarité. Pensons tout particulièrement aux lacunes du système d'État qui a fait suite à la Première Guerre mondiale. De nombreux analystes y voient une faiblesse structurelle de la région. Toutefois, on peut rétorquer raisonnablement que le système d'État, bien qu'artificiel, a également perçu l'apparition de nouvelles réalités sous forme de dynamiques projets nationalistes et que, du point de vue de l'Occident, la collaboration avec des États solides, de même

qu'avec leurs dirigeants tout aussi solides et habituellement autoritaires, constituait une source de stabilité future. La situation actuelle est très différente. Les réalités du Moyen-Orient sont en pleine mutation, laquelle est largement influencée par nos connaissances et des facteurs que nous estimons déterminants. Il semble bel et bien que le système d'État lui-même — ou, plus précisément, son potentiel de reformation — est en voie de se transformer en facteur d'instabilité plutôt que l'inverse. Le défi que représente l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), alors qu'il passe au rouleau compresseur les balises-frontières qui existent depuis un siècle entre l'Irak et la Syrie, la montée des Kurdes, qui sont en voie de consolider leur mainmise en Irak tout en établissant des cantons dans le nord de la Syrie, ainsi que la désintégration de l'espace politique libyen en de nombreuses régions dominées par des factions différentes ou même en espaces qui s'apparentent aux provinces ottomanes d'autrefois, sont tous des facteurs qui montrent comment la notion même d'État dans le monde majoritairement arabe est peut-être en voie de déséquilibrer la région dans son ensemble.

La nature changeante du système d'État dans la région fait aussi ressortir une autre mutation : de la dynamique qui était principalement contrôlée par l'État à celle qui, aujourd'hui, échappe de plus en plus à ce contrôle. Les premières années du XXI^{e} siècle illustrent très bien cette nouvelle dynamique : des mouvements populaires qui exigent des réformes à l'échelle nationale dans l'ensemble de la région et de nouveaux pouvoirs non étatiques ou sub-étatiques qui sont de plus en plus en mesure de contester la souveraineté de l'État dans des territoires localisés, mais vastes. Des facteurs socioéconomiques et environnementaux à volets multiples font ressortir ces nouvelles réalités — de la croissance de la population, des changements démographiques, des tendances sur le plan de l'emploi, de l'urbanisation et de la sécurité alimentaire à la disponibilité des ressources, en passant par les changements climatiques. Ensemble, ces facteurs présentent un nouvel éventail complexe de scénarios possibles pour ceux qui s'intéressent à la région.

Toutefois, on constate également une réaction négative à l'égard de ces facteurs de la part des facteurs de sécurité et de stabilité caractéristiques du monde du XX^{e} siècle, c'est-à-dire les structures, les régimes, les organisations et les idéologies qui cherchent à se réaffirmer et à préserver le *statu quo ante* en réaction aux

nouvelles demandes présentées en ce moment. Il est donc particulièrement difficile de répondre à la question suivante : comment définir un facteur de stabilité ou un facteur d'instabilité? Toute réponse à cette question est fondée sur une perception normative du monde, qui découle du fait qu'on est soit un acteur dans la région, soit un acteur étranger qui y possède des intérêts. Comment les pays de l'Occident devraient-ils percevoir les demandes populaires de réforme et de démocratisation par rapport à l'implantation d'un gouvernement militaire en Égypte? Les monarchies du Golfe — qui sont elles-mêmes le produit d'une fourberie impériale et d'une protection externe subséquente — sont-elles des agents de stabilité, alors que ceux qui réclament des changements démocratiques dans certaines de ces monarchies constituent une source d'instabilité? Ou est-ce l'inverse? Les forces « contre-révolutionnaires » des États non démocratiques du Moyen-Orient constituent-elles maintenant des agents d'agitation, se posant en opposants réactionnaires aux forces populaires qui commencent à se mobiliser, qu'elles soient démocratiques ou religieuses? Ou devrait-on plutôt les considérer comme de précieux piliers de sécurité et de stabilité, susceptibles de faciliter une mutation plus sûre au moyen de changements politiques organiques? Ces questions sont loin d'être théoriques; elles touchent directement aux enjeux qui ont maintenant des conséquences pour les Occidentaux qui cherchent, eux, à protéger leurs sociétés contre les mutations en cours au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Se souvenir des anciens facteurs, car ils pourraient toujours être pertinents

Ce n'est qu'au cours des dernières années que des observateurs du Moyen-Orient ont souligné que les préoccupations d'ordre social, économique et environnemental figuraient aussi au nombre des facteurs importants qui exercent une influence sur la région. Avant — disons, en 1995 —, tout document sur les facteurs de stabilité et de sécurité aurait été axé directement sur les acteurs de l'État et leurs relations. S'agissant des forces d'instabilité et d'insécurité, tout au haut de la liste figurent les facteurs qui découlent de plusieurs situations clés : le conflit israélo-palestinien, la position de l'Irak dans le Golfe, l'engagement de l'Iran dans le Golfe et, dans une plus large mesure, au Moyen-Orient, ainsi que les problèmes liés à la Libye dirigée par Mouammar Kadhafi. Évidemment, ces situations ont évolué considérablement au fil du

temps. Les manœuvres d'intimidation de l'Irak ont atteint leur point culminant pendant l'invasion du Koweït en 1991, à la suite de quoi le pays est passé d'État belligérant à État paria, isolé du reste de la région par des sanctions internationales. La Libye a aussi connu des changements, mais en sens inverse, alors que Kadhafi a réussi à revenir en grâce au moment même où Saddam tombait en disgrâce. L'intensité du conflit israélo-palestinien a fluctué au cours des dernières décennies du XX^{e} siècle, mais il reste un élément crucial, agissant comme catalyseur dans bon nombre des troubles politiques de la région ou justifiant ceux-ci. L'Iran a eu l'honneur peu enviable de devenir un membre permanent du club des États qui sont des moteurs d'instabilité et d'insécurité. Les puissances occidentales perçoivent l'Iran comme un État qui appuie le terrorisme international. On peut se demander si l'Iran a véritablement eu la capacité d'exercer une influence sur les événements dans l'ensemble du Golfe, jusqu'au Levant et peut-être même au-delà. Toutefois, l'absence d'éléments de preuve sur la capacité et l'intention de cet État n'a pas empêché les puissances occidentales de tenir compte de l'ingérence pernicieuse de l'Iran dans leurs scénarios d'avenir touchant la sécurité et la stabilité du Moyen-Orient.

Le conflit israélo-palestinien est encore loin d'être résolu. L'Irak ne présente plus une menace stratégique pour le Golfe, et Kadhafi a été éliminé. Les autorités iraniennes et américaines ont commencé à façonner les bases (et seulement les bases) d'une nouvelle entente qui pourrait ou non réhabiliter l'Iran au sein de la communauté internationale. Par conséquent, il n'est peut-être pas déraisonnable d'affirmer que les « anciens facteurs » de sécurité et de stabilité n'existent plus et que les nouveaux facteurs permettent de mieux expliquer comment se déroule maintenant la vie politique, économique et sociale au Moyen-Orient. Toutefois, les anciennes façons d'envisager la région sont-elles entièrement désuètes ou sont-elles encore un peu valides, même si le monde actuel a changé radicalement? Pour répondre à cette question, il faut arriver à déterminer si le Moyen-Orient est véritablement entré dans une nouvelle étape de son évolution politique.

Des changements véritables sont en voie de se réaliser. Toutefois, l'histoire est souvent tumultueuse, et les sociétés humaines ainsi que leurs comportements ont tendance à être conditionnés par l'héritage des époques précédentes. Le Moyen-Orient ne fait pas exception à la règle. Ce n'est pas parce que la région est en plein

chaos, que les forces populaires ont plus d'influence et que les acteurs non étatiques commencent à émerger que la situation au Moyen-Orient n'évolue plus. Cela ne signifie pas non plus que les régimes non démocratiques sont maintenant destinés à connaître une courte vie. L'État est encore pertinent, tout comme l'engagement d'État à État, qu'il s'agisse d'une relation de coopération ou de rivalité.

Les nouveaux facteurs à long terme de sécurité et de stabilité, ainsi que d'insécurité et d'instabilité

Les facteurs à long terme les plus évidents en la matière au Moyen-Orient sont sans aucun doute la croissance de la population, ainsi que les changements et les pressions démographiques qui en découleront. Parmi les autres facteurs, mentionnons le chômage et le sous-emploi; la diversification de la production et de l'activité économiques; le problème de la diminution des revenus tirés du pétrole dans les États producteurs de pétrole; et les taux de consommation d'hydrocarbures en croissance rapide dans l'ensemble de la région, plus particulièrement dans le Golfe.

Les pressions liées à la croissance de la population

Les chiffres relatifs à la croissance de la population sont stupéfiants. Le monde arabe compte 357 millions d'habitants en 2015 et devrait atteindre les 468 millions d'habitants au cours des dix prochaines années[66]. Compte tenu du taux de fertilité supérieur à la moyenne dans la région, les profils démographiques des États du Moyen-Orient ont tendance à indiquer une prédominance du groupe des personnes ayant entre 15 et 30 ans. Il est toutefois essentiel d'apporter ici une nuance. Bon nombre des statistiques utilisées pour présenter cette explosion démographique des jeunes découlent dans une certaine mesure de conjectures et sont souvent fondées sur d'anciennes données. Par conséquent, il se peut que les personnes visées par cette explosion démographique — cernée dans les années 1990 — soient maintenant un peu plus âgées. On pourrait donc dire que le profil démographique des États du Moyen-Orient est rectiligne. Si c'est le cas, les pressions et les demandes de nature économique exercées sur ces États seront plus grandes que si elles relevaient simplement d'une seule explosion démographique chez les jeunes.

Des lacunes sur le plan économique

La croissance de la population est soutenable à condition que les moyens nécessaires soient en place, soit grâce aux emplois créés par une économie dynamique, soit grâce à un système de redistribution des pays exportateurs de pétrole situés dans le Golfe.

La situation de l'emploi au Moyen-Orient n'a jamais été très dynamique. Prenons le cas de l'Égypte. Malgré des taux de croissance respectables (environ 5 p. 100 avant le soulèvement de 2011), l'économie égyptienne n'est pas arrivée à créer suffisamment d'emplois pour sa main-d'œuvre en pleine expansion. La croissance économique et les produits en découlant ont plutôt profité aux salariés des échelons supérieurs. Les écarts risquent de s'aggraver maintenant que le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance économique de 3,8 p. 100 dans les pays du monde arabe[67]. À la fin du mois d'octobre 2015, les réserves de devises étrangères de l'Égypte avaient, semble-t-il, chuté à 16,4 milliards de dollars américains, ce qui serait suffisant pour importer des produits dans ce pays pendant quelques mois seulement[68].

La situation est encore pire dans des pays moins stables que l'Égypte. La Syrie, la Libye et le Yémen se heurtent aux problèmes découlant de décennies d'incurie économique et de corruption et subissent les contrecoups de la guerre, dont des infrastructures détruites et peu de débouchés économiques. Gaub et Laban font remarquer que, « pour ce qui est de l'indice du développement humain, la Syrie se retrouve aujourd'hui au même point où elle était il y a 37 ans. Même si le taux de croissance était de 5 p. 100 par année — ce qui est très optimiste —, il faudrait 30 ans avant que le produit intérieur brut (PIB) de la Syrie atteigne son niveau de 2010 »[69]. Cette situation malheureuse est constatée dans d'autres pays de la région. L'Égypte et la Libye continuent de frôler la faillite, tandis que l'économie du Yémen n'est plus du tout comparable à ce que l'on considère généralement comme une économie moderne.

Pourquoi est-ce important? L'écart entre les pays au PIB faible et ceux au PIB élevé est énorme. Il n'est pas difficile d'imaginer le mécontentement d'un résidant du Yémen, où le PIB par habitant est de 2 283 dollars américains, qui apprend que ses frères et

sœurs arabes du Qatar partagent sa souffrance, alors que ceux-ci touchent des revenus près de 50 fois plus élevés que les siens (PIB par habitant de 102 211 dollars américains). Pourtant, cette différence marquée ne constitue pas un facteur d'instabilité et d'insécurité dans la région, du moins pas pour le moment. Les sources d'inquiétudes sont plutôt les défaillances constatées à l'intérieur de ces pays. Les gens sont incapables de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, n'ont accès à aucun débouché et n'arrivent donc pas à réaliser des progrès. Ces lacunes et le manque d'estime de soi qui en découle poussent certaines personnes à envisager les possibilités que leur offrent des organisations comme l'EIIL. La croissance de la population et l'absence de débouchés économiques représentent sans aucun doute une combinaison mortelle et constituent un très important facteur d'instabilité et d'insécurité.

Le défi des producteurs de pétrole

Pendant la moitié du XX^{e} siècle, un groupe restreint de pays du Moyen-Orient ont profité du fait qu'elles possédaient certains des gisements pétroliers les plus importants du monde. On estime que le Moyen-Orient dispose encore d'environ 43 p. 100 des réserves de pétrole dans le monde. Ces richesses pétrolières ont servi de facteur de stabilité et de sécurité pendant de nombreuses décennies. Grâce aux revenus découlant de la vente de pétrole, l'Arabie saoudite et d'autres États du Golfe ont pu acheter le silence et la conformité politique de leur population respective. Ces États rentiers ont souvent été critiqués parce que, grâce aux revenus du pétrole, leurs dirigeants étaient indélogeables. Cette situation confortable est maintenant en plein chambardement. Plusieurs facteurs concourent à réduire la capacité de ces États de répondre aux exigences d'ordre politique avec de l'argent.

Le défi du sectarisme et de l'ethnicisme

Selon les médias, tant les sunnites que les chiites cherchent à asseoir leur domination sur le Moyen-Orient, et c'est cette rivalité sectaire qui apparaît probablement tout en haut de la liste des facteurs de sécurité et de stabilité dans cette région du globe. Alors que les Kurdes renforcent leur offensive contre l'EIIL et que le problème les mettant en cause s'intensifie en Turquie, la question de la contestation ethnique est de nouveau à l'avant-plan. Autrefois, des universitaires auraient considéré que ces facteurs

sectaires et ethniques étaient trompeurs et prétendu qu'il s'agissait de concepts simplistes pour tenter de comprendre la vie politique de la région. La mobilisation des populations en fonction de leur identité religieuse et ethnique était aussi considérée comme le travail d'étrangers orientalistes.

Le poids du sectarisme dans la politique et les sociétés régionales demeurera le point central de débats animés entre experts pendant encore bien des décennies. Toutefois, il semble que, en réalité, les politiques identitaires sont efficaces au Moyen-Orient.

En effet, non seulement sont-elles importantes mais, dans un certain nombre de pays, elles figurent aussi parmi les principaux facteurs de mobilisation sur le terrain. Compte tenu de leur importance à l'échelle locale, elles peuvent désormais être facilement exploitées par les puissances régionales pour poursuivre leurs intérêts nationaux. Il reste à voir si l'ancien système d'État sera remplacé par une nouvelle formule selon laquelle la création des États relève du discours dominant sur les plans sectaire et ethnique. Pour bon nombre d'observateurs, cela est tout à fait possible. Les facteurs sectaires et ethniques sont très présents, et le chaos qui sévit actuellement dans la région ne fait que renforcer ces facteurs en tant qu'agents de changement.

Conclusion

Aujourd'hui, la fonction d' « engagement » au Moyen-Orient est beaucoup plus difficile pour les États occidentaux qu'elle l'était il y a 20 ans. Autrefois, chacun savait clairement à qui il avait affaire et avait une idée générale de ce qui constituerait un *succès* au chapitre de la politique étrangère. Les défis abondaient dans la région, mais, à tout le moins, il existait une vision claire qui permettait d'établir des politiques compréhensibles dans le contexte des intérêts des puissances occidentales. Aujourd'hui, la situation est tout autre. Avant qu'elles ne s'engagent, les puissances occidentales ne savent pas trop ce qu'elles souhaitent accomplir ou si elles peuvent y parvenir. Le fait que certaines forces djihadistes en Syrie soient maintenant perçues comme des alliés éventuels, alors que, autrefois, elles étaient incontestablement considérées comme des forces ennemies, illustre bien cette confusion.

Daech : la revanche tant attendue des sunnites en Irak et au Moyen-Orient

Chapitre 8 – Daech : la revanche tant attendue des sunnites en Irak et au Moyen-Orient

Est-il encore possible de freiner l'expansion de l'EIIL[70] au Moyen-Orient et dans le reste du monde arabe et musulman? Cette question difficile occupe tous les esprits depuis des mois. Tandis que la coalition internationale dirigée par les États-Unis annonçait encore récemment qu'elle avait fait subir des revers importants à l'EIIL, nous apprenions en mai 2015 que les combattants de ce groupe avaient réussi à s'emparer des villes de Ramadi, en Irak, et de Palmyre, en Syrie. L'emprise de Daech[71] s'étend aujourd'hui sur 40 p. 100 du territoire irakien (provinces d'Anbar, de Ninive et de Salaheddine) et plus de 50 p. 100 du territoire syrien (Deir ez-Zor, Raqqa, Hassaka, Alep et Hama). En plus de leurs attaques spectaculaires, les membres de Daech manifestent une volonté inébranlable d'achever la création de leur « califat » régional et mondial. Les capitales occidentales sont, quant à elles, dépassées par cette avancée inexorable et ne savent tout simplement pas quels moyens prendre pour la combattre. Pour mieux comprendre la nature de l'ennemi, ce qui est loin d'être facile malgré l'abondance d'informations qui circulent depuis le début de la crise, il conviendrait de réfléchir aux limites de la stratégie mise en œuvre jusqu'à maintenant. Au-delà de ses atrocités nombreuses et ignobles, l'EIIL reste une entité à caractère largement politique, idéologique et même socioculturel, qui prend racine dans la guerre de 2003 en Irak. Le groupe est parvenu avec une rapidité impressionnante à transcender sa base militante initiale et à recruter des sympathisants un peu partout dans le monde.

Daech laisse par ailleurs dans son sillage l'instabilité sans précédent qu'il a provoquée dans la région, où l'on ne connaît pas encore l'issue du choc des Arabes sunnites avec l'Iran et les forces chiites. En Irak, les Arabes sunnites ont été relégués au second plan de la transition politique, qui fait l'objet d'une condamnation plus large au sein de la société irakienne. Ils cherchaient désespérément le moyen d'échapper au sort qui est le leur et ils ont trouvé en l'EIIL l'instrument de leur revanche collective. Non contents de se battre contre les États-Unis, qu'ils ont délibérément forcés à revenir en sol irakien, les djihadistes ont mis à l'avant-plan de leur lutte armée les chiites et l'Iran, considérés comme des « infidèles » tout aussi

responsables du statut de paria dans lequel les Arabes sunnites sont confinés. Quant aux puissances de la région, elles sont divisées devant cette espèce de monstre de Frankenstein, dont la création leur est à certains égards directement imputable et qui est en train de s'en prendre à eux. En effet, Daech est aussi la créature hideuse des guerres que livrent depuis des années les États voisins de l'Irak et de la Syrie, guerres au cours desquelles se sont fédérés les mécontents, les marginaux et les dépossédés de toutes les couleurs.

> *Si la solution réside nécessairement dans une concertation mondiale, elle devra avant tout permettre la normalisation ou du moins l'évolution de la situation des Arabes sunnites en Irak et dans d'autres pays du Moyen-Orient.*

Il n'est pas envisageable de pouvoir sortir de la crise sans faire au préalable une analyse détaillée et bien étayée du phénomène qui se produit sous nos yeux, de sa complexité et de l'enchevêtrement de responsabilités, de complicités et de calculs qui en font partie. Si la solution réside nécessairement dans une concertation mondiale, elle devra avant tout permettre la normalisation ou du moins l'évolution de la situation des Arabes sunnites en Irak et dans d'autres pays du Moyen-Orient.

Le profond ressentiment des Arabes sunnites

Depuis 2003, la question de la participation des Arabes sunnites n'a jamais cessé d'empoisonner toute la transition en Irak. Depuis le début de l'occupation, à cause de la décision de l'administrateur civil étasunien Paul Bremer de procéder au démantèlement aveugle de l'armée irakienne et à la dissolution du parti Baas, de nombreux Arabes sunnites se sont retrouvés exclus de la vie politique et des institutions irakiennes, sans aucun espoir de changement. En 2015, les effets de leur stigmatisation et de leur marginalisation sont devenus pratiquement insurmontables. Pour veiller à ce qu'un changement politique véritable se produise à Bagdad, Washington a jugé nécessaire de transférer le pouvoir de la « minorité dominante » (représentant de 20 à 30 p. 100 de la population) à la « majorité dominée » des chiites et des Kurdes. Si l'élimination du parti Baas, qui était calquée sur l'élimination du nazisme en Allemagne, en 1945, était emblématique du désir de

bâtir un ordre entièrement nouveau, elle a été immédiatement interprétée par les personnes visées comme une manœuvre pour exclure les sunnites d'Irak. Les mesures ayant réduit les Arabes sunnites à un statut inférieur et les opérations militaires d'une rare intensité s'étant déroulées dans leurs régions (y compris celles qui n'étaient pas directement associées au parti Baas) ont eu pour effet de créer les conditions nécessaires à la catastrophe que fut l'apparition de Daech.

Dix ans avant l'assaut des djihadistes contre Mossoul, la deuxième ville d'Irak en importance, qui est connue pour son conservatisme religieux, les deux batailles de Falloujah (2004), foyer des insurgés à l'ouest de Bagdad, ont entraîné un boycottage massif des élections par les Arabes sunnites. Toute participation était vue comme une façon de légitimer non seulement l'occupation étrangère, mais également ses partisans, qualifiés de collaborateurs. En janvier 2005, les premières élections ont donc été marquées par une abstention généralisée parmi les Arabes sunnites inspirée à la fois par la colère et par la pression des insurgés les plus coriaces. Les islamistes chiites et les nationalistes kurdes sont sortis triomphants de cet épisode politique, tandis que les Arabes sunnites se sont retrouvés encore plus isolés.

À l'été 2005, alors qu'on rédigeait la nouvelle Constitution, la tendance à l'isolement des Arabes sunnites, déjà sous-représentés, s'est accentuée puisqu'ils se sont vus blâmer pour la plupart des crimes imputés à l'ancien despote. Au mois d'octobre de la même année, les deux tiers de la population des provinces d'Anbar et de Salaheddine ont rejeté la nouvelle Constitution, tandis que les combattants arabes sunnites — nationalistes, islamistes ou nostalgiques de l'ancien régime autoritaire — ont commencé à se radicaliser et à se rapprocher des milieux salafistes. Parallèlement, al-Qaïda en Irak faisait de la lutte contre les États-Unis et les « infidèles » chiites son objectif prioritaire. Ce sectarisme a culminé lors des affrontements de 2006 entre les insurgés sunnites et les milices chiites à Bagdad, symbole du passé glorieux de l'islam dont les djihadistes voulaient rétablir l'appartenance sunnite, quitte à avoir recours à la violence extrême la plus abjecte.

Après cette flambée de violence, les années 2007 et 2008 ont été caractérisées par un intermède plutôt bref où les Arabes sunnites ont repris espoir. De nombreux cheikhs sunnites appartenant au mouvement du « Réveil » tribal (ou *Sahwa*) se sont mis à coopérer

avec l'armée des États-Unis. Malgré cela, les Arabes sunnites sont demeurés peu influents dans le système politique irakien, entièrement sous la domination des chiites, tandis que les Kurdes renforçaient leur autonomie dans le Nord. Une fois placées sous l'autorité du gouvernement irakien, les tribus arabes sunnites qui s'étaient soulevées contre l'EIIL, proclamé dans sa forme initiale à l'automne 2006, se sont vues persécuter par ce même gouvernement. Bagdad ne voulait ni les intégrer dans l'appareil militaire irakien ni concéder une représentation politique à leurs dirigeants. À ce stade, plus rien n'empêchait les anciens baasistes et les salafistes de se présenter comme les uniques représentants des Arabes sunnites capables de garantir leur avenir en Irak et au Moyen-Orient. Parmi les protecteurs autoproclamés des populations arabes sunnites se trouvait le soi-disant État islamique, qui n'avait pas encore dit son dernier mot même s'il était affaibli par la résistance tribale et la lutte contre l'insurrection des États-Unis.

Au début de 2010, à l'aube des élections symboliques (les dernières à se tenir sous l'occupation), les Arabes sunnites se sont mis à croire de nouveau à la possibilité de leur retour à Bagdad. Leur porte-parole chargé d'exprimer leurs nombreuses doléances était Iyad Allaoui, un chiite partisan de la laïcité qui dirigeait le Mouvement national irakien (*Iraqiyya*), une coalition de partis. Les Arabes sunnites ont perdu leurs illusions lorsqu'après des mois d'impasse et de pourparlers infructueux, le premier ministre Nouri al-Maliki, un chiite qui était au pouvoir depuis 2006, a refusé de reconnaître la victoire de son opposant, a commis un coup d'État, a concentré tous les pouvoirs entre ses mains et a repris la chasse aux baasistes. Dès lors, tous ses rivaux sont devenus des « baasistes » et des « terroristes ». Pour les Arabes sunnites, ce fut la goutte qui fit déborder le vase et une humiliation terrible : après avoir indubitablement remporté la victoire dans les urnes, en 2010, ils ont vu ce gain leur être confisqué.

Iraqiyya n'a pas survécu à cette rebuffade et s'est mis à dépérir jusqu'à l'effondrement sous le poids des manœuvres politiques d'al-Maliki, soucieux de contrecarrer la menace d'une résurgence de la force politique arabe sunnite en Irak. Pour sa part, Allaoui a laissé derrière lui une population piquée au vif par les politiques discriminatoires et répressives du gouvernement et désireuse de contester le pouvoir d'al-Maliki par tous les moyens qui soient.

Un mouvement d'opposition qui se mue en djihad violent

La campagne anti-sunnite de Bagdad a culminé en décembre 2011, lorsque la Cour suprême a délivré un mandat d'arrêt contre le vice-président Tariq al-Hashimi, figure de proue des Frères musulmans en Irak. Accusé de participer à des activités terroristes, il est parti en exil, d'abord au Kurdistan, puis en Turquie. Al-Maliki a fait mettre sous surveillance toutes les provinces arabes sunnites et a réduit leurs prérogatives en y déployant l'armée, la police et les forces de sécurité. Des projets de développement économique ont été intentionnellement ralentis dans ces provinces. Une fois de plus, les Arabes sunnites ne sont pas parvenus à organiser un mouvement de protestation viable, ce qui a permis à al-Maliki d'agir comme bon lui semblait. Toutefois, en décembre 2012, les gardes du corps du ministre des Finances, Rifaa al-Issawi, originaire de la province d'Anbar, ont été arrêtés. Cet événement a été un tournant décisif qui a déclenché un vaste mouvement de protestation parmi les Arabes sunnites.

Pacifique à ses débuts, ce mouvement consistait à réclamer une réforme mettant fin aux purges anti-baasistes, qui prenaient systématiquement pour cibles des populations civiles, ainsi qu'une présence moins envahissante de Bagdad dans les affaires des provinces. Bien que certains se soient attendus à un dialogue avec al-Maliki, les Arabes sunnites envisageaient déjà la sécession de leur territoire et la création de leur propre entité politique axée sur leur identité. Ils ne fondaient plus aucun espoir sur la réconciliation ou sur leurs représentants politiques. Ce sont plutôt leurs dirigeants locaux, tribaux et religieux (comme l'imam Abdel Malik al-Saadi, dont les fatwas ont été suivies pendant un certain temps) qui ont entrepris une médiation. Mais, en avril 2013, le premier ministre al-Maliki a lancé les forces de sécurité irakiennes à l'assaut d'un camp d'opposants à Hawija, dans la province de Kirkouk. Cet usage aveugle de la force a sonné le glas des négociations sérieuses avec les Arabes sunnites. Au milieu de l'année 2013, le mouvement de protestation s'est transformé en une nouvelle insurrection.

La militarisation du conflit a évidemment eu pour effet de favoriser l'ascension de formations radicales prônant la révolte armée, certaines étant composées de djihadistes salafistes, et d'autres, de néo-baasistes. On trouvait entre autres parmi elles l'Armée de la voie de la Nackchabandi (*Jaysh Rijal al-Tariqa al-Naqshabandiya*),

créée en 2006 dans le sillage de la pendaison de Saddam Hussein et dirigée par son ancien vice-président, Izzat Ibrahim al-Douri.

> *Daech n'est donc pas seulement un groupe terroriste; il est aussi le résultat direct de l'état de décomposition avancé de l'Irak et, dans une moindre mesure, du conflit dans le pays voisin, la Syrie.*

Actifs dans le nord de l'Irak et en Syrie, des djihadistes et des baasistes se sont joints à Daech dès le début, ce qui ne veut pas dire que toute la collectivité arabe sunnite appuyait l'idéologie et les méthodes très violentes du groupe. Les populations avaient largement rejeté la création du premier État islamique d'Irak en 2006, mais la grogne qui couvait parmi les Arabes sunnites en 2013 a offert aux djihadistes une nouvelle occasion de gagner en popularité et d'étendre leur influence. À la fin de l'année, les ingrédients d'un vaste soulèvement arabe sunnite étaient réunis, et la guerre qui faisait rage en Syrie a permis à l'avant-garde irakienne de l'EIIL d'exporter son projet au-delà des frontières et de tirer parti du ressentiment animant aussi les Arabes sunnites de ce pays. Une solidarité ethnosectaire a pris forme des deux côtés de la frontière, contre les régimes de Bagdad et de Damas.

Daech n'est donc pas seulement un groupe terroriste; il est aussi le résultat direct de l'état de décomposition avancé de l'Irak et, dans une moindre mesure, du conflit dans le pays voisin, la Syrie. La question des Arabes sunnites en Irak est demeurée irrésolue pendant plus de dix ans et les a poussés à se joindre aux acteurs les plus brutaux du conflit, qui leur promettaient d'inverser le cours de leur triste histoire et de satisfaire à toutes leurs exigences. Contrairement à ce que d'aucuns prétendent, Daech n'est pas né de la guerre en Syrie, mais bien du conflit en Irak, où se trouvent ses racines historiques. C'est aussi en Irak que son élite hétéroclite s'est formée : des salafistes de longue date, d'anciens baasistes aigris, des officiers et des membres de groupes paramilitaires qui se sont unis dans un même projet, le prétendu « califat » portant la marque de la vengeance fulgurante et éternelle des sunnites.

De véritables racines populaires

Si les opérations de la coalition mise sur pied contre Daech depuis 2014 n'ont donné que peu de résultats, c'est en bonne partie parce que ce groupe s'est solidement implanté localement, comme en témoigne la chute de Falloujah, de Mossoul et de beaucoup d'autres villes. Dans la plupart des cas, un accord avait été conclu au préalable avec les tribus, les notables et les djihadistes en vue de « libérer » les territoires contre ce qui était perçu comme l'occupation de l'armée irakienne après celle de l'armée des États-Unis. En Syrie, les dirigeants de l'EIIL ont été capables de rallier les populations arabes sunnites des provinces limitrophes à leur projet, en particulier lorsqu'elles ont vu l'intensification de la répression du régime de Bachar el-Assad et l'effondrement de l'opposition. De nombreuses factions armées ont eu tendance à s'associer avec Daech pour se donner un avantage tactique leur permettant de vaincre le régime syrien, l'Iran et leurs alliés ou dans le but de poursuivre le combat sur d'autres terres encore à conquérir.

Ainsi, lorsque l'EIIL a lancé sa conquête, il partait sur de bonnes bases. Le premier facteur jouant en sa faveur était l'insatisfaction sans précédent qu'éprouvaient les Arabes sunnites envers les centres du pouvoir. À cette insatisfaction s'ajoutait, dans le cas de l'Irak, la nostalgie de l'époque où une faction d'Arabes sunnites tenait les rênes de l'appareil étatique ainsi que le sentiment que les chiites étaient obsédés par l'idée d'éradiquer le sunnisme. Malgré ses méthodes ouvertement barbares, Daech était considéré comme l'instrument qui allait permettre aux sunnites de reprendre le pouvoir en Irak et d'y propager leur version de l'islam. Cette école de pensée tranchait avec le discours nationaliste que les Arabes sunnites avaient traditionnellement épousé. L'EIIL a su exploiter astucieusement le ressentiment qui existait dans les régions où il a pénétré (ou du moins la passivité de la population), tout en offrant au début l'absolution aux tribus qui s'étaient auparavant alliées aux États-Unis et aux autorités irakiennes.

Une fois établi, l'EIIL s'est efforcé de gagner les cœurs et les têtes en reprenant à son compte une stratégie employée par de nombreux groupes islamistes : rétablir la sécurité, la justice et les services de base (électricité, eau potable et égout); créer des emplois; combattre la corruption. Les Arabes sunnites avaient particulièrement soif de sécurité et de justice, eux qui subissaient

la répression du gouvernement central et qui s'étaient vu pratiquement arracher leur citoyenneté par lui. En 2013, avant l'assaut final, 60 p. 100 des Arabes sunnites en Irak ne faisaient plus confiance au système judiciaire existant, tandis que 80 p. 100 des habitants de Mossoul ne se sentaient pas en sécurité, eux qui devaient traverser les nombreux postes de contrôle de l'armée où celle-ci pratiquait l'extorsion tout en maintenant artificiellement les pénuries. Les Arabes sunnites craignaient aussi l'arrivée dans leurs quartiers des milices chiites, y compris les unités de mobilisation populaire (*Hachd al-Chaabi*), constituées de 60 000 à 120 000 hommes et parrainées par Bagdad et Téhéran. Dans ce contexte, une majorité d'Arabes sunnites voyait Daech comme une sorte de panacée.

En revanche, le degré d'adhésion au califat variait considérablement d'une région à l'autre et a diminué au fur et à mesure que se sont répandus les mauvais traitements commis par les djihadistes. Un certain nombre de sunnites, y compris des membres des forces d'insurrection comme l'Armée islamique en Irak, ont maintes fois refusé de prêter allégeance à l'émir de l'EIIL, Abou Bakr al-Baghdadi. Ils ne se sont jamais identifiés à la vision rigide et quasi totalitaire de l'islam sunnite prônée par le groupe et ont été les principales victimes de sa violence. De nombreux témoignages nous montrent que des Arabes sunnites refusent de cautionner le projet djihadiste et s'opposent à la centralisation de l'autorité religieuse et politique entre les mains d'une seule entité. Leur soumission à Daech est, dans la plupart des cas, purement circonstancielle et motivée par leur volonté d'échapper à la mort. Par conséquent, la stratégie de sécurité et de développement appliquée par les djihadistes s'est heurtée à des obstacles. En plus de leurs exactions et de leur régime de terreur, les djihadistes n'ont pas respecté la plupart de leurs promesses. En somme, les Arabes sunnites sont très divisés au sujet de l'idée d'un califat et de ce que serait leur sort après une victoire de l'État islamique. Cette réalité n'est pas étrangère à l'essence de l'islam sunnite lui-même, où l'autorité a traditionnellement été fragmentée, contrairement à l'islam chiite, où elle est plus centralisée.

D'une part, une proportion importante d'Arabes sunnites continue d'appuyer l'EIIL pour des raisons qui tiennent à l'idéologie, à l'appartenance politique et à l'absence d'une solution de rechange crédible. Les politiciens arabes sunnites ont pour la plupart perdu toute légitimité à cause de leur collaboration passée avec le

gouvernement, notamment au cours de la vague de protestations de 2012-2013 ou, à l'inverse, parce qu'ils ont été incapables de protéger leurs concitoyens contre le raz-de-marée djihadiste. Par conséquent, il est illusoire de vouloir inclure davantage les Arabes sunnites dans la vie politique actuelle, puisque seulement une petite partie d'entre eux envisage un retour sur la scène politique nationale. D'autre part, un nombre grandissant d'Arabes sunnites rejettent l'EIIL et veulent qu'on fournisse des armes aux hommes et aux tribus souhaitant expulser les membres de ce groupe de leur territoire. Beaucoup pensent que ni l'Armée irakienne, qui s'est complètement effondrée à Mossoul et à Ramadi, ni les forces de sécurité ne sont capables de vaincre Daech. Leur déploiement dans les régions sous l'emprise des djihadistes n'est même pas souhaitable, vu leur bilan désastreux. L'autonomie régionale serait, pour ces acteurs, une solution de rechange inspirée par le modèle kurde, ce à quoi Bagdad s'est toujours opposé.

Le rétrécissement de l'horizon stratégique

Dans un scénario malheureusement fictif, la défaite de l'EIIL signifierait la disparition totale des facteurs ayant alimenté sa croissance. Mais comme une telle éventualité ne risque pas de se produire, l'avancée de l'EIIL ne rencontre que très peu de résistance. Il convient de rappeler à ce stade-ci le démantèlement désastreux, en 2003, de l'armée irakienne, qui n'a jamais été reconstituée depuis et dont la réputation a été ternie par des scandales. À ce démantèlement s'ajoutent la purge anti-baasiste et les lois antiterroristes visant au premier chef les Arabes sunnites. Arrêtés par milliers, ceux-ci deviennent des candidats idéaux à l'endoctrinement salafiste dans les bases étasuniennes servant de lieu de détention et dans les prisons irakiennes et syriennes. La réconciliation en Irak et en Syrie est peu probable, vu le sectarisme dont ces sociétés sont devenues la proie. Depuis le début de son offensive, Daech s'est en outre employé à détruire tous les symboles encore rattachés à ces nations fragiles : les musées, comme celui de Mossoul, qui a été saccagés par les djihadistes, les sites archéologiques ainsi que les villes antiques (Nimroud, Hatra et Palmyre).

Depuis le début de la crise, trois acteurs clés ont combattu sur le terrain et demeurent relativement en position de force : les Kurdes, qui sont les premiers à s'être mobilisés contre Daech en Irak et en Syrie, avec les frappes aériennes et l'aide humanitaire

des États-Unis et de certains pays européens; les milices chiites, qui ont repris des territoires, mais dont le rôle prédominant dans la bataille est controversé, puisqu'il alimente largement le discours, la résistance et le redéploiement de l'EIIL; l'Iran, dont la position de puissance régionale est peut-être contestée, mais qui est néanmoins sorti gagnant de la guerre de 2003 contre l'Irak et qui est déterminé à remporter cette nouvelle lutte grâce à la participation directe de la division des Gardiens de la Révolution islamique chargée des opérations militaires et clandestines à l'étranger. Au beau milieu de cette équation, une variable est cruellement absente : les Arabes sunnites, qui vivent depuis des mois sous le joug de l'EIIL et qui doivent se joindre à la campagne militaire. Sans un tel rééquilibrage des forces, la vie politique ne saurait vraiment renaître en Irak et, par extension, en Syrie.

Plusieurs questions sont ainsi posées : comment libérer les Arabes sunnites de l'emprise de Daech en les amenant à devenir les principaux artisans de sa défaite? Qui sont les acteurs susceptibles d'être mobilisés en nombre suffisant pour affronter ce problème sans précédent? Quelles devraient être les conditions et les garanties associées à une telle mobilisation? Et surtout, est-il possible de freiner les ardeurs sécessionnistes des sunnites au-delà du combat contre les djihadistes? Il est clair que les Arabes sunnites ne se battront pas contre eux si l'issue de la bataille est un retour au *statu quo ante bellum*, une idée qui leur serait insupportable.

À la fin de l'été 2014, les États-Unis ont entrepris des discussions avec les tribus arabes sunnites irakiennes pour les amener à reprendre leur collaboration avec Washington et Bagdad. Il s'agissait de mettre sur pied, dans un délai d'un an, une nouvelle force tribale inspirée du mouvement *Sahwa* qui serait capable de combattre effectivement l'EIIL. Le général à la retraite John Allen, ancien commandant adjoint des forces étasuniennes dans la province d'Anbar et envoyé spécial du président des États-Unis pour la coalition luttant contre Daech, s'est efforcé de convaincre ses interlocuteurs proches des tribus de mettre en branle une sorte de mouvement *Sahwa* 2.0 qui deviendrait un pilier de sa stratégie. Cette fois, les tribus seraient mobilisées dans un cadre institutionnel, soit une garde nationale flanquée de conseillers militaires et de membres des forces spéciales des États-Unis. Elles coopèreraient avec l'armée irakienne, les *peshmergas* kurdes et d'autres groupes d'autodéfense.

Quoique prometteuse, cette politique n'a jamais vraiment pris forme sur le terrain. Premièrement, l'héritage du mouvement *Sahwa* est plus sombre qu'il n'y paraît à première vue. Les rivalités entre les cheikhs sunnites ont alimenté des suspicions de corruption et de dépendance financière envers les États-Unis et le gouvernement irakien. Deuxièmement, les tribus sont divisées : certaines appuient les djihadistes et d'autres les ont en aversion totale. Cette dynamique rend la création d'une force cohérente extrêmement complexe. C'est d'autant plus vrai que Daech a vu venir le danger et a assassiné des centaines de membres des tribus qui s'étaient dits prêts à prendre les armes. Par ailleurs, on attendait beaucoup de la part du Cabinet irakien de Haïder al-Abadi, nommé en juillet 2014, choisi pour normaliser les relations avec les Arabes sunnites et censé fournir des armes aux provinces d'Irak. Mais celles-ci n'ont pas été sérieusement approvisionnées en équipement militaire par Bagdad et ont souvent dû acheter leurs armes sur le marché noir. L'EIIL a littéralement fait voler en éclats les tribus et a réduit encore davantage leur influence en Irak. Le fossé séparant les Arabes sunnites du gouvernement est devenu trop grand. Beaucoup voient al-Abadi comme l'héritier destiné à perpétuer l'œuvre de son prédécesseur, Nouri al-Maliki, qui avait refusé d'armer les tribus malgré sa promesse de le faire. Nombreux sont ceux qui dénoncent la multiplication des milices dans l'appareil de l'État, dont les dirigeants, majoritairement chiites, refusent depuis 2011 d'accorder l'autonomie régionale aux populations arabes sunnites.

> *Le fossé séparant les Arabes sunnites du gouvernement est devenu trop grand.*

Le manque de relais à Bagdad et dans les provinces complique davantage la situation et incite les régimes arabes sunnites de la région à s'ingérer de plus en plus dans le conflit pour s'opposer à la montée politique du chiisme et contrecarrer l'Iran. L'Arabie saoudite fournit constamment de l'aide aux Arabes sunnites d'Irak depuis 2003, en particulier de l'aide financière. En raison des menaces faites par Daech (qui comprend des milliers de combattants saoudiens), le royaume saoudien s'en est remis aux confédérations tribales sunnites (comme la Shammar, qui a des liens avec la famille royale et qui est présente en Irak et en Syrie) afin de les mobiliser contre l'EIIL. La Jordanie suit une politique semblable. En avril 2015, elle a bombardé Raqqa, le château fort du

groupe terroriste syrien, pour venger le meurtre de son jeune pilote Mouath al-Kassasbeh. La Turquie et le Qatar appuient officiellement l'opposition arabe sunnite qui n'a pas de lien avec Daech, mais qui est néanmoins composée pour la plus grande partie de djihadistes. Ces deux pays continuent d'avoir une attitude ambigüe envers l'EIIL. Ankara est même soupçonné de fournir de l'aide à ce groupe, tantôt passivement (comme à Kobané, où l'armée turque a refusé d'aider les Kurdes syriens), tantôt activement (par un apport d'armes et de combattants). Quant à Doha, on dit qu'il a financé certains éléments du soi-disant État islamique.

Conclusion

Malgré la campagne soutenue de frappes aériennes dont il fait l'objet, l'EIIL se maintient, ce qui soulève des inquiétudes sérieuses dans les plus hautes sphères décisionnelles de l'Occident, en particulier parmi ceux qui, probablement par naïveté, croyaient être en guerre contre une organisation terroriste « classique ». En juin 2015, lors d'un forum tenu à Doha, le général Allen lui-même a reconnu que la bataille risquait de s'étendre sur toute une génération, voire davantage. Au cours du premier semestre de 2015, le nombre de recrues djihadistes en Irak et en Syrie est passé de 10 000 à plus de 30 000. Une telle augmentation est loin d'être anodine : c'est une démonstration de la force politique de l'EIIL et de sa capacité à mobiliser des combattants et à se régénérer. De plus, si la solution reste irrévocablement politique à long terme, ce ne sera certainement pas celle que l'Occident souhaiterait. Depuis plus de dix ans, les Arabes sunnites d'Irak sont marginalisés et n'ont pas de prise sur leur avenir. Cette crise de sous-représentation est profonde et a des effets qui sont peut-être déjà irréversibles. Frappés par des mesures considérées comme injustes, ils n'ont pas d'espoir véritable de changement à l'heure actuelle, en particulier lorsque Bagdad fait appel aux milices chiites pour les « libérer ».

> *(...) si la solution reste irrévocablement politique à long terme, ce ne sera certainement pas celle que l'Occident souhaiterait.*

L'apparition de nouveaux dirigeants arabes sunnites détenant le pouvoir légitime et offrant une solution de rechange à l'EIIL et à la

domination chiite sera la pierre angulaire de la sortie de crise. Pour l'instant, les Arabes sunnites ne savent pas qui les représente et qui a la légitimité pour le faire. Les nationalistes? Les baasistes? Les islamistes comme les Frères musulmans? Les djihadistes? Ils ne semblent plus vouloir assainir leurs relations avec Bagdad et Damas et préfèrent la voie de la sécession pure et simple, qui continuera d'être envisagée avec ou sans Daech et qui forcera la communauté internationale à revoir entièrement sa stratégie et sa vision.

Syrie : où allons-nous?

Chapitre 9 – Syrie : où allons-nous?

Depuis l'été 2015, la Syrie traverse une période de bouleversements rapides et intenses, tant sur le champ de bataille que sur le front diplomatique. La donne a changé dramatiquement en ce qui concerne le supplice sans fin de la Syrie, et le changement le plus évident est l'arrivée de la Russie directement dans le conflit.

On ne saurait prévoir l'évolution future de la crise syrienne sans tenir compte de la situation réelle sur le terrain, du contexte régional et international de la guerre ainsi que de l'étroite interdépendance de ces deux dimensions. Une telle prise en compte est nécessaire pour comprendre la stratégie de la Russie en Syrie et pour évaluer les options qui restent aux autres puissances souhaitant trouver une issue pour sortir de la crise.

Quelle était la situation à la veille de l'intervention russe? Que restait-il de la Syrie?

Un coup d'œil rapide à la carte avant septembre 2015, c'est-à-dire avant que le président russe Vladimir Poutine ordonne une intervention directe et massive dans le théâtre des combats en Syrie nous révèle ce qui suit.

La Syrie était un pays fragmenté, où la guerre se déroulait sur plusieurs fronts, pas seulement entre deux camps, comme on l'affirme souvent à tort, mais entre plusieurs adversaires s'affrontant les uns les autres sur cinq territoires. Devant les régions gouvernées par le régime Assad, surtout dans l'ouest de la Syrie, entre Damas et la zone côtière, se sont consolidés d'autres territoires ayant à leur tête divers groupes. Au nord et au nord-est se trouvaient trois enclaves kurdes quasiment autonomes où règnaient les Unités de protection du peuple, qui sont des alliés du Parti des travailleurs du Kurdistan, en Turquie. La plus grande des trois enclaves, la province de Hassakah, essayait constamment de s'unir à celle de Kobané et à celle d'Afrin, encore plus à l'ouest, afin de former le Kurdistan syrien ou Rojava tant attendu. En outre, depuis la chute de plusieurs villes importantes le long des frontières avec la Jordanie et Israël, le territoire autonome du Front du Sud était en train de voir le jour, sous la domination de divers groupes comme certaines unités d'autodéfense druzes, des tribus sunnites ayant des liens avec la Jordanie et des unités modérées de

l'Armée syrienne libre. Restait le centre de la Syrie, une grande région de terres partiellement désertiques abandonnées aux luttes intestines sans fin entre l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) et plusieurs groupes de rebelles aux tendances diverses, des moins identifiés à l'islam aux plus radicaux islamistes, notamment ceux des groupes Front al-Nusra et Arar al-Cham.

Le gouvernement central de la Syrie avait complètement perdu le contrôle de ses frontières avec le monde environnant, à l'exception de la frontière entre la Syrie et le Liban. La frontière avec la Turquie était partagée entre les combattants kurdes et ceux de l'EIIL. La frontière entre l'Irak et la Syrie avait été complètement effacée par l'EIIL, et les frontières avec Israël et avec la Jordanie étaient entre les mains du Front du Sud, de plus en plus centralisé. La frontière avec le Liban était la seule fenêtre sur le monde du régime Assad, avec les deux points d'entrée cruciaux de Zabadani et de Qalamoun, vigoureusement défendus par le Hezbollah afin de garder la mainmise sur la zone, de nettoyer la région à l'ouest de Damas et de garder ouvertes les voies de communication avec le Liban.

Le château fort du régime ou ce qui restait de la Syrie d'Assad était en train de rétrécir à vue d'œil à cause des multiples défaites au cours de l'été 2015, du délitement des forces militaires et de la difficulté qu'avaient les groupes soutenus par l'Iran de garder leurs positions. Le régime était encore maître de la bande de terre vitale allant de Damas à la région montagneuse et principalement alaouite de la côte, en passant par Homs et Hama, avec des poches de résistance semi-urbaine qui subsistaient à la périphérie de ces villes et dans les villages environnants. Le flanc sud de Damas, porte arrière toujours lourdement défendue de la capitale, avait été partiellement enfoncé, la province de Daraa étant tombée aux mains des rebelles et les provinces de Kuneitra et de Soueïda étant en train d'échapper de plus en plus au gouvernement. Mais surtout, la bande de terre se rétrécissait au point d'être difficile à défendre à certains endroits, comme en témoignaient les obus qui tombaient régulièrement sur la principale ville des fidèles du régime, Lataquié, aujourd'hui à quelques kilomètres seulement des forces rebelles de la région du Djebel Akrad. Cette dure réalité a été reconnue par Assad lui-même. Dans un discours prononcé au cours de l'été, il a admis que l'armée en était réduite à ne défendre que ce qui était vital et défendable, compte tenu du manque de

ressources, et que des choix difficiles et cruels allaient devoir être faits.

Quels sont les objectifs stratégiques de Moscou? N'y a-t-il qu'une seule issue envisageable à la partie?

Le contexte de la manœuvre russe

L'intervention russe a commencé dans ce contexte syrien. Toutefois, le contexte régional et international mérite aussi d'être examiné si l'on veut comprendre les calculs de Poutine concernant la Syrie.

Après l'accord sur le nucléaire iranien conclu avec le groupe formé par l'Allemagne et les cinq membres du Conseil de sécurité (le P5 plus l'Allemagne), il est devenu de plus en plus évident aux yeux de beaucoup de gens que Téhéran était en train d'imposer sa présence en tant qu'interlocuteur tout à fait légitime et était en passe de devenir l'éminence grise en Syrie, peut-être avec l'accord tacite des États-Unis. D'autres acteurs de la région et du reste du monde se sont alors mis à s'inquiéter de la promotion éventuelle de l'Iran parmi les États fréquentables et ont été prompts à agir. C'est exactement ce que la Turquie a fait lorsqu'elle a commencé à exprimer son intention ferme de découper, dans le territoire de la Syrie, une zone tampon au nord et au nord-ouest de ce pays, une idée qui n'a pas eu du tout l'heur de plaire aux États-Unis. Ankara s'est quand même permis d'accroître ses vols et ses frappes en Syrie et a commencé à préparer une opération au sol de portée limitée. La décision aussi rapide que soudaine de Poutine est arrivée à point nommé pour empêcher ces manœuvres et, dans un élan d'audace, pour devenir maître du jeu en Syrie. D'autres facteurs ont aussi facilité la décision de Moscou. L'Arabie saoudite et les autres États du golfe Persique, qui constituaient jusque-là des obstacles aux ambitions de Moscou en Syrie, s'étaient enlisés dans le bourbier yéménite et disposaient de moins de ressources à affecter au conflit en Syrie. À Washington, le gouvernement Obama se préparait à entreprendre sa dernière année au pouvoir, qu'il allait consacrer presque exclusivement à mettre en œuvre l'accord avec l'Iran. Poutine a décidé d'en profiter pour combler le vide à l'avantage de la Russie.

Du scénario privilégié au dernier plan de contingence

Il serait risqué de croire qu'au-delà de la conjoncture favorable et de l'opportunisme, la Russie a mûri un grand dessein conduisant à une issue précise en Syrie. Il est plus raisonnable de penser que Poutine a en tête une série de plans de contingence ou de positions de repli progressivement réduites, à la manière des poupées russes, et qu'il pourra s'adapter aux événements sur le champ de bataille et sur le terrain diplomatique.

Le scénario privilégié, qui mènerait à l'issue la plus favorable, serait le rétablissement de la Syrie jusqu'à un état le plus près possible de son état original, en misant sur une revitalisation de l'armée syrienne, l'enfant traditionnellement choyé de la Russie et de l'Union soviétique. Si un tel projet nécessite le maintien d'Assad au pouvoir ou s'il est réalisable en le maintenant au pouvoir, Moscou n'hésitera évidemment pas à s'y investir. Au besoin, on pourra redorer le blason du régime en tenant des élections anticipées, en formant un « gouvernement d'unité nationale » et en apportant des changements superficiels aux prérogatives du président. C'est probablement l'essentiel de ce que Poutine a dit à Assad lors de leur rencontre au Kremlin, en octobre 2015.

Si le scénario privilégié s'avère impossible ou trop coûteux à réaliser, la première position de repli serait de conserver ce qui peut l'être dans les régions côtière et centrale de la Syrie, après avoir protégé le canton alaouite. C'est ainsi qu'il faut interpréter la concentration des frappes aériennes russes, dont la majorité a eu lieu dans cet arrière-pays. Une fois que serait consolidée l'emprise territoriale voulue, Poutine ferait comme en Ukraine et en Crimée : il mettrait fin aux combats et, une fois les lignes de démarcation figées, entreprendrait une longue guerre d'usure des positions en laissant le reste de la Syrie se fragmenter et basculer dans le chaos. Par exemple, le centre du pays, au climat désertique, appartiendrait en quelque sorte à l'Occident et aux États du golfe Persique, qui auraient à mettre de l'ordre dans ce territoire et à l'administrer. Dans un tel scénario, la Russie attendrait que le fruit soit mûr pour le cueillir. Ses rivaux s'épuiseraient et se saigneraient à blanc en tentant l'impossible gestion d'une telle répartition du territoire syrien, puis viendraient supplier Moscou de leur apporter une solution.

Le dernier plan de contingence de Poutine serait la protection de la « Syrie utile », où toutes les minorités viendraient progressivement se mettre à l'abri du chaos régnant dans le reste du pays. Ce serait le point de départ d'une solution négociée à long terme où la partition de la Syrie serait officialisée et où Moscou se verrait accorder la protection d'un mini-État sur la côte, avec les bases militaires russes qui s'y trouvent de même que les champs de gaz naturel sous-marins susceptibles de devenir la nouvelle vache à lait de la Russie et de garantir la viabilité de son projet.

Quelles options reste-t-il?

Depuis les premiers moments de l'intervention russe en Syrie, la réaction du gouvernement des États-Unis a été, au mieux, timide et plus souvent ambigüe et changeante. Le gouvernement Obama a commencé par se dire inquiet de voir cette intervention accroître davantage la complexité du conflit syrien. Puis, il s'est résigné à exprimer docilement sa satisfaction tout en espérant que la Russie se joigne au collectif anti-EIIL et en ajoutant un bémol concernant la possibilité que la campagne russe ait pour effet de renforcer Assad et de contrecarrer les efforts diplomatiques. Enfin, pour l'armée des États-Unis, l'essentiel était de trouver un terrain d'entente pour éviter les collisions dans l'espace aérien de la Syrie entre les aéronefs russes et ceux de la coalition menée par les États-Unis.

Parallèlement, les États-Unis encourageaient discrètement la Turquie et les États du golfe Persique à fournir une aide militaire et logistique plus robuste à la rébellion. Cette aide devait se concrétiser par des livraisons plus rapides de missiles antichars, qui ont été utilisés efficacement pour bloquer toute progression sérieuse du régime Assad contre les rebelles.

Pour arriver à décoder la position de Washington, on peut l'expliquer de manière plus logique. Les États-Unis ne cherchent pas l'affrontement avec la Russie, mais ils veulent se garder des options. Les calculs du gouvernement Obama prennent avant tout en considération sa priorité pour l'année à venir, soit de consolider les bénéfices de l'accord avec l'Iran, de gérer le conflit syrien au moindre coût possible et de transférer le dossier du Moyen-Orient au prochain gouvernement sans trop de dégâts. Cette interprétation est la plus utile pour comprendre le ballet diplomatique auquel l'Iran participe, à Vienne, mais où le secrétaire

d'État John Kerry ne cesse de répéter que la condition *sine qua non* posée par les États-Unis et les autres pays occidentaux est le départ d'Assad, qu'ils veulent chasser du pouvoir. M. Kerry entretient cependant l'ambiguïté quant au moment où cette éviction devra se produire.

Le ballet diplomatique autour du cadavre de la Syrie ressemble de plus en plus à celui qui entoure la question palestinienne, où la création de deux États est une idée fort répandue faisant partie de plusieurs formules proposées en guise de solution, alors que la réalité sur le terrain s'éloigne chaque jour de plus en plus de l'objectif déclaré. Lors des dernières négociations à Vienne, la proposition d'un cessez-le-feu supervisé par l'ONU a refait surface, alors qu'elle avait déjà échoué en 2012.

Clamer la défaite des autres sur les cendres de la Syrie

En l'absence de toute solution sérieuse et radicale à la crise syrienne elle-même, le pays est condamné à un effritement constant. Dans les régions qui continueront d'échapper à l'autorité du régime et à la protection de la Russie, plusieurs forces rivales continueront de s'affronter, de se diviser ou se coaliser, de se radicaliser ou encore d'asseoir leur mainmise sur une portion de territoire, sur sa population et sur son économie locale. La Syrie restera le principal foyer des troubles qui ne cessent de croître dans la région et qui engendrent de multiples problèmes : insécurité aux frontières, polarisation sectaire dans les pays voisins et afflux inévitable de réfugiés en Europe.

Chaque acteur du conflit espère que ses adversaires vont finir par s'enliser en Syrie, ce qui peut sembler raisonnable dans un affrontement entre grandes puissances, mais n'en signifie pas moins la mort lente de la Syrie, dont le cancer se répandra dans la région et au-delà, avec son cortège de malheurs.

Répercussions des relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran pour la région

Chapitre 10 – Répercussions des relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran pour la région

Les relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran font planer un nuage toxique au-dessus de la région. Les agents et les forces militaires des deux régimes continuent de lutter pour gagner du pouvoir et de l'influence dans différents pays, le tout sur fond de propagande criarde par les autorités et les médias supposément indépendants des deux États. Voilà des décennies que les médias saoudiens pointent du doigt l'Iran pour à peu près tout ce qui tourne mal dans la région, ce qui concorde parfaitement avec le programme scolaire saoudien qui attribue à la communauté chiite en général un statut de race inférieure. Pour sa part, la propagande iranienne n'est peut-être pas fondée sur des caractérisations éhontées des sunnites à la manière des Sages de Sion, mais elle compense largement en accusant presque les Saoudiens d'apostasie dans ses efforts incessants pour faire valoir que les politiques de l'Arabie saoudite servent les intérêts de l'impérialisme sioniste. C'est cette hostilité nocive s'inscrivant dans des couches de sectarisme, de nationalisme et de rivalité entre les deux États qui influe maintenant sur les décisions prises sur toutes les tribunes, des camps en Syrie, au Sinaï ou en Libye, jusqu'aux bureaux gouvernementaux au Caire, à Bagdad ou à Jérusalem.

Les suites de 1979

La révolution iranienne de 1979 a marqué le point de départ des relations actuelles entre le Royaume d'Arabie saoudite et l'Iran. Des siècles de conflits entre Perses et Arabes et entre chiites et sunnites ont créé un climat propice aux événements récents. Les relations étaient loin d'être au beau fixe entre les régimes pahlavi et saoudien, une situation que n'a certes pas améliorée la politique de production pétrolière adoptée par l'Arabie saoudite juste avant la révolution. Celle-ci a toutefois créé de nouveaux motifs d'affrontement ouvert qui ont été exacerbés par le soutien saoudien à l'invasion de l'Irak, les allégations des nouveaux dirigeants iraniens quant au rôle joué par l'Occident dans la prise de la Grande Mosquée en 1979 et la crise des otages. Pour une bonne part, la situation dans la région et en périphérie demeure le résultat des tensions entre le nouveau régime révolutionnaire et le

gouvernement saoudien, combinées aux retombées persistantes et fatales des suites de la révolution de Saur en Afghanistan.

Prosélytisme et contagion révolutionnaire

Les risques de conflit entre le nouveau régime iranien et le Royaume ont toujours été bien présents. Aux yeux des autorités révolutionnaires, l'État saoudien était une représentation de tout ce qui ne fonctionnait pas dans la région. De l'avis de l'ayatollah Ruhollah Khomeini, les monarchies héréditaires étaient anathèmes. Ce qui rendait le conflit encore plus inévitable, c'est que le Royaume était un allié des États-Unis (le grand Satan), et allait bientôt devenir un bailleur de fonds pour Saddam Hussein et un recruteur aux fins de l'idéologie anti-chiite. Les discours révolutionnaires ridiculisaient les Saoudiens, et Khomeini et ses collaborateurs ont pris bien soin de propager des critiques qui allaient toucher directement le Royaume : les allégations quant à l'existence d'une ploutocratie profane asservie au plus grand partisan d'Israël auraient pu tout aussi bien être forgées par les adversaires arabes des Saoudiens au pays et dans la région. La réplique saoudienne, s'inspirant d'une vision planétaire résolument sectaire, a été tout aussi virulente et méprisante.

Wahhabisme et velayat-e faqih

Il n'a jamais été dans la nature de ces deux États de laisser leurs frontières restreindre les manifestations de leur hostilité mutuelle. Idéologie religieuse fondatrice de l'État saoudien, le wahhabisme est une croyance au prosélytisme inhérent, un mouvement de réforme, le *daawah wahhabiya*, qui mise sur l'expansion et la conversion. En outre, le premier tiers du XX^{e} siècle a vu la création d'un deuxième État saoudien unifiant les diverses tribus, dont l'évolution a été freinée par des considérations géographiques, l'ingérence des grandes puissances et un manque de capacité, plutôt que par l'absence de volonté.

Du côté de l'Iran, bien qu'il n'y ait pas de motivation théologique directement comparable dans le traité précurseur de Khomeini, le chef suprême mettait au défi les gouvernements comme le régime saoudien, et surtout ceux qui avaient des populations chiites sous leur contrôle, en proposant une forme théocratique de gouvernance.

Il va de soi que l'auditoire visé est beaucoup plus vaste pour le prosélytisme wahhabite que pour la doctrine *velayat-e faqih* de Khomeini[72], car il englobe en principe la totalité du monde sunnite. Les enseignements de Khomeini s'apparentent surtout à une théorie gouvernementale; ils n'ont pas été adoptés par les sympathisants et les alliés du régime en Irak, et encore moins ailleurs dans le monde. Dans les faits, l'Iran n'a jamais assujetti son soutien à une adhésion aux principes défendus par Khomeini. Quoi qu'il en soit, en s'établissant à titre d'État chiite radical, la nouvelle République islamique ouvrait la voie à un affrontement avec ses voisins, et particulièrement avec l'Arabie saoudite. La lutte contre l'oppression exercée par l'orthodoxie sunnite est l'un des aspects fondamentaux du chiisme. Il était donc tout naturel que le nouvel État islamique chiite souhaite venir en aide à ses frères « opprimés » qui souffraient ailleurs dans le monde sous le joug de l'oppression sunnite. Cette volonté a toujours été à l'origine, et souvent au cœur, de l'engagement iranien auprès des communautés chiites du monde arabe.

À l'issue de discussions à l'interne au sein du nouveau gouvernement révolutionnaire, surtout concernant les activités d'Ali Akbar Mohtashemi dans la vallée de Beqaa, la République islamique s'est finalement engagée à appuyer les communautés chiites au Liban, en Irak et, ce qui est surtout inquiétant pour les Saoudiens, à Bahreïn et dans la région d'Ach-Charqiya, une province d'Arabie saoudite. Et l'influence iranienne s'est fait ressentir bien au-delà de ces communautés. En intégrant des idées populistes et nationalistes à son idéologie religieuse, Khomeini a aussi fait en sorte que sa révolution est devenue source d'inspiration pour les islamistes dissidents de toute la région.

Pendant que le régime saoudien était l'un de ceux qui finançaient activement les moudjahidines afghans à compter des années 1980, avec les conséquences que nous sommes tous à même de constater aujourd'hui, Khomeini et ses alliés au sein du gouvernement ont également voulu tirer profit de la situation en vue d'internationaliser leur révolution, sans se limiter au monde chiite. Si rebaptiser en l'honneur de Bobby Sands, gréviste de la faim de l'IRA, la rue de Téhéran où se trouvait l'ambassade du Royaume-Uni avant sa fermeture peut être assimilé à un simple geste de provocation posé pour narguer le petit Satan colonial, le changement de l'adresse de l'ambassade égyptienne désormais située sur la rue Khaled al-Islambouli témoigne en revanche d'un

soutien beaucoup plus direct aux opposants radicaux de l'État égyptien.

> *Alors que des combattants venant d'aussi loin que l'Indonésie et le Royaume-Uni sont venus grossir les rangs des djihadistes irakiens au cours de la dernière décennie, les forces financées par l'Iran en Syrie demeurent presque exclusivement constituées de ressortissants libanais, syriens et iraniens.*

Influence irano-saoudienne et combattants étrangers

Grâce au prosélytisme wahhabite, au financement iranien et au transfert d'expertise militaire, l'Iran et l'Arabie saoudite peuvent désormais s'attribuer une partie du mérite pour, notamment, l'idéologie privilégiée par la génération actuelle des islamistes radicaux, les techniques utilisées par le Hamas, les tactiques d'al-Qaïda et la stratégie à long terme du Hezbollah. Il faut toutefois avouer qu'il est plus facile de déceler les empreintes génétiques des Saoudiens wahhabites dans le recrutement des combattants étrangers que de le relier à un rôle qu'auraient pu jouer les Iraniens. Alors que des combattants venant d'aussi loin que l'Indonésie et le Royaume-Uni sont venus grossir les rangs des djihadistes irakiens au cours de la dernière décennie, les forces financées par l'Iran en Syrie demeurent presque exclusivement constituées de ressortissants libanais, syriens et iraniens.

Cet état de fait est en grande partie attribuable à la structure de la population musulmane mondiale et aux limites que cela impose à l'idéologie chiite. L'État de Khomeini n'est pas une entité prosélyte; il ne vise pas la conversion des non-chiites pour augmenter son pouvoir. Il cherche plutôt à asseoir son influence à l'intérieur des communautés chiites, voire à les contrôler, en s'employant du même coup à en faire des puissances nationales, ce qui élargit d'autant sa propre sphère d'influence. C'est le modèle du Hezbollah : se faire un allié d'une communauté chiite défavorisée, en renforcer les capacités au moyen d'un soutien militaire et financier, lui assurer– en même temps qu'à l'Iran – un rôle au sein du gouvernement de son pays. Les successeurs de Khomeini recherchent le même résultat au Yémen, par le truchement de la

minorité houtie. Il faudra pour ce faire transférer des combattants étrangers, mais il s'agit presque exclusivement d'Iraniens, plutôt que de guerriers recrutés un peu partout sur la planète.

C'est davantage l'héritage saoudien des guerres afghanes qui est prévalent dans la région et qui devrait le demeurer. Il serait néanmoins difficile de prétendre que la révolution iranienne n'est pas l'exemple parfait d'une politique nationaliste séculaire qui cède le pas à l'islamisme radical dans tout le monde arabe, et ce, même dans des pays ne comptant pas une population chiite importante.

La région en 2015

Maintenant que ces deux États sont engagés dans des affrontements directs ou par factions interposées dans un nombre sans précédent de pays, tout porte à croire que les contrecoups de leur hostilité mutuelle qui est à l'origine de l'éclatement et de la poursuite de conflits régionaux continueront de se déchaîner. Les observateurs n'hésitent pas à reprendre à leur compte le prétendu aphorisme arabe voulant que « l'ennemi de mon ennemi soit mon ami » pour faire valoir que les antagonistes peuvent se trouver des motivations communes. La montée de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) serait ainsi une occasion rêvée pour l'Arabie saoudite et l'Iran. En effet, il est avancé que leur hostilité commune envers les djihadistes devrait les inciter à faire des compromis et à coopérer. En réalité, comme en témoigne de plus en plus l'intervention russe, les dissensions entre alliés et opposants au régime du président Bashar el-Assad sont aussi marquées que l'antipathie commune envers l'EIIL.

En outre, même dans un contexte moins houleux que celui de la Syrie – ou de l'Irak – dans le cadre duquel l'Iran et l'Arabie saoudite pourraient collaborer, il leur faudrait tout de même surmonter les effets de leur propagande à l'intérieur de leurs frontières respectives. Certains éléments au sein des deux gouvernements sont conscients des limites d'une telle caractérisation propagandiste qui ne leur procure que très peu de liberté d'action.

Coopération minimale, sans rapprochement

Il ne faut pas conclure pour autant que toute forme de coopération, qui serait assurément tacite, est impossible. Il est arrivé, surtout au milieu des années 1990, que les autorités

saoudiennes et iraniennes parviennent à maintenir un niveau assez acceptable de relations et de communications. À titre d'exemple, mentionnons l'attitude pragmatique dans la réaction de l'Arabie saoudite à l'échec de sa campagne – menée conjointement avec Israël et le Parti républicain des États-Unis – pour convaincre le gouvernement américain et les autres États du P5 plus l'Allemagne de ne pas signer le Plan d'action global conjoint. Plutôt que de s'en prendre à l'entente conclue, les Saoudiens ont adopté une attitude moins directement agressive, préférant influer progressivement sur les perceptions internationales à l'égard de l'Iran en misant sur le ton mesuré du ministre des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir, plutôt que sur les envolées hystériques du premier ministre israélien.

Quoi qu'il en soit, compte tenu de l'ampleur de l'antagonisme généralisé envers l'Iran, toute forme d'accommodation entre Saoudiens et Iraniens doit être limitée et sans doute clandestine dans une certaine mesure, ou tout au moins peu médiatisée. La toile de fond omniprésente est celle d'une hostilité mutuelle très profonde que les deux États n'essaieront même pas de surmonter en l'absence de changements en profondeur au sein de leurs gouvernements respectifs.

Comme c'est le cas dans bien d'autres secteurs, les répercussions pour la région sont presque totalement néfastes, sans compter qu'elles sont envenimées par les conditions qui prévalent au sein même des régimes saoudien et iranien. Il semble bien que le ministre iranien des Affaires étrangères, Javad Zarif, qui préconise une relation plus collaborative avec l'Arabie saoudite, va inévitablement payer le prix de son efficacité dans la conclusion de l'accord nucléaire. Selon les rumeurs qui circulent à Téhéran, son remplaçant ne viendra pas de l'aile modérée du ministère des Affaires étrangères, mais bien de la droite. Pendant ce temps-là à Riyad, la montée en force du prince Mohammed ben Salman, dont l'hagiographie publique, phénomène plutôt inhabituel, fait grand état de son attitude belliqueuse à l'égard de l' « ingérence » iranienne au Yémen, ne permet pas de croire que les Saoudiens s'apprêtent à adopter une approche plus indulgente.

Tensions entre sunnites et chiites dans toute la région : recours au sectarisme et conséquences

Chapitre 11 – Tensions entre sunnites et chiites dans toute la région : recours au sectarisme et conséquences

Sans égard à la façon dans les vainqueurs écriront l'histoire, les guerres religieuses ne sont pas livrées pour régler des conflits à caractère religieux. La guerre est la manifestation d'une rivalité temporelle, plutôt que le fruit de préoccupations spirituelles. Mais lorsque Staline a demandé cyniquement en 1935 sur combien de divisions le pape pouvait compter, il le faisait dans un contexte européen qui était bien différent de la situation actuelle au Moyen-Orient. De nos jours, la religion, surtout dans le monde musulman, est un élément clé de la politique identitaire, parallèlement à une dégradation des autres moyens utilisés pour déterminer et définir les allégeances. Il est donc justifié et important de demander sur combien de divisions le calife Ibrahim peut compter.

Le gâchis sans nom qui touche actuellement la Syrie, l'Irak et le Yémen est un produit à la fois de l'histoire et des circonstances. Le maintien des partitions géographiques faisant suite à la chute de l'Empire ottoman était assujetti aux pouvoirs de ceux qui en étaient à l'origine. Lorsqu'ils ont perdu ces pouvoirs, ce sont les chefs locaux qui ont pris le relais. Toutefois, la nature fissipare de ces États artificiels a fait en sorte que leurs gouvernements s'employaient d'abord et avant tout à exercer leur contrôle, plutôt qu'à bâtir une société organisée. Ainsi, les institutions ont été conçues et dotées d'un effectif leur permettant d'appuyer la gouvernance, et non de servir le peuple gouverné. Les dirigeants se tournaient vers des cliques et des groupes minoritaires tout en s'efforçant de dissimuler grossièrement les soupçons et les ressentiments derrière les statues et les affiches soulignant leurs exploits. D'habiles stratégies visant à diviser pour régner en misant sur l'intimidation et les récompenses ont permis à une bande de politiciens sans scrupules d'émerger et de prospérer. Cependant, leurs efforts pour se mettre à l'abri de toute contestation sont loin de leur assurer une succession sans problème.

Ces dirigeants avaient à portée de la main un outil extrêmement attrayant pour étayer leur pouvoir : ils pouvaient faire valoir la légitimité religieuse de leurs actions. Sans renoncer au laïcisme, ils

n'ont pas hésité à se servir de la religion pour fusionner des groupes qui, sans cela, se seraient singularisés en fonction de leurs particularités locales. C'est en Arabie saoudite que l'on peut observer le déploiement le plus tangible de cette stratégie dans le cadre d'un processus qui remonte au XVIII[e] siècle. Plus récemment, le recours à de telles tactiques a également été manifeste en Iran à la suite de la révolution de 1979, alors que les nouveaux dirigeants du pays ont effacé toute distinction entre religion et État. Malgré l'établissement de régimes durables dans ces deux pays, les dirigeants subséquents n'ont malheureusement pas essayé – ou n'ont pas été capables – de s'affranchir de l'identité religieuse revendiquée par leurs prédécesseurs pour prendre le pouvoir. Confrontée à de nouveaux enjeux, l'identité religieuse est devenue de plus en plus étroite et exclusive.

Parmi les nombreux paradoxes qui caractérisent le Moyen-Orient, il y a celui d'une stabilité qui dépend de la coexistence pacifique entre sunnites et chiites, alors même que le sectarisme est en pleine expansion. Cette contradiction s'explique par trois facteurs principaux. Premièrement, les gouvernements s'identifient de plus en plus à des croyances sectaires, surtout lorsqu'ils en viennent à représenter la minorité sur cette base. Deuxièmement, la rivalité régionale entre l'Arabie saoudite et l'Iran ne cesse de prendre de l'ampleur dans tout le Moyen-Orient et est désormais presque exclusivement présentée dans une optique sectaire.
Troisièmement, des États comme l'Égypte, qui aurait pu imprimer une orientation non sectaire, ont perdu une grande partie de leurs pouvoirs, pendant que les États-Unis se retiraient partiellement de la région – après la désastreuse prolongation de leur mission.

Malgré ses origines qui nous ramènent aux premiers balbutiements de l'islam, le schisme entre sunnites et chiites n'est pas en lui-même une cause de violence. Au Moyen-Orient comme ailleurs dans le monde, de nombreuses sociétés ont réussi à filtrer les distinctions de croyances et de pratiques relativement mineures qui caractérisent les deux sectes et, partant, les nombreuses subdivisions qui les constituent. Les grands califats ont manifesté un maximum de tolérance au plus fort de leur règne. Ainsi, de la même façon que l'on retrouve des communautés chiites en Arabie saoudite malgré le sectarisme féroce des wahhabites, il y a des sunnites en Iran même s'ils représentent moins de 10 p. 100 de la population. En sa qualité de Gardien des deux saintes mosquées, le roi d'Arabie saoudite est responsable de tous les musulmans

pendant que le chef suprême iranien prétend que son interprétation de la loi islamique lui permet de les guider tous.

De fait, malgré le long conflit avec l'Irak dans les années 1980 et les différends actuels du pays avec l'Arabie saoudite, l'Iran soutient que sa politique étrangère est inspirée par son hostilité envers les satans de l'Occident ainsi qu'Israël, plutôt qu'envers les monarchies sunnites du Moyen-Orient. Or, bien que l'engagement militaire iranien en Syrie et en Irak soit purement politique et vise le maintien de l'influence acquise par l'Iran dans la région à la suite de l'invasion américaine en Irak, il s'appuie sur un discours tout à fait sectaire. Tant les milices chiites irakiennes, dirigées de près par l'Iran, que les combattants du Hezbollah déployés en Syrie sur les ordres des autorités iraniennes prétendent défendre contre les attaques sunnites d'importants symboles religieux chiites, comme le tombeau de la petite-fille du prophète, Zaynab, en banlieue de Damas. L'Arabie saoudite hésite encore moins à exprimer ses intérêts politiques sous forme de dédain religieux envers les chiites, en faisant de l'Iran une cible à la fois politique et affective.

Cet affrontement n'aura pas comme conclusion la défaite sans partage et la disparition totale de l'un des belligérants. L'islam n'offre pas de solution pour les musulmans qui se battent entre eux. Il en est de même pour le nationalisme lorsqu'un conflit ne prend pas la forme d'un affrontement direct entre États. Sur les champs de bataille sont hissés de nouveaux drapeaux représentant de nouvelles entités. Les frontières bien dessinées de nos cartes aux couleurs vives sont embrouillées par la mouvance des fronts entre des groupes dont l'identité est tout autant définie par leur nature même que par l'endroit où ils se trouvent. Dans ce contexte, les combattants actuels ont dû chercher un fil conducteur tout aussi significatif, mais moins inclusif que l'islam. C'est dans le sectarisme qu'ils ont trouvé leur solution.

> *Les frontières bien dessinées de nos cartes aux couleurs vives sont embrouillées par la mouvance des fronts entre des groupes dont l'identité est tout autant définie par leur nature même que par l'endroit où ils se trouvent.*

En Syrie, il y a des sunnites qui soutiennent le régime Assad et des chiites qui appuient les rebelles et, comme c'est le cas également

en Irak et au Yémen, une vaste majorité de la population qui recherche seulement la paix et la stabilité. Mais la mise en valeur des identités sectaires et l'expansion de la guerre par factions interposées ont forcé les différentes communautés à choisir leur camp. Il en est résulté non seulement le déplacement de multitudes de gens, mais aussi une forme de nettoyage ethnique qui rendra difficile, voire impossible, le retour dans ces pays à la situation qui prévalait auparavant. Ce sont là des tactiques familières pour le soi-disant État islamique en Irak et au Levant (EIIL) qui en est le premier bénéficiaire; les avantages pour les autres protagonistes principaux sont plus difficiles à quantifier.

S'il y a un élément qui unit les forces en présence au Moyen-Orient, c'est leur opposition à l'EIIL. Pour l'instant, ce dernier demeure toutefois une cible secondaire, même si tous les États comprennent bien qu'il représente une menace, d'autres menaces les préoccupent davantage. Par ailleurs, l'EIIL a tout intérêt à saper la cohésion de l'opposition qu'elle doit affronter en présentant dans une perspective sectaire les problèmes de la région, ce qui accroît d'autant l'envergure des scissions religieuses. L'EIIL peut tirer profit de la discrimination manifeste qui est à l'origine des niveaux de gouvernance déplorables auxquels ont droit les communautés sunnites d'Irak et de Syrie, tout en laissant entendre que la situation serait pire encore si l'on donnait aux chiites une seconde chance de gouverner. En conséquence, l'extrémisme prend de l'ampleur et le fossé s'élargit avec une nouvelle partition de l'islam, plus seulement entre sunnites et chiites, mais entre le salafisme en tant que véritable manifestation de l'islam sunnite, et tout le reste, y compris le chiisme.

Si nous ne savions pas que cela s'est déjà fait auparavant, il nous serait difficile de voir comment cette croissance destructrice des politiques sectaires peut être inversée. De tout temps, les révolutionnaires ont cherché le scellant idéologique capable de fédérer leurs partisans, que ce soit en s'inspirant de courants laïques, comme le marxisme ou le fascisme, de croyances religieuses, ou même du culte de leur propre personnalité. Les systèmes de croyances importants comme l'islam parviennent à survivre et à prospérer au fil des époques et dans les diverses cultures du fait qu'ils autorisent de nombreuses lectures et interprétations différentes. L'islam du soufite le plus mystique s'appuie très bien sur le coran et le hadith de la même façon que celui de l'ardent salafiste. Qu'un nouveau régime survive ou qu'il

tombe, les croyances qui lui ont permis d'obtenir le soutien initial nécessaire peuvent reprendre leur cours normal ou être délaissées, selon leur pertinence propre.

Si ses promesses et ses prophéties ne se concrétisent pas, l'EIIL sera présenté de plus en plus comme un mouvement politique, plutôt que religieux. Il perdra toute la crédibilité et la légitimité religieuses auxquelles il a pu prétendre alors qu'on le jugera de plus en plus en fonction de ses actions, plutôt que de ses discours. Ce n'est toutefois pas le seul groupe au Moyen-Orient à attiser la flamme du sectarisme. La guerre par factions interposées qui est financée par l'Arabie saoudite et l'Iran est plus destructive du fait de la grande expansion qu'elle a connue en devenant extrêmement acrimonieuse. Si la guerre opposait uniquement Arabes et Perses, ou directement les forces saoudiennes et iraniennes, il serait plus facile de régler la situation, mais la multiplication des parties en colère et la complexification des relations au-delà des limites de la région font en sorte que les solutions possibles sont rares, voire inexistantes, sans compter qu'elles ne sont pas nécessairement applicables.

Même si l'Arabie saoudite et l'Iran parvenaient à s'entendre, les combats ne cesseraient pas pour autant. À titre d'exemple, la violence en Libye, qui ne découle aucunement du sectarisme, exige une solution différente. Mais à partir du moment où ces deux pays pourront, avec l'aide de la Russie, de la Turquie et des États-Unis, se trouver un terrain d'entente et commencer à prendre le contrôle de la situation en Syrie, les problèmes au Yémen, en Irak et peut-être également en Libye apparaîtront beaucoup plus faciles à régler.

Turquie, EIIL et Syrie

Chapitre 12 – Turquie, EIIL et Syrie

Par une journée ensoleillée d'octobre 2015, deux kamikazes ont fait détoner leur charge explosive dans un geste aux conséquences dévastatrices. En plein centre de l'une des villes les mieux défendues de la Turquie, Ankara, une centaine de manifestants, surtout des Kurdes et des activistes de gauche, ont perdu la vie et des centaines d'autres ont été grièvement blessés. Malgré tous les indices qui pointaient en direction de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), le Parti de la justice et du développement (AKP) qui forme le gouvernement a plutôt choisi de brandir son épouvantail préféré et d'accuser le Parti travailliste kurde (PKK) auquel il livre une lutte sans merci depuis que le cessez-le-feu décrété en 2013 a été rompu en juin 2015.

En essayant de faire porter le blâme au PKK, le gouvernement n'y allait pas d'un simple geste opportuniste, surtout quand on connaît le rôle tout à fait dominant exercé en Turquie par la presse contrôlée par l'État et l'AKP, mais également d'un effort pour masquer son incapacité à bien réagir à la présence croissante de l'EIIL dans le pays. L'un des deux auteurs de l'attentat d'Ankara était le frère aîné d'un autre kamikaze qui avait entraîné dans la mort pas moins de 32 jeunes activistes à Suruç, une ville du sud du pays, après les élections de juin 2015. L'attentat en question ciblait des activistes qui se préparaient à partir en mission humanitaire dans la ville de Kobané au nord de la Syrie, la même où des Kurdes syriens avaient réussi contre toute attente – et avec l'aide des États-Unis – à repousser une attaque de l'EIIL. Il s'agissait en fait du deuxième d'une série d'attentats ciblant les Kurdes ou leurs partisans. Le premier avait visé un ralliement du Parti démocratique des peuples (HDP), une formation pro-kurde, à la veille des élections de juin. Il semblerait y avoir une corrélation entre les trois attentats, qui seraient en outre liés à la Syrie et à des djihadistes turcs qui se sont rendus en Syrie[73].

Les trois attentats ont eu des répercussions politiques majeures en Turquie. Ils ont lancé le pays sur le chemin des conflits ethniques et de la violence à la faveur de discours impétueux qui ont mis le feu aux poudres dans les deux camps. Assez paradoxalement, malgré tous les soupçons qui pointent en sa direction, l'EIIL n'a pas comme à son habitude revendiqué ces attentats. Si l'EIIL ne tient pas à être relié à ces attaques, c'est surtout parce qu'il craint que l'État turc

intensifie de façon marquée la répression de ses partisans en Turquie. L'ensemble des preuves circonstancielles disponibles montrent que l'EIIL s'est doté dans ce pays d'une vaste infrastructure qui l'aide à recruter des combattants (quelque 1 300 Turcs sont allés combattre en Syrie) à se servir de la Turquie comme pays de transition, tant pour les combattants étrangers que pour ses partisans et le matériel indispensable, allant de la nourriture jusqu'aux munitions et même à traiter les soldats blessés.

Il y a deux autres facteurs qui compliquent les relations entre la Turquie et l'EIIL. Notons d'abord les rapports complexes entre le gouvernement AKP et les djihadistes qui combattent le régime de Bashar el-Assad en Syrie. Il y a également la montée des Kurdes syriens, et tout particulièrement les bons résultats du Parti de l'union démocratique (PYD), qui est affilié au PKK. Depuis qu'il y a impasse dans la guerre civile en Syrie, les autorités turques frustrées par la résilience du président syrien ont décidé d'appuyer les djihadistes qui sont beaucoup plus efficaces dans leur lutte contre le régime que l'opposition plus « modérée ». C'est dans ce contexte que la Turquie en est venue à contribuer de plein gré au circuit d'approvisionnement des djihadistes. Bien que ce soutien ait débuté avant l'avènement de l'EIIL et visait principalement le Front al-Nusra, il ne fait aucun doute que l'EIIL en bénéficie largement en raison de l'impossibilité d'y voir tout à fait clair dans les intentions des différents djihadistes qui traversent la frontière.

Bien que ce ne soit pas d'hier que la question se pose en Turquie, le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan a été le premier à prendre des mesures pour alléger les tensions entre les deux communautés. En mars 2013, le PKK a décrété un cessez-le-feu qui a contribué à l'amorce de négociations entre le parti et l'État. Toutefois, la montée du PYD, le Parti kurde syrien, a influé sur les évaluations du gouvernement turc concernant les Kurdes. Le PYD est devenu le plus important regroupement kurde avec l'intention de créer une région autonome formée de trois cantons du nord de la Syrie. Compte tenu de ses liens étroits avec le PKK – c'est le PKK qui entraîne la milice du PYD –, la percée de ce parti a été perçue comme une menace stratégique par Ankara. Lorsque l'EIIL a décidé d'investir la ville frontière kurde syrienne de Kobané en octobre 2014, le gouvernement Erdogan a indiqué très clairement qu'il ne souhaitait pas une victoire des défenseurs du PYD. La colère d'Ankara a été soulevée par la décision américaine

d'appuyer les Kurdes et de porter des coups durs aux forces de siège de l'EIIL. La collaboration entre le PYD et les États-Unis est devenue plus étroite à la suite de l'incident de Kobané; les deux protagonistes ont commencé à planifier de concert des opérations et à réaliser certains gains territoriaux non négligeables aux dépens de l'EIIL.

Les Américains ont commencé à exercer d'importantes pressions pour que la Turquie change ses positions concernant le Front al-Nusra dans un premier temps, puis l'EIIL. Lors de la visite d'Erdogan à Washington en mai 2013, l'administration Obama l'a interpellé concernant le soutien de la Turquie au Front al-Nusra. Ankara en est venu à renoncer à ce soutien, sans toutefois prendre des mesures concrètes pour mieux surveiller ses frontières ou freiner l'expansion des réseaux d'appui qui proliféraient en Turquie. Il était considéré que le gouvernement AKP, et Erdogan tout particulièrement, appliquaient une politique sectaire ou tout au moins teintée de fortes nuances sunnites. Bien qu'il n'ait certes pas eu une telle intention, le gouvernement a appliqué une politique qui a pu aussi favoriser la création d'une infrastructure pro-EIIL. Dans les faits, de nombreuses ONG favorables au gouvernement, comme la Fondation pour l'aide humanitaire (IHH), ont contribué activement au transport de combattants en Syrie. Le gouvernement turc n'a pas acquiescé aux demandes répétées des Américains qui souhaitaient avoir accès aux bases aériennes du sud de la Turquie pour lancer leurs attaques contre l'EIIL.

Assez paradoxalement, c'est l'établissement de relations plus étroites entre les États-Unis et le PYD qui a finalement convaincu les Turcs de changer d'avis concernant l'accès à leurs bases aériennes. Ankara craignait que cette collaboration contribue non seulement à donner de la légitimité au PYD et à ses visées, mais aussi à créer indirectement des liens entre Washington et le PKK. Les Turcs ont accepté de participer aux attaques contre l'EIIL – et l'ont fait à l'occasion de quelques frappes aériennes –, mais la plus importante contribution que la Turquie pourrait faire aux bénéfices de la coalition anti-EIIL serait d'assurer une meilleure surveillance de ses frontières et de s'en prendre aux infrastructures pro-EIIL au pays. L'accès aux bases aériennes n'a cependant pas allégé les frictions avec les États-Unis, qui ont intensifié leur coopération avec les milices du PYD en allant même jusqu'à leur larguer des armes et des munitions.

Le long terme

Aux yeux de la Turquie, les principales sources de préoccupation sont le PKK et, par extension, le PYD. Le Conseil de sécurité nationale turc a fait pression pour que le PYD soit inscrit sur la liste des groupes terroristes reconnus par la communauté internationale, malgré l'avis contraire de ses alliés et de l'Occident. De plus, Ankara a dû se montrer prudent dans son approche envers l'EIIL; pendant qu'elle permettait aux avions de la coalition d'avoir accès à ses bases aériennes, la Turquie a été réticente à prendre des mesures directes à l'encontre du groupe djihadiste. Le discours turc contre l'EIIL est plus virulent, mais on a souvent joué d'opportunisme pour établir un parallèle entre l'EIIL et le PKK, en laissant maintes fois entendre que ce dernier constituait un fléau encore plus grand.

> *(...) c'est l'établissement de relations plus étroites entre les États-Unis et le PYD qui a finalement convaincu les Turcs de changer d'avis concernant l'accès à leurs bases aériennes.*

En revanche, l'EIIL a lancé un magazine en ligne en langue turque intitulé Konstantiniyye, un jeu de mots avec Constantinople. Le magazine, combinant astuce et propagande, s'en prend au gouvernement Erdogan en faisant valoir que la première conquête de Constantinople n'a pas permis d'atteindre l'objectif visé et qu'il faudrait reconquérir la ville pour la rendre vraiment islamique. Le magazine soutient en outre que l'acceptation de la démocratie est assimilable à la conversion à une nouvelle religion; un musulman peut renoncer à sa religion et croire en la démocratie ou encore demeurer musulman et refuser la démocratie, car les deux sont mutuellement contradictoires. Parallèlement à toutes ces allégations, l'EIIL s'est montré plutôt discret dans ses opérations visant l'État turc. Il a misé sur le fait que ses attaques à l'encontre des Kurdes et des gauchistes n'allaient pas l'exposer à des répliques virulentes de l'État. Jusqu'à maintenant, il a gagné son pari. L'EIIL possède tout de même en Turquie un pouvoir d'action considérable dont les autorités d'Ankara ont tout lieu de s'inquiéter. C'est ce qui explique aussi la réticente d'Ankara à envoyer ses avions bombarder des cibles de l'EIIL en Syrie.

La Turquie doit se préoccuper d'abord et avant tout des répercussions d'une décision de la coalition de s'en prendre à l'EIIL, surtout si des tentatives étaient faites pour libérer Raqqa et Mossoul. L'EIIL ne déciderait-il pas alors d'exercer des représailles contre la Turquie?

Mesures locales pour contrer la mobilisation en Syrie et en Irak : défections

Chapitre 13 – Mesures locales pour contrer la mobilisation en Syrie et en Irak : défections

Quelle que soit notre évaluation des paramètres en place, il ressort clairement que la campagne aérienne lancée contre l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) ne suffira pas à elle seule à contrer cette menace. Par ailleurs, les efforts déployés pour former, équiper et appuyer les forces locales de lutte contre l'EIIL, tant en Irak qu'en Syrie, représentent, dans le meilleur des cas, un projet à moyen terme et, à l'instar des frappes aériennes, ne devraient pas à elles seules permettre d'atteindre l'objectif visé. Dans ce contexte, il y a tout lieu d'envisager un champ d'action complémentaire pour miner les forces de l'EIIL en Syrie et en Irak, à savoir encourager les défections à l'échelle locale. Jusqu'à maintenant, les discours à cette fin ont surtout servi à mettre en lumière les cas peu médiatisés où l'EIIL a agi de façon non islamique, et ce, dans le but de nuire au recrutement. Il convient de poursuivre dans le même sens pour saper les efforts de recrutement de combattants étrangers par l'organisation, mais il faut également envisager l'élaboration d'une stratégie pour favoriser les défections par les combattants étrangers et locaux de Daech[74] en guise de complément sans offensive directe à la campagne aérienne et au soutien aux groupes armés qui luttent contre l'EIIL en Syrie et en Irak.

> *Il s'agit essentiellement de favoriser les défections pour saper l'EIIL de l'intérieur, plutôt que de simplement retarder son recrutement externe.*

Une telle campagne d'encouragement à la défection visant à créer des fissures au sein de l'organisation constitue une forme d'intervention sans action destructrice qui s'inscrit dans l'horizon à long terme des efforts militaires déployés pour affaiblir l'EIIL. Il s'agit essentiellement de favoriser les défections pour saper l'EIIL de l'intérieur, plutôt que de simplement retarder son recrutement externe. Les messages d'incitation à la défection ne sont pas toujours bien perçus et doivent absolument s'inscrire dans une approche à plusieurs volets. Rien ne nous empêche toutefois de miser dès maintenant sur des activités de la sorte. D'après les récits de déserteurs de l'EIIL en Syrie et de contacts qui travaillent à

faciliter de telles défections, il y aurait un nombre considérable de combattants de l'EIIL qui souhaitent quitter les rangs de l'organisation, et l'ouverture d'une rampe de sortie pour ces individus pourrait devenir un atout très précieux en complément à la campagne militaire. De fait, ces deux voies sont interreliées, car les interventions sur le terrain et leurs répercussions peuvent devenir un incitatif puissant pour ceux qui remettent en question leur rôle au sein de l'EIIL.

> *(...) un nombre considérable de combattants de l'EIIL (...) souhaitent quitter les rangs de l'organisation (...)*

Pour accroître le nombre de défections dans les rangs de l'EIIL, il faut comprendre les différentes motivations des individus qui se joignent au groupe armé, mais aussi de ceux qui la quittent. Rassembler toute l'information nécessaire à cette fin exigera des efforts combinés d'universitaires, des membres de la coalition contre l'EIIL, des États voisins et, ce qui est essentiel, de partenaires ayant directement accès aux membres du groupe en Irak et en Syrie. Cette perspective locale s'appuyant sur une compréhension ciblée de l'auditoire visé par les messages incitant à la défection devrait permettre des campagnes beaucoup plus nuancées que celles récemment menées à l'externe. En voici quelques exemples :

a. <u>Réactions en ligne à la campagne du Sawab Centre visant à encourager la défection au cours de la semaine du 17 au 21 août 2015</u>. La campagne a été menée principalement sur Twitter, avec les mots-clics #DaeshLiesExposed et #أكاذيب_داعش_تفضح, et les mots-clics auxiliaires #NoToDaesh et #لا_لداعش , qui sont déjà utilisés dans le cadre d'efforts financés par d'autres gouvernements comme la campagne de sensibilisation numérique du Département d'État américain « Think Again, Turn Away ». Les mots-clics – et surtout ceux en arabe – ont été utilisés et relayés à une fréquence modérément élevée (entre 20 et 50 fois). Les vidéos rendues accessibles sur YouTube au début de la campagne ont été visionnées entre 2000 et 4000 fois. Il est toutefois arrivé à maintes reprises que des partisans de Daech détournent les mots-clics pour afficher du contenu allant à l'encontre de la mission de Sawab.

Parallèlement à de fréquentes critiques relativement au partenariat avec les États-Unis et les Émirats pour la réalisation de cette campagne, peu d'opinions défavorables ont été affichées en ligne. Parmi les observations relevées une seule fois, notons qu'il a été proposé que Sawab s'entretienne avec des déserteurs de pays autres que l'Arabie saoudite, que des plaintes portaient sur le fait que certains articles connexes relayés par des partenaires n'étaient plus d'actualité et qu'il a même été laissé entendre que les vidéos devraient être diffusées sans musique de fond.

Soutien à la campagne de Sawab et discussion

Les gazouillis diffusés et l'utilisation des mots-clics associés ont donné lieu à plusieurs commentaires favorables à la campagne ou reprenant son message. Les messages ont été affichés par des Arabes ainsi que par des étrangers, mais la majorité des échanges a eu lieu en arabe. Dans bien des cas, on soulignait qu'il y avait distorsion de l'enseignement islamique véritable au bénéfice de Daech.

La campagne a aussi provoqué un débat entre partisans et opposants de Daech, notamment lors d'un échange au sujet d'un témoignage diffusé sur YouTube. Le gazouillis en question critiquait un partisan de Daech (Abou Baker Sabaa) qu'il accusait d'avoir appliqué la charia de Dieu pour tuer et excommunier des musulmans et d'avoir présenté une image déformée de l'islam.

Critiques à l'égard de la participation des États-Unis et des Émirats arabes unis à la campagne

Il a été souligné par un utilisateur répondant à plusieurs messages que le Sawab Centre est financé par les États-Unis et les Émirats arabes unis. Un gazouillis critiquait insidieusement le lien entre la campagne et le département d'État américain, sans doute en référence aux fréquentes retransmissions des vidéos de la campagne de Sawab via le compte arabe du Département d'État.

Détournement des mots-clics par des partisans de Daech

Des partisans de Daech continuent de détourner des mots-clics, surtout le mot-clic arabe #أكاذيب_داعش_تفضح, pour afficher de la propagande en faveur de Daech. Les exemples en ce sens sont nombreux.

b. Réactions en ligne à la campagne d'incitation à la défection menée par le Centre pour les communications stratégiques antiterroristes (CSCC) du Département d'État américain (début le 17 septembre 2015). Le mot-clic utilisé (#تركوا_داعش_لأنها) n'a pas beaucoup retenu l'attention en ligne. Le maximum atteint a été de 19 retransmissions pour un même gazouillis, alors qu'une majorité d'entre eux ne suscitaient aucune réponse. Le mot-clic a été utilisé à différentes fins. On s'en est notamment servi pour répliquer à des partisans de Daech avec des messages défavorables à ce groupe armé ou des liens vers des articles faisant état de ses crimes. On l'a aussi utilisé pour faire la promotion d'activités anti-Daech menées par des partenaires de la coalition, comme les frappes aériennes, les avancées militaires ou l'arrestation de combattants. Il est à noter que les partisans de Daech n'ont pas cherché à détourner le mot-clic de cette campagne pour faire leur propagande, ce qui montre bien qu'elle est passée un peu inaperçue.

Autres points

- La campagne a été menée à partir du compte de l'équipe de diffusion numérique du CSCC au Département d'État.
- Les gazouillis ont débuté le 17 septembre 2015. Il s'agissait pour la majorité de répliques à des partisans de Daech qui transmettaient des nouvelles du groupe ou vantaient ses réalisations. De nombreuses réponses renfermaient un message en arabe que l'on pourrait traduire ainsi : « Vous pouvez nier votre position tant que vous vous voudrez, mais un tamis ne suffit pas à bloquer les rayons du soleil ».
- Le mot-clic a ensuite été utilisé pour faire état des défaites de Daech, des avancées irakiennes ou kurdes et des frappes aériennes de la coalition.

- Selon les sites Web faisant le suivi des mots-clics, le nombre total de messages renfermant ce mot-clic s'est chiffré à seulement 250, dont la presque totalité provenait de comptes affiliés au gouvernement des États-Unis.

- Les gazouillis ayant suscité le plus d'activité n'ont été relayés que 19 et 13 fois, respectivement. Les deux provenaient du même compte, également affilié au gouvernement américain.

- Une majorité des gazouillis n'ont suscité aucune réponse.

- Nous n'avons pas pu trouver de cas où un partisan de Daech aurait utilisé ce mot-clic pour présenter une image positive du groupe ou diffuser sa propagande.

S'il ne fait aucun doute qu'une campagne d'incitation à la défection peut jouer un rôle non offensif clé dans les efforts pour miner Daech de l'intérieur, peu importe que l'on vise les combattants européens, ceux de la région ou les Syriens et les Irakiens eux-mêmes, l'approche à adopter devra être plus nuancée et mettre l'accent sur les forces locales. Différents facteurs justifient le recours à une approche ciblée localement pour inciter les combattants à la défection :

a. Il faut miser sur une approche visant à favoriser un changement d'attitude qui sera à l'origine d'un changement de comportement. Pour simplifier les choses, on peut diviser cette approche en trois phases (les trois « D ») qui devraient être appuyées par des messages provenant de sources désignées (comme la coalition) et, ce qui est essentiel, de sources locales, non désignées et non affiliées.

   Phase 1 - Semer le DOUTE : Est-ce que je fais la bonne chose? Mes actions sont-elles sanctionnées par ma religion et conformes à la sunna? Ai-je le soutien de mes proches? La réalité de Daech correspond-elle bien à l'idée que je m'en étais faite? Suis-je prêt à mourir pour ce groupe? Est-ce que je fais du tort à ma famille en restant ici? Y en a-t-il d'autres qui pensent à quitter? Vais-je bientôt manquer de temps? Toutes ces questions contribuent à alimenter le DOUTE.

Phase 2 - Favoriser la DÉMOBILISATION : Après avoir semé le DOUTE, il faut saper la capacité opérationnelle et l'efficacité de Daech, le moral des troupes et leur volonté de persévérer en favorisant la DÉMOBILISATION mentale ou physique.

Phase 3 - Encourager la DÉFECTION et la rendre possible : On doit offrir à ceux dont les DOUTES ont entraîné la DÉMOBILISATION des possibilités concrètes et pratiques de faire DÉFECTION.

b. Il convient d'appuyer et de compléter le travail des groupes locaux pour l'élaboration et la mise en œuvre de ces campagnes (p. ex. Raqqa is Being Slaughtered Silently; Mosul Eye).

c. En dernier lieu, il faut relier tous ces efforts au soutien offert aux intervenants de l'opposition militaire et civile en Syrie, car c'est sans doute vers ces gens-là que les déserteurs vont d'abord se tourner, et qu'ils sont les mieux placés pour évaluer la bonne foi de ceux qui souhaitent faire défection.

Conclusion

Daech est un symptôme davantage qu'une cause. Le mal s'est répandu en raison d'une gouvernance déficiente, d'une protection civile inadéquate et de l'absence d'un contrat social en Syrie et en Irak, et aussi peut-être dans certains pays occidentaux si préoccupés maintenant par la question des combattants étrangers. La légitimité de Daech repose sur trois piliers : son idéologie, son mythe de suprématie militaire et sa prétendue capacité d'édification d'un État. Pour faire perdre à Daech sa légitimité ou son image de marque et ainsi atténuer son attrait, il faudra s'en prendre à ces trois piliers fondamentaux. Les répliques de la coalition militaire ne sont donc qu'un élément de la solution. Il faut également parvenir à démontrer que Daech ne réussit pas comme il le prétend à gouverner de façon compétente et équitable avec le soutien de la population locale. Ses principales failles seront mises au jour par les civils qui ont dû composer avec les contraintes imposées par le groupe armé, ainsi que par les combattants – étrangers et locaux – qui ont servi dans ses rangs. La mise en œuvre de campagnes sérieuses visant à encourager localement les

défections doit donc être perçue comme faisant partie intégrante des efforts faits en vue de priver Daech de sa légitimité et de permettre aux opposants locaux de s'exprimer, avec exemples concrets de défection à l'appui.

Cadres et politiques en place aux États-Unis relativement aux combattants étrangers

Chapitre 14 – Cadres et politiques en place aux États-Unis relativement aux combattants étrangers

L'appareil de sécurité nationale aux États-Unis s'inquiète des motivations qui amènent certains individus à partir à l'étranger pour prendre part à un conflit pour le compte d'un acteur non étatique, à joindre les rangs d'un groupe extrémiste violent et à tenter par la suite de rentrer au pays. Ceux que l'on appelle communément les « combattants étrangers » soulèvent de nombreuses problématiques. Il n'est pas rare que de tels individus adoptent les points de vue de groupes extrémistes violents et en viennent à vouloir quitter le pays. D'autres qui partagent les mêmes motivations choisissent plutôt de rester aux États-Unis et d'essayer de lancer des attaques sans quitter le pays. Il y en a aussi un certain nombre qui se rendent à l'étranger, y perdent de leurs illusions et essaient de rentrer dans leur pays d'origine en leur qualité de civils. D'autres encore, fervents partisans de la cause qui les a incités à voyager pour combattre, peuvent chercher à rentrer chez eux pour y mener les actions violentes planifiées par le groupe dont ils ont joint les rangs.

La situation est rendue encore plus complexe du fait que la plupart des individus qui souhaitent se rendre à l'étranger pour participer à des affrontements violents sont relativement jeunes. Comme il est difficile de prévoir quelles seront les répercussions à long terme, il faut des stratégies permettant une certaine adaptation.

Les cadres et les politiques mises en œuvre par les États-Unis pour s'attaquer au problème des combattants étrangers mettent l'accent sur trois phases distinctes du parcours de ces individus : la motivation à sombrer dans la violence, la mobilisation en vue des déplacements à l'étranger pouvant être suivis de tentatives de retour aux États-Unis, et la réintégration possible de ceux qui se sont rendus combattre à l'étranger.

Pour s'attaquer efficacement à ce phénomène, il faut une stratégie pouvant être adaptée aux différentes phases du parcours. Pour parvenir à atténuer la menace que peuvent représenter les individus inspirés par les discours extrémistes violents ou la possibilité de combattre à l'étranger, il est essentiel de pouvoir les

détecter rapidement pour intervenir sans tarder. De plus, les individus qui souhaitent quitter le pays pour participer à des activités extrémistes violentes – ou y rentrer après de telles activités – contribuent à faire planer sur les États-Unis une menace plus globale qui incite le gouvernement à mieux protéger ses frontières, ses infrastructures et son cyberespace. Des mécanismes intégrés de partage rapide de l'information sont absolument essentiels si l'on veut détecter et suivre ces individus qui envisagent de quitter le pays.

Enfin, dans le cas des combattants qui souhaitent rentrer aux États-Unis après un séjour à l'étranger, il faut bien évaluer les risques qu'ils représentent pour la sécurité nationale et les moyens à prendre pour assurer leur réintégration adéquate dans un souci de contribution à la collectivité d'où provient l'individu ainsi qu'à la société dans son ensemble, sans toutefois mettre en péril la sécurité publique.

Des interventions déficientes aux différentes étapes du processus créeront des lacunes importantes dans la stratégie d'ensemble, ce qui diminuera d'autant la capacité des services de renseignement et d'application de la loi d'atténuer les risques que représentent les combattants étrangers, en plus d'empêcher une collaboration efficace avec les principaux intervenants et la société en général.

Motivation à basculer dans la violence

Il est essentiel de pouvoir détecter rapidement les individus manifestant une tendance à l'extrémisme violent de manière à prévenir de tels agissements et à intervenir au besoin.

Les efforts en ce sens gagnent en efficacité lorsqu'ils sont le fruit d'une collaboration entre le gouvernement et les collectivités locales. À cette fin, il est indispensable de s'assurer que chaque collectivité a les moyens de concevoir des modèles locaux de détection, de prévention et d'intervention. Cette approche communautaire globale permettant la coopération entre les différents groupes culturels, les forces de l'ordre et les autres organismes gouvernementaux contribue à instaurer un climat de confiance entre toutes les parties en cause. De plus, les chances de succès sont meilleures avec une approche semblable qu'avec une stratégie qui aurait été conçue et mise en œuvre par le gouvernement lui-même, de façon indépendante.

Mobiliser les intervenants clés au niveau local permet d'améliorer les chances de détecter les individus pouvant représenter une menace avant même qu'ils ne soient motivés à passer à l'action. Les individus qui envisagent un recours à la violence – que ce soit à l'étranger ou au pays – présentent souvent des signes distinctifs. Ils peuvent notamment s'éloigner de leurs cercles sociaux traditionnels. L'individu peut ainsi perdre de sa visibilité, ce qui rend la détection d'autant plus difficile, surtout à partir de l'extérieur, à moins qu'un tel comportement soit jugé préoccupant. Ce sont souvent les acteurs sur la scène locale, membres de la famille, amis, enseignants, leaders religieux ou autres, qui sont les mieux placés pour déceler les comportements problématiques, du fait qu'ils comprennent bien quelles activités peuvent être préoccupantes. Il est possible de doter les réseaux communautaires des moyens nécessaires pour être des partenaires actifs dans ce processus et travailler de concert avec le gouvernement pour contrer le problème. Cette démarche doit absolument pouvoir s'appuyer sur un climat de confiance qui ne se concrétise qu'à partir du moment où le gouvernement commence à s'intéresser véritablement à l'avenir de ces individus qui envisagent de basculer dans la violence, sans être toutefois passés à l'acte.

Les politiques actuelles mettent d'abord et avant tout l'accent sur les sanctions – souvent sous la forme de longues peines d'incarcération – plutôt que sur l'intervention et la réintégration. Le succès relatif de ces politiques pour enrayer le flot de combattants étrangers est souvent obtenu au détriment de réseaux communautaires importants qui perdent ainsi leur confiance envers les forces de l'ordre. Ainsi, les peines sévères imposées peuvent dissuader les proches et les amis des individus radicalisés de communiquer avec les autorités policières par crainte des poursuites que cela pourrait entraîner. Lorsque la chose est possible, les mesures non punitives sont plus constructives. En outre, comme l'ont démontré les efforts de détection, de prévention et d'intervention déployés dans d'autres contextes (stupéfiants, crime organisé, etc.), les stratégies de détection et d'intervention qui ne partent pas de la base sont à la fois inefficientes et inefficaces, car chaque contexte présente des facteurs contributifs particuliers qui influent sur la motivation et la mobilisation des individus.

Mobilisation pour se rendre à l'étranger et en revenir

Pour certains individus, les mécanismes de détection, de prévention et d'intervention arrivent trop tard, si tant est qu'ils se manifestent un jour. À cet égard, la menace que représentent les éventuels combattants étrangers doit être évaluée dans un contexte plus large au moment où les États-Unis s'efforcent de comprendre, de vérifier et de suivre les déplacements de personnes, de marchandises, d'actifs de propriété intellectuelle et d'autres éléments qui quittent le pays ou y entrent.

Il faut pouvoir compter en temps utile sur des informations exactes pour détecter les individus qui essaient de quitter les États-Unis afin d'aller prendre part à des conflits armés pour le compte d'acteurs non étatiques. Il est essentiel que les agents et les entités responsables de la sécurité des États-Unis puissent mettre en commun un ensemble organisé de renseignements pertinents et exploitables au moyen d'un système intégré et efficient. Il importe tout particulièrement que le Department of Homeland Security et, surtout, la Transportation Safety Administration (TSA), aient accès rapidement à toutes les données pertinentes au sujet des individus qui sont sources d'inquiétude et qui essaient de quitter le pays ou d'y rentrer. Un cadre de données, actuellement tenu à jour par le DHS, offre le mécanisme global nécessaire à l'acquisition et à la gestion de l'information et du renseignement. L'efficacité d'un cadre semblable est tributaire de son alimentation à partir d'ensembles de données complètes et exactes.

Il importe également de mettre en place des protocoles efficaces pour les échanges d'informations avec des partenaires stratégiques, surtout en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Si des citoyens américains – ou des individus vivant aux États-Unis – parviennent à quitter le pays pour se livrer à des actes de violence à l'étranger, il est important que les États-Unis et leurs partenaires des appareils de la sécurité étrangers puissent suivre leur trajectoire et leurs activités, surtout s'ils essaient de se rendre dans des zones de combat. Des réseaux efficaces de communication bilatérale et de partage des informations peuvent aussi aider à détecter les individus pouvant présenter un risque ou être source d'inquiétude aux États-Unis, grâce aux activités de renseignement et de lutte contre le terrorisme d'entités externes.

Réintégration

Les individus qui reviennent aux États-Unis après avoir combattu aux côtés de groupes non étatiques à l'étranger peuvent représenter une menace importante pour la sécurité. C'est à ce moment-là que doivent intervenir les éléments essentiels susmentionnés comme l'échange de renseignements, la justice pénale punitive et les approches communautaires globales pour atténuer cette menace.

Il faut d'abord et avant tout repérer ces individus à leur retour au pays, puis évaluer le niveau de menace que chacun d'eux représente; les expériences vécues par ceux qui vont combattre à l'étranger peuvent en effet varier.

Pour différentes raisons, il arrive que des individus ne puissent pas se rendre jusqu'à une zone de conflit et rentrent ainsi aux États-Unis sans être entrés en contact avec des militants extrémistes. Ce n'est toutefois pas le cas de certains autres qui parviennent à participer aux combats et sont exposés à des niveaux de violence extrêmes. Certains rentrent parce qu'ils sont déçus du rôle qui leur a été confié au sein du groupe auquel ils se sont joints. Il demeure cependant tout à fait possible que des individus soient délibérément renvoyés aux États-Unis pour y perpétrer des attaques. En conséquence, il est nécessaire de procéder à l'identification de chaque individu et à l'examen de son cas.

Différents outils peuvent être employés pour déterminer dans quelle mesure un individu a participé à des combats ou à des activités terroristes. S'il est possible d'établir que certains individus ont commis des actes criminels et s'exposent aux peines prévues en pareille situation, ce n'est pas nécessairement l'approche qui convient pour tous. Pour bon nombre d'entre eux, la réintégration peut être une solution plus efficace.

Comme c'est le cas pour la prévention, la réintégration doit être le fruit d'un effort coordonné du gouvernement et des réseaux communautaires. Les leaders communautaires et religieux, les enseignants, les conseillers et les professionnels en santé mentale peuvent tous jouer un rôle important dans le processus de réintégration en permettant de dégager un portrait détaillé des motivations et des expériences de ceux qui rentrent au pays. Il est important de trouver le juste équilibre et le positionnement idéal

entre les autorités gouvernementales, et notamment les forces de l'ordre, et les intervenants communautaires. Il convient de chercher à ne pas s'aliéner ceux qui rentrent au pays, leur famille et leur collectivité tout en ne perdant jamais de vue les grands objectifs de sécurité publique.

Même dans le cas des combattants étrangers qui s'exposent à des sanctions pénales, il faut s'intéresser tout particulièrement à leurs motivations et expériences personnelles, surtout pendant leur incarcération. Bon nombre peuvent continuer à nourrir de fortes convictions idéologiques que leur peine d'emprisonnement risque d'exacerber. Une incarcération prolongée peut contribuer à radicaliser encore davantage ces individus, ce qui risque de rendre leur éventuelle libération extrêmement difficile. Les intervenants peuvent utiliser auprès des combattants incarcérés les mêmes stratégies de réintégration dont ils se servent pour ceux qui sont en liberté. En amorçant le processus de réintégration pendant la période d'incarcération, on diminue grandement la menace que pourront représenter ces individus au moment de leur libération.

Au bout du compte, les combattants étrangers repentis peuvent devenir l'une des ressources les plus précieuses à la disposition des forces de l'ordre. Dans le cadre des efforts pour prévenir la radicalisation et faciliter la réintégration des combattants de retour au pays, ces repentis sont mieux placés que quiconque pour contrer les arguments des extrémistes violents. On peut même faire appel à ces combattants repentis pour ramener au pays ceux qui sont encore à l'étranger. En faisant profiter les autres de leur propre expérience et en soulageant leurs craintes de sanctions pénales sévères, ils peuvent contribuer à inverser le flux de combattants étrangers.

Notes

[1] Damian Paletta, « FBI Director: Potential July 4 Terror Plots Disrupted », *Wall Street Journal*, 9 juillet 2015.

[2] Gina Bennett, « The Wandering Mujahidin: Armed and Dangerous », *Weekend Edition: United States Department of State Bureau of Intelligence and Research*, 21-22 août 1993; et National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States, *The 9/11 Commission Report: Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States: Authorized Version*, New York & London: W.W. Norton, 2004, p. 58.

[3] Sari Horwitz et Adam Goldman, « FBI Director: Number of Americans Travelling to Fight in Syria Increasing », *Washington Post*, 2 mai 2014.

[4] « France Arrests Syria Jihad Suspects as Nemmouche Held », *BBC News*, 2 juin 2014; Steve Almasy et Shelby Lin Erdman, « Captured Jewish Museum Shooting Suspect Carried Weapons, Gas Mask », *CNN*, 2 juin 2014; Nadia Khomami, « Jewish Museum Attack Leaves Three Dead in Brussels », *The Guardian*, 25 mai 2014; et David Chazan, « Brussels Museum Shooting Suspect 'Beheaded Baby' », *Daily Telegraph*, 7 septembre 2014.

[5] « France Train Shooting Suspect Profile: Ayoub al-Khazzani », *BBC News*, 25 août 2015; Sophie Jane Evans et coll., « Moroccan Terrorist 26 Who Was Taken Down by Hero US Airman and Friends », *Daily Mail On-line*, 23 août 2015; Mark Townsend et Kim Willsher, « France Train Shooting: Europe on High Alert After Attack by Armed Gunman », *The Guardian*, 23 août 2015; et Jim Bittermann et Bryony Jones, « France Train Attack: What We Know About Suspect Ayoub El-Khazzani », *CNN*, 25 août 2015.

[6] Allocution du directeur du renseignement national des États-Unis, James R. Clapper à la deuxième conférence annuelle sur le renseignement George T. Kalaris, « Succeeding in the Open », coparrainé par la National Geospatial Agency et l'université Georgetown, 24 septembre 2015.

[7] Aux dires du président Obama, l'EIIL est essentiellement « une équipe de basketball de ligue universitaire » et représente une menace stratégique surestimée comparativement à al-Qaïda. Voir Shreeya Sinha, « Obama's Evolution on ISIS », *New York Times*, 27 janvier 2014. L'entrevue intégrale de laquelle est tirée la citation du président Obama se trouve dans l'article de David Remnick, « Going The Distance: On and Off the Road With Barack Obama », *New Yorker*, 27 janvier 2014.

[8] Matt Bradley, « Insurgents in Iraq Seizing Advanced Weaponry: Arms Turning Up in Battles and Military-Style Parades in Iraq and Syria », *Wall Street Journal*, 6 juillet 2014.

[9] Jessica Stern et J.M. Berger, *ISIS: The State of Terror,* New York: Harper Collins, 2015, p. 45.

[10] Tim Arango, « ISIS Transforming Into Functioning State That Uses Terror As Tool », *New York Times,* 21 juillet 2015; et Margaret Coker et Alexis Flynn, « Islamic State Tries to Show It Can Govern in Iraq and Syria », *Wall Street Journal*, 13 octobre 2015.

[11] Michael Weiss et Hassan Hassan, *ISIS: Inside the Army of Terror*, NY: Reagan Arts, 2015, p. 221.

[12] Michael Weiss et Hassan Hassan, *ibid.*, p. 222.

[13] Loretta Napoleoni, *The Islamic Phoenix*, édition Kindle, p. 724.

[14] Michael Weiss et Hassan Hassan, *op. cit.*, p. 224.

[15] Michael Weiss et Hassan Hassan, *op. cit.*, p. 223-224 et 227-228.

[16] Benoît Faucon et Ayla Albayrak, « Islamic State Funds Push Into Syria and Iraq With Labyrinthine Oil-Smuggling Operation », *Wall Street Journal*, 16 septembre 2014.

[17] Remarques faites par le sous-secrétaire chargé du terrorisme et du renseignement financier des États-Unis, David S. Cohen, à la Dotation Carnegie pour la paix internationale, « Attacking ISIS's Financial Foundation », 23 octobre 2014.

[18] Michael Weiss et Hassan Hassan, *op. cit.*, p. 233.

[19] Erika Solomon, Guy Chazan et Sam Jones, « ISIS Inc: How Oil Fuels the Jihadi Terrorists », *Financial Times*, 14 octobre 2015.

[20] Jeremy Bender, « Iraqi Bankers Say ISIS Never Stole $430 Million From Mosul Banks », *Business Insider*, 17 juillet 2014.

[21] Jessica Stern et J.M. Berger, *op. cit.*, p. 45-46.

[22] Jessica Stern et J.M. Berger, *op. cit.*., p. 46.

[23] Michael Weiss et Hassan Hassan, *op. cit.*, p. 234.

[24] Ashley Fantz, « How ISIS Makes (and Takes) Money », *CNN*, 19 février 2015.

[25] Sara Malm, « How ISIS is Funded by Black-market Oil Trading, Illegal Drugs and Internet Cafes », *Daily Mail*, 22 février 2015.

[26] « How ISIS Works », *New York Times*, 16 septembre 2014. Voir aussi Hamza Hendawi et Qassim Abdul-Zahra, « IS Top Command Dominated by Ex-officers in Saddam's Army », Associated Press: The Big Story, 8 août 2015.

[27] Citation du cheik Mohammed Ibn Haadee al Madkhalee, « The reality of Daesh (ISIS) », 24 août 2015.

[28] Bill Roggio, « The Seven Phases of The Base », The Long War Journal, 15 août 2005; et Yassin Musharbash, « The Future of Terrorism: What al-Qaida Really Wants », Spiegel Online International, 12 août 2005.

[29] Comité sur la sécurité intérieure de la Chambre des représentants, *Final Report of the Task Force on Combating Terrorist and Foreign Fighter Travel*, septembre 2015, p. 6 et 12.

[30] Jessica Stern et J.M. Berger, *op. cit.*, p. 97.

[31] Caleb Weiss, « Islamic State Spokesman Again Threatens West in New Speech », *Threat Matrix: A Blog of the Long War Journal*, 21 septembre 2014.

[32] Jessica Stern et J.M. Berger, *op. cit.*, p. 95-96.

[33] Jessica Stern et J.M. Berger, op. cit., p. 94.

[34] Mark Gollom et Tracey Linderman, « Who is Martin Couture-Rouleau », *CBC News Canada*, 22 octobre 2014. Données receuillies sur Twitter, octobre 2014; et Saeed Ahmed et Greg Botelho, « Who is Michael Zehaf-Bibeau, the Man Behind the Deadly Ottawa Attack? » *CNN World*, 23 octobre 2014.

[35] « Terror Suspect Abdul Numan Haider Continued to Stab Fallen Officer: Inquest », *ABC News*, 3 octobre 2014; Hilary Whiteman, « Lone Wolf? Australian Police Shoot Dead Teen 'Terror Suspect' », *CNN World*, 25 septembre 2014.

[36] Kevin Fasick, Amber Jamieson et Laura Italiano, « Axe Attacker Wanted White People to Pay for Slavery », *New York Post*, 25 octobre 2014; James Gordon Meek et Josh Margolin, « NYC Ax Attacker Was Consumed by

Desire to Strike US Authority Figures, Police Say », *ABC News*, 3 novembre 2014.

[37] Daniel Byman et Jeremy Shapiro, *Be Afraid. Be A Little Afraid: The Threat of Terrorism from Western Foreign Fighters in Syria and Iraq*, Policy Paper, Washington, DC: Brookings Institution, 2014, p. I, 1, 5-8, 12, 16-22. L'argument voulant que les combattants étrangers quittent leur pays d'origine pour aller protéger leurs frères musulmans ailleurs dans le monde est également fait par David Malet dans « Foreign Fighters Playbook », *Foreign Affairs*, 8 avril 2014.

[38] Thomas Hegghammer, « Should I Stay or Should I Go? Explaining Variation in Western Jihadists' Choice between Domestic and Foreign Fighting », *American Political Science Review*, 107:1, février 2013, p. 1 et 10-11.

[39] Brent McGurk, « Al-Qaeda's Resurgence in Iraq: A Threat to US Interests », comparution devant le Comité des affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis, 5 février 2014.

[40] Gordon Lubold et Adam Entous, « US Says Islamic State Used Chemical in Iraq », *Wall Street Journal*, 22-23 août 2015; Raja Abdulrahim, « Militants Blamed for Syria Chemical Strike » *Wall Street Journal*, 24 août 2015; Karam Shoumali et Ceylan Yeginsu, « New Report of Islamic State Using Poison Gas in Syria », *New York Times*, 25 août 2015; C.J. Chivers et Eric Schmitt, *New York Times*, « Islamic State Ordnance Shows Traces of Chemical Agents, US Says », *New York Times*, 12 septembre 2015.

[41] *Final Report of the Task Force on Combating Terrorist and Foreign Fighter Travel*, p. 6 et12.

[42] « Imam Samudra's Son Killed in Syria », *Jakarta Post Online*, 16 octobre 2015.

[43] « Selon les estimations, il y aurait de 4 000 à 25 000 volontaires d'origine non afghane, les combattants arabes étant majoritaires ». Gina Bennett, « The Wandering Mujahidin », p. 1-2.

[44] « Le renseignement américain estime qu'au total, de 10 000 à 20 000 combattants ont suivi un entraînement dans les camps parrainés par Ben Laden en Afghanistan de 1996 au 9 septembre », *The 9/11 Commission Report*, p. 67.

[45] *The 9/11 Commission Report*, p. 67.

[46] Jessica Stern et J.M. Berger, *op. cit.*, p. 99

[47] Jessica Stern et J.M. Berger, *op. cit.*, p. 197.

[48] Franz Fanon, *Les damnées de la terre,* London: Penguin, 1990, p. 74.

[49] Michael Weiss et Hassan Hassan, *op. cit.*, p. 170.

[50] Jessica Stern et J.M. Berger, *op. cit.*, p. 22.

[51] William McCants, *The ISIS Apocalypse: The History, Strategy, And Doomsday Vision Of The Islamic State*, New York: St. Martin's Press, 2015, p. 153.

[52] Jessica Stern et J.M. Berger, *op. cit.*, p. 72.

[53] Jessica Stern et J.M. Berger, *op. cit.*, p. 98.

[54] Michael Weiss et Hassan Hassan, *op. cit.*, p. 129.

[55] Corey Charlton, « We Made a Big Mistake », *Daily Mail Online*, 10 octobre 2014.

[56] Michael Weiss et Hassan Hassan, *op. cit.*, p. 174.

[57] Michael Weiss et Hassan Hassan, *op. cit.*, p. 175.

[58] William McCants, *op. cit.*, p. 126.

[59] Theo Padnos, « My Captivity », *New York Times* Magazine, 29 octobre 2014.

[60] Ted Thornhill, « Has ISIS looted chemical weapons from a former Iraqi nerve agent factor that the US failed to destroy », *Daily Mail Online*, 15 octobre 2014.

[61] Thomas Hegghammer (2014), « Interpersonal Trust on Jihadi Internet Forums », publié sur le site www.hegghammer.com.

[62] Acronyme formé à partir de l'expression arabe *ad-Dawla al-Islamiya fi-l-Irāq wa-š-Šām* (État islamique en Irak et au Levant). Il est utilisé depuis plusieurs années dans le dialecte levantin et irakien et est aujourd'hui d'usage courant en Occident pour désigner le groupe État islamique en Irak et au Levant.

[63] Suivre de près le nombre exact de combattants originaires de pays occidentaux qui se rendent en Syrie et en Irak s'avère un défi de taille pour les gouvernements et les chercheurs. Les nombres et fourchettes fournis dans le présent article constituent des estimations et sont fondés sur les sources ouvertes suivantes : *Foreign Fighters: An Updated Assessment of the Flow of Foreign Fighters into Syria and Iraq*, The Soufan Group, document publié en ligne le 9 décembre 2015; Rapport de l'Assemblée nationale de France, n° 2828, 2 juin 2015; *UK National Security Strategy and Strategic Defence and Security Review 2015*, document publié en ligne le 23 novembre 2015; et "Foreign fighter total in Syria/Iraq now exceeds 20,000; Surpasses Afghanistan conflict in the 1980s", International Center for the Study of Radicalisation (ICSR), King's College London, document publié en ligne le 26 janvier 2015 sur le site Web de l'ICSR.

[64] L'Émirat du Caucase (*Imarat Kavkaz*) est une organisation djihadiste active dans le sud de la Russie. Il a pour objectif d'expulser les Russes du Caucase du Nord et d'établir un émirat islamique indépendant dans la région.

[65] Aux yeux des jeunes Nord-Caucasiens, le prestige et la poussée de l'EIIL et d'Omar al-Chichani ont changé la donne pour les combattants insurgés en Russie. À la fin de 2014 et au début de 2015, plusieurs factions d'insurgés dans le Caucase du Nord ont fait défection et prêté allégeance à l'EIIL, abandonnant ainsi leur chef, Aliaskhab Kebekov.

[66] Florence Gaub et Alexandra Laban (éd.), « Arab Futures: Three Scenarios for 2025 », *Issue Report No.22*, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IESUE), février 2015.

[67] Gaub et Laban, *op. cit.*

[68] *The Economist*, « Dwindling Dollars: Facing a Shortage of Foreign Exchange, Egypts Allows its Currency to Fall », 24 octobre 2015.

[69] Gaub et Laban, *op. cit.*

[70] État islamique en Irak et au Levant.

[71] Acronyme formé à partir de l'expression arabe *ad-Dawla al-Islamiya fi-l-Irāq wa-š-Šām* (État islamique en Irak et au Levant). Il est utilisé depuis plusieurs années dans le dialecte levantin irakien et est aujourd'hui d'usage courant en Occident pour désigner le groupe État islamique en Irak et au Levant.

[72] Suivant cette doctrine, l'islam place le peuple sous la garde d'un *faqih* (juriste islamique).

[73] Aaron Stein, « The ISIS Link to the Ankara Bombing » Atlantic Council, 15 octobre 2015.

[74] Acronyme formé à partir de l'expression arabe *ad-Dawla al-Islamiya fi-l-Irāq wa-š-Šām* (État islamique en Irak et au Levant). Il est utilisé depuis plusieurs années dans le dialecte levantin irakien et est aujourd'hui d'usage courant en Occident pour désigner le groupe État islamique en Irak et au Levant.

Annexe A – Ordre du jour

Annexe A – Ordre du jour

Le phénomène des combattants étrangers et les tendances connexes en matière de sécurité au Moyen-Orient

Atelier organisé par le Service canadien du renseignement de sécurité
Les 28 et 29 octobre 2015

28 octobre

9 h à 9 h 15	Objectifs et organisation de l'atelier
9 h 15 à 10 h30	**Module 1 : Aperçu stratégique du Moyen-Orient** • *Facteurs à long terme de la sécurité et de la stabilité, ainsi que de l'insécurité et de l'instabilité au Moyen-Orient* • *Évolution du djihadisme*
10 h 30 à 11 h	Pause
11 h à 12 h 15	**Module 2 : Conflit en Syrie et défis de l'Irak : état des lieux** • *Syrie : impasse, plaie purulente ou espoir?* • *État islamique : évolution de sa stratégie et de son influence en Syrie et en Irak*
12 h 15 à 13 h 45	Repas du midi
13 h 45 à 15 h 15	**Module 3 : Forces en présence dans la région** • *Répercussions des relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran pour la région*

	• *Tensions entre sunnites et chiites dans toute la région : Recours au sectarisme et conséquences* • *Intérêts liés à la sécurité de la Turquie en tant que plaque tournante dans la région*
15 h 15 à 15 h 30	Récapitulation de l'animateur : *Comprendre les enjeux qui se dessinent – où en serons-nous dans un an?*
15 h 30	Levée de la séance

29 octobre

9 h à 9 h 15	*Observations sur l'utilité de l'analyse à long terme et du renseignement fondé sur des sources ouvertes*
9 h 15 à 10 h 30	**Module 4 : Compréhension du phénomène des combattants étrangers** • *Vue d'ensemble : évaluation de la menace que représentent les combattants étrangers pour l'Occident* • *Motivations des combattants étrangers d'origine occidentale*
10 h 30 à 11 h	Pause
11 h à 12 h 15	**Module 5 : Points de vue des experts d'Amérique du Nord** • *Combattants d'origine arabe : qui sont-ils et où vont-ils?* • *Combattants du Canada : qui sont-ils et où vont-ils?*
12 h 15 à 13 h 45	Repas du midi

13 h 45 à 15 h 15	**Module 6 : Dimension européenne du phénomène des combattants étrangers : points de vue des experts en la matière** • Combattants d'Europe • Rôle des djihadistes d'origine européenne au sein de l'EIIL • Combattants du Caucase du Nord en Russie : motivations et rôle
15 h 15 à 15 h 30	Pause
15 h 30 à 16 h 45	**Module 7 : Réponse au phénomène des combattants étrangers** • *Évaluation des cadres et des politiques aux États-Unis* • *Mesures locales pour contrer l'attrait du conflit en Syrie et en Irak*
16 h 45 à 17 h	Conclusions de l'animateur
17 h	Fin de l'atelier

Annexe B – La Liaison-recherche au SCRS

Annexe B – La Liaison-recherche au SCRS

Le renseignement dans un monde en évolution

On dit souvent que le monde évolue de plus en plus rapidement. Analystes, commentateurs, chercheurs et autres – associés ou non à un gouvernement – acceptent peut-être ce cliché, mais la plupart commencent seulement à comprendre les conséquences très réelles de ce concept pourtant abstrait.

La sécurité mondiale, qui englobe les diverses menaces pour la stabilité et la prospérité géopolitiques, régionales et nationales, a profondément changé depuis la chute du communisme. Cet événement a marqué la fin d'un monde bipolaire organisé selon les ambitions des États-Unis et de l'ancienne URSS et les tensions militaires en résultant. Détruisant rapidement la théorie de « fin de l'histoire » des années 1990, les attentats terroristes contre les États-Unis en 2001, ainsi que des actes terroristes subséquents dans d'autres pays, ont depuis modifié ce qu'on entend par sécurité.

La mondialisation, l'évolution rapide de la technologie et la sophistication des moyens d'information et de communication ont eu une incidence sur la nature et le travail des gouvernements, y compris des services de renseignement. En plus des conflits habituels entre États, il existe désormais un large éventail de problèmes de sécurité transnationale découlant de facteurs non étatiques, et parfois même non humains. Ces problèmes vont du terrorisme, des réseaux illégaux et des pandémies à la sécurité énergétique, à la concurrence internationale pour les ressources et à la dégradation mondiale de l'environnement. Les éléments de la sécurité mondiale et nationale sont donc de plus en plus complexes et interdépendants.

Notre travail

C'est pour mieux comprendre ces enjeux actuels et à venir que le SCRS a lancé, en septembre 2008, son programme de liaison-recherche. En faisant régulièrement appel aux connaissances d'experts au moyen d'une démarche multidisciplinaire, axée sur la

collaboration, le Service favorise une compréhension contextuelle des questions de sécurité pour le bénéfice de ses propres experts ainsi que celui des chercheurs et des spécialistes avec qui il s'associe. Ses activités visent à établir une vision à long terme des différentes tendances et des divers problèmes, à mettre en cause ses hypothèses et ses préjugés culturels, ainsi qu'à affiner ses moyens de recherche et d'analyse.

Pour ce faire, nous :

- nous associons activement à des réseaux d'experts de différents secteurs, dont l'administration publique, les groupes de réflexion, les instituts de recherche, les universités, les entreprises privées et les organisations non gouvernementales (ONG), tant au Canada qu'à l'étranger. Si ces réseaux n'existent pas déjà, nous pouvons les créer en collaboration avec différentes organisations;

- stimulons l'étude de la sécurité et du renseignement au Canada, favorisant ainsi une discussion publique éclairée à propos de l'histoire, de la fonction et de l'avenir du renseignement au Canada.

Dans cette optique, le programme de liaison-recherche du Service emprunte de nombreuses avenues. Il soutient, élabore, planifie et anime plusieurs activités, dont des conférences, des séminaires, des études, des exposés et des tables rondes. Il participe aussi activement à l'organisation du Global Futures Forum, un appareil multinational du renseignement et de la sécurité qu'il soutient depuis 2005.

Nous n'adoptons jamais de position officielle sur quelque question, mais les résultats de plusieurs de nos activités sont publiés sur le site Web du SCRS au www.csis-scrs.gc.ca. Par la publication des idées émergeant de nos activités, nous souhaitons alimenter le débat et favoriser l'échange d'opinions et de perspectives entre le Service, d'autres organisations et divers penseurs.